

**La crise actuelle : une mise
en perspective historique**

Quelques réflexions à partir d'une analyse
du capitalisme français en longue période.

Robert Boyer

Critiques de l'Economie Politique
nouvelle série n°7-8, 1979

Avant-propos

Ce numéro de *Critiques de l'économie politique* est double. Il aurait pu être triple, voire quadruple, si nous n'avions pas été limité par le prix de vente, tant le sujet traité appelle des remises en cause d'idées trop facilement reçues, des redécouvertes d'acquis trop longtemps enfouis et des élaborations nouvelles.

C'est pourquoi, au terme de ce numéro, une certaine insatisfaction demeure, qui vient des deux principales limites des contributions présentées. La première a trait à l'aspect un peu trop économiste de l'ensemble ; si c'est délibérément que nous avons restreint le thème abordé au côté le plus directement économique de la crise, il n'empêche qu'une ouverture plus franche et concrète sur les implications (à double sens) de la crise économique sur les formes de domination des classes populaires et au sein de la bourgeoisie eût été souhaitable. On espère qu'un débat s'ouvrira sur ces questions ; *C. E. P.* est prêt à s'en faire l'écho.

La seconde limite à laquelle nous sommes confrontés est classique pour tous ceux qui ne se satisfont pas d'une pensée achevée et figée, et qui donc, dès l'ouvrage terminé, sont prêts à le réexaminer, voire à le mettre en cause ; les textes présentés ici ne sont donc que des

moments d'une réflexion qui doit continuer à se développer. Si l'on admet, avec Rosa Luxemburg, que « le marxisme n'est pas une chapelle d'une douzaine de personnes qui se délivrent mutuellement des brevets d'expertise et devant lesquels la masse des croyants doit manifester une confiance aveugle », et que « le marxisme est une vision révolutionnaire du monde, qui doit appeler à lutter sans cesse pour acquérir des connaissances nouvelles, qui n'abhorre rien tant que les formes figées et définitives, et éprouve sa force vivante dans le cliquetis d'armes de l'autocritique et sous les coups de tonnerre de l'histoire », alors on doit admettre que cette seconde limite n'est pas réhabilitaire. Elle est au contraire la traduction d'une volonté de rejeter tout catéchisme, de tenter d'interpréter la crise actuelle pour enrichir l'action, en refusant d'essayer d'habiller des théories, transformées en dogme par l'histoire du mouvement ouvrier, à l'aide de lambeaux tirés de la réalité de la crise actuelle.

C'est avec cette conception qu'ont été écrits, discutés, réécrits, mis en opposition la plupart des articles qui composent ce numéro. L'article de Boyer compare la crise actuelle avec celles qui l'ont précédée dans l'histoire du capitalisme pour tenter d'en dégager la spécificité à partir d'une analyse des théories des crises ; il est ainsi conduit à émettre toute une série d'hypothèses qui rompent avec le discours pauvre mais dominant en la matière. L'article de Bertrand s'engage dans une voie encore inexplorée par les marxistes : à l'aide d'un sectionnement de l'appareil productif français, il étudie les contraintes que rencontre la valorisation du capital et les changements de « régime d'accumulation ». Les articles de Durand et Faire discutent du caractère structurel ou non de la crise. L'étude de Kergoat cherche, quant à elle, à analyser l'évolution de la combativité dans la crise en tenant compte de certaines différenciations internes de la classe ouvrière. Enfin, la contribution de Salama rompt avec les analyses dominantes sur l'État, dans la mesure où, en tenant compte des apports de l'école allemande dite de la dérivation, il tente d'apporter un cadre méthodologique nouveau d'étude de l'État et des régimes politiques.

Le comité de rédaction

La crise actuelle : une mise en perspective historique

Quelques réflexions à partir d'une analyse du capitalisme français en longue période.

Robert Boyer

La succession, à partir de 1967, de crises financières de plus en plus aiguës, l'extension simultanée du chômage et de l'inflation, le caractère inflationniste et non plus déflationniste de la récession de 1974, l'arrêt relativement rapide de cette dernière évitant l'enclenchement d'un mouvement dépressif cumulatif du type de celui observé en 1929, mais les difficultés de sortie de la crise cinq ans après son ouverture, constituent autant d'interrogations qui ont suscité un regain de la théorie des crises. Largement oubliées à mesure que s'épanouissait la période de forte croissance consécutive à la Seconde Guerre mondiale, les théories des crises reprennent aujourd'hui tout leur intérêt.

Le présent article se propose d'éclairer quelques-unes des questions suivantes : quelle est l'origine de la crise et quelles en sont les conditions de sortie ? Cette crise est-elle la simple reproduction de crises passées ou désigne-t-elle un type nouveau lié à la forme précise des rapports sociaux qui caractérisent le capitalisme contemporain ? La récession de 1974 est-elle une simple crise de nature cyclique — en quelque sorte une « petite crise » —, ou au contraire désigne-t-elle le premier épisode d'une « grande crise » du capitalisme, dont la sortie suppose un changement des formes sociales qui

étaient à la base de l'essor sans précédent enregistré depuis 1945 ?

Sans prétendre traiter de l'ensemble des problèmes ainsi posés, il est important de noter que les réponses habituelles sont souvent incapables de fournir un cadre d'analyse adéquat. Si l'on voulait simplifier grossièrement la diversité des positions qui s'expriment sur ce point, on pourrait opposer deux tendances essentielles. D'un côté la théorie marxiste traditionnelle s'attache à montrer comment les crises représentent la résultante nécessaire de contradictions propres au mode de production capitaliste : l'ouverture de la crise actuelle constitue pour ce courant une confirmation de cette problématique générale... sans que pour autant il puisse livrer une analyse concrète explicitant l'originalité de cette crise et de son enjeu ; en outre, sauf rares exceptions, ces analyses théoriques ne s'articulent que difficilement avec une investigation du déroulement de la crise et de l'issue des stratégies contradictoires auxquelles elle donne lieu. A l'opposé, nombreuses sont les approches empiriques qui se bornent à considérer comme un signe indubitable de crise la montée du chômage, la stagnation de la croissance, la persistance de l'inflation ou encore l'évolution apparemment désordonnée du système monétaire international. La difficulté de ces analyses est alors de ne prendre en compte aucune des caractéristiques qui sous-tendent la dynamique des économies capitalistes contemporaines et de ne fournir en définitive qu'une caractérisation souvent superficielle des origines et conditions de sortie de la crise.

Les limites respectives de ces approches rendent nécessaire une analyse qui cherche précisément à établir un lien entre la théorie des crises et l'étude concrète des formes que prennent ces dernières dans une situation historique donnée. Idéalement, il s'agirait d'établir une correspondance entre théorie et histoire des crises. C'est dire la difficulté du travail dont le présent article ne prétend apporter qu'une première esquisse.

On se propose de mobiliser ici les principaux acquis d'une étude historique longue du capitalisme français qui visait initialement à étudier les caractéristiques de l'inflation actuelle¹. Confrontés à la théorie des crises,

1. J.-P. BENASSY, R. BOYER, R.-M. GELPI, A. LIPIETZ, J. MUNOZ, C. OMINAMI, *Approches de l'inflation : l'exemple français*, rapport C. O. R. D. E. S.-C. E. P. R. E. M. A.P., 1977.

ces travaux permettent de dégager une problématique dont l'intérêt est de livrer une périodisation d'ensemble rattachant directement la nature des crises, grandes et petites, à la forme précise des rapports sociaux et des structures économiques constitués au cours de l'histoire même du capitalisme. Dès lors, l'article adopte la progression suivante.

Une première section précise la problématique d'ensemble et présente les principaux concepts utilisés. Dans la mesure où la caractérisation du régime d'accumulation occupe une place centrale dans toutes les périodisations qui ont été proposées par les auteurs marxistes, une seconde section décrit quelles en ont été en France les principales phases. Dans la succession des périodes qui scandent le développement du capitalisme en France, les années 1945-1973 marquent pour la première fois l'instauration d'un régime d'accumulation intensive centrée sur la consommation de masse. On esquisse alors une discussion des relations qu'entretiennent à chaque étape la nature du régime d'accumulation et le type de crise le plus probable. Si l'on adopte cette problématique, la crise actuelle ne saurait être interprétée, comme le fait souvent Sweezy², comme une simple répétition de la grande crise des années trente.

En conséquence, il faut ensuite s'interroger sur les facteurs sociaux, économiques et politiques qui sont à l'origine de cette transformation dans la nature exacte des crises, question qui fait l'objet de la troisième section. En effet, le nouveau régime d'accumulation qui se met progressivement en place après la Seconde Guerre mondiale suppose une codification bien particulière des structures et formes institutionnelles du capitalisme : quant au rapport salarial, à la forme de la concurrence entre capitaux, aux relations entre monnaie et crédit, enfin quant à l'insertion de chaque économie dans la division internationale du travail. Sur tous ces points, l'organisation sociale des économies capitalistes contemporaines ne saurait être confondue avec celle qui prévalait lors des années trente et moins encore à la fin du XIX^e siècle : en longue période, la reproduction des rap-

2. L'analyse récemment fournie par P. M. SWEETZ, « The Present Stage of the Global Crisis of Capitalism » (*Monthly Review*, avril 1978), ne se distingue pas fondamentalement de la caractérisation qu'il donnait de la crise de 1929-1930 dans *The Theory of Capitalist Development*, chap. VIII et X, Modern Reader.

ports capitalistes dans ce qu'ils ont de *plus fondamental* a supposé une altération permanente de la *forme précise* qu'ils prennent à chaque époque. On se propose ensuite de montrer que c'est l'ensemble des structures et formes sociales constituées au cours des vingt dernières années qui entre en crise : *latente* à partir du milieu des années soixante tout spécialement aux États-Unis, *ouverte* à partir de 1974 pour toutes les économies capitalistes dominantes. Restituée dans cette perspective historique, la période actuelle apparaît clairement comme une étape marquante dans ce que l'histoire retiendra probablement comme une Grande Crise. La quatrième section récapitule l'ensemble des arguments qui plaident en faveur de cette hypothèse : blocage du schéma antérieur d'accumulation, caractère inflationniste mais non cumulatif de la récession, récurrence des crises financières internationales et intensité des luttes politiques tendant à redéfinir les formes institutionnelles antérieurement constituées démontrent, en ce sens, une crise majeure du capitalisme.

Enfin, dans la mesure où les thèses développées s'opposent apparemment à la problématique adoptée par une large fraction du courant marxiste, une dernière section s'attache à montrer l'intérêt de ces analyses... tout en reconnaissant les faiblesses et limites de l'argumentation du présent travail.

I. Histoire et théorie des crises : esquisse d'une problématique

1. Lois générales et analyses concrètes du capitalisme

A la base de l'analyse se trouve la constatation que la dynamique du capitalisme n'est pas simplement celle de l'expansion « de cette valeur se mettant en valeur qu'est le capital ». En effet, loin de se dérouler dans un espace social homogène que le capitalisme ne ferait que conquérir, l'histoire des économies dominantes fait apparaître *l'ampleur des transformations sociales qui caractérisent l'extension des rapports capitalistes*. On ne saurait pour autant nier le caractère permanent des contradictions qui marquent la reproduction des formations

sociales dominées par le capitalisme. Selon les écoles, on peut donner une expression différente de ces contradictions, que l'on considère au niveau de la marchandise l'opposition entre valeur d'usage et valeur d'échange, que l'on s'intéresse au procès d'accumulation et donc aux conséquences contradictoires qu'exercent sur le profit les mécanismes de la reproduction économique d'ensemble, ou encore que l'on polarise l'ensemble des contradictions sur la divergence entre la dynamique des forces productives et celle des rapports sociaux de production. D'un point de vue théorique, ces expressions pourraient être considérées comme équivalentes. Au contraire, pour mener une analyse concrète, il se peut que ces divers concepts conduisent à une caractérisation différente de la forme précise que revêtent ces contradictions dans un contexte historique donné. Ainsi, selon que l'on étudie une grande ou une petite crise, une métropole capitaliste ou au contraire un pays dominé, les crises du XIX^e siècle ou celle de 1929, il convient de préciser s'il s'agit de la forme normale du déroulement des cycles des affaires au sein d'un régime donné d'accumulation (cas dans lequel les contradictions cumulées dans les périodes de boom se résorbent en quelque sorte automatiquement par le « jeu du marché »), ou au contraire si l'arrêt de l'accumulation résulte de l'épuisement progressif des formes d'exploitation et de régulation qui avaient permis la reproduction élargie du système ; on peut alors parler de grande crise (ou crise structurelle).

2. Formes sociales et régulations

Dès lors, on est amené à avancer la représentation suivante de la dynamique longue des économies capitalistes. La logique propre du mode de production capitaliste, conjuguée au type des luttes sociales et politiques qu'il suscite, a pour effet de dégager une codification particulière des rapports sociaux les plus fondamentaux : organisation du rapport salarial³, nature de la

3. Sous le terme d'organisation du rapport salarial, on désigne l'ensemble des conditions qui régissent l'usage et la reproduction de la force de travail : organisation du procès de travail, mobilité de la force de travail, formation et utilisation du revenu salarial.

concurrence et de la centralisation du capital, mécanisme de la reproduction de l'équivalent général, mode d'articulation de l'économie considérée vis-à-vis de la division internationale du travail. Sur chacun de ces quatre points, il est assez évident que *l'organisation institutionnelle contemporaine introduit une rupture qualitative* — et dans certains cas quantitative, comme on le montrera — par rapport aux structures économiques et sociales qui ont marqué l'essor du capitalisme. Dans ces conditions, l'étude des crises suppose que l'on précise sur quel type de contradiction vient buter la reproduction d'ensemble. Fondamentalement, les crises rétablissent l'unité contradictoire entre procès de production et procès de circulation, entre les conditions d'extraction et celles de réalisation de la plus-value. On ne saurait sans danger opposer de façon mécanique ces deux séries d'instances comme pouvant constituer la base d'une distinction fondamentale quant à l'origine des crises, puisque ces dernières résultent précisément de l'interaction de ces deux instances. Cependant, une analyse concrète peut légitimement rechercher qu'elle est *la contradiction dominante* à chaque étape du processus de crise. Pour citer un exemple, à une dépression principalement liée à une expansion sans précédent des conditions de valorisation venant buter sur l'inadéquation des conditions de réalisation (cas de la crise de 1929-1930), peut s'opposer une crise dont l'entrée tient au contraire aux difficultés de valorisation du capital, les conditions de réalisation étant favorables, tout au moins initialement. Bien sûr, le déroulement de la crise combine ensuite de façon dialectique ces deux pôles... en sorte que soit précisément rétablie leur unité contradictoire. Pourtant, il n'est pas sans intérêt de rechercher quelles sont les formes institutionnelles qui favorisent le caractère (transitoirement) dominant de l'une ou l'autre de ces contradictions. Selon l'idée développée par le présent article, cette différence dans l'origine et le déroulement de ces crises tiendrait aux transformations intervenues depuis l'entre-deux-guerres dans les relations sociales du travail, le mode de valorisation du capital par les différentes unités économiques, l'affranchissement de la création monétaire de la contrainte que faisaient antérieurement peser le caractère métallique de la monnaie et la nature restrictive des politiques monétaires menées à l'instigation d'une fraction particulière du capital financier.

Ces formes sociales ont pour conséquence de sous-

tendre des mécanismes régulateurs bien précis affectant en particulier les travailleurs et les moyens de production à chacune des unités de production et des branches, et déterminant le partage entre accumulation et reproduction de la force de travail. Par la suite, on désignera sous le terme de *régulation la conjonction des mécanismes concourant à la reproduction d'ensemble du système, compte tenu de l'état des structures économiques et formes sociales*. Cette régulation est à l'origine de la dynamique de courte et moyenne périodes, puisqu'elle définit la nature et le déroulement des enchaînements conjoncturels. Pour sa part, la dynamique de très longue période ne résulte pas simplement de la succession de ces fluctuations et de ces cycles, mais fait aussi intervenir de façon cruciale les luttes politiques et sociales qui, tout en étant partiellement déterminées par la dynamique de l'accumulation, ne s'y réduisent pas. Ces luttes, principalement celles des travailleurs face au capital dans l'issue desquelles les stratégies des diverses fractions de la bourgeoisie jouent parfois un rôle déterminant⁴, conduisent à une évolution historique ouverte et non strictement déterministe. Sur ces bases, la démarche proposée met en jeu trois phases successives.

3. Une périodisation des régulations

En premier lieu, il s'agit de repérer les périodes caractérisées par une relative stabilité de la régulation d'ensemble, stabilité qui elle-même suppose une certaine permanence des formes institutionnelles et structurelles qui lui servent de base. On ne reviendra pas ici sur les méthodes qui ont permis cette périodisation, dans la mesure où le lecteur intéressé pourra se reporter à l'étude *Approches de l'inflation...* déjà citée. On signalera simplement un résultat important : une forme institutionnelle par nature concurrentielle ou monopoliste ne suffit pas à assurer la domination d'une régulation de même type. Par exemple, il est apparu clairement en confrontant une analyse de la structure financière du capitalisme français à une analyse économétrique des

4. Ainsi que le mode d'articulation de chaque formation sociale à l'économie mondiale, point qu'aborde la section III.4 ci-après.

déterminants du profit qu'une structure de type monopoliste ne suffisait pas à impulser une stabilisation du profit de type monopoliste. De la même façon, il ne suffit pas que des conventions salariales prévoient des clauses originales de formation des salaires — c'est-à-dire introduisent des facteurs d'ajustement différents de ceux que suppose un fonctionnement strictement concurrentiel du marché du travail — pour qu'au niveau global se dégagent de nouvelles lois de formation des salaires. Ou encore l'abandon de la monnaie métallique (par exemple à l'occasion des épisodes de cours forcé consécutifs aux grandes guerres) est un élément nécessaire mais non suffisant pour que domine une nouvelle forme de la régulation du crédit et de la monnaie. L'étude historique a ainsi permis de dégager *quatre périodes essentielles* que l'on citera dès à présent mais sur lesquelles reviendra la section II :

— Une période de transition d'une régulation à l'ancienne à une régulation concurrentielle s'opérant dans la *première moitié du XIX^e siècle*.

— La *seconde moitié du XIX^e siècle* voit l'affirmation et l'extension des rapports capitalistes conduisant à la domination effective d'une régulation concurrentielle, bien qu'apparaissent déjà des tendances à la monopolisation, à la syndicalisation ou encore à la fusion du capital industriel et bancaire.

— L'*entre-deux-guerres* enregistre le divorce entre une montée sans précédent de la monopolisation et l'altération sans bouleversement de principes régulateurs très proches de ceux de la régulation concurrentielle.

— La *période ouverte en 1945* connaît au contraire de profonds changements politiques et sociaux qui impliquent l'instauration d'une régulation fondamentalement nouvelle que l'on désignera sous le nom de régulation monopoliste.

Partant de ces bases, le présent article se propose d'explicitier la forme que prennent aussi bien les grandes que les petites crises au sein de chacune de ces grandes périodes.

4. La forme des crises cycliques

En effet si la *réurrence de crises cycliques* constitue une caractéristique permanente de la dynamique des économies capitalistes, la *forme précise qu'elles prennent dépend fondamentalement de l'état des rapports sociaux et structures économiques dont elles reflètent le caractère contradictoire*. On donnera deux séries d'arguments en faveur de cette thèse. D'une part, nombreux sont les historiens qui, s'intéressant à l'évolution pluri-séculaire des sociétés occidentales, ont clairement montré les transformations profondes que subissait la forme des crises, que l'on évoque les travaux de W. ABEL (1973), P.-G. BOIS (1976), J. BOUVIER (1974), E. LABROUSSE (1976), P. VILAR (1960), ou encore la synthèse tentée par E. LE ROY LADURIE (1976). En second lieu, il se peut que la théorie des crises, objet si controversé des analyses marxistes — et non marxistes —, s'éclaire si l'on rapporte les oppositions doctrinales à l'état des structures du capitalisme qui, de façon le plus souvent implicite, sous-tend les controverses théoriques. La configuration originale de la récession qui marque l'entrée dans la crise actuelle suffirait à justifier l'intérêt d'une telle périodisation quant à la nature des crises. En effet, l'un des principaux enseignements de l'étude historique de l'inflation a été de montrer qu'on ne pouvait pas caractériser les mouvements du niveau général des prix comme la conséquence de mécanismes universels et invariants dans le temps et dans l'espace. De la même façon, si les crises cycliques sont la conséquence directe des contradictions et déséquilibres que suscite le processus d'accumulation, leur déroulement exact dépend de façon fondamentale de la période historique considérée, c'est-à-dire de l'état des rapports sociaux et structures économiques. En ce sens, le présent article tend à s'opposer à celles des analyses marxistes (par exemple celle de SWEEZY, 1976, déjà citée) ou non marxistes (KINDLEBERGER, 1978) qui proposent un même schéma explicatif pour rendre compte d'une grande variété de crises. Par contre, il a une orientation analogue à celle des travaux récents de M. AGLIETTA (1977), B. BILLAUDOT (1975), de BERNIS (1977 et 1978), ou E. MANDEL (1974 et 1978), qui tous cherchent à expliciter la forme originale que prennent les crises dans les économies capitalistes contemporai-

nes... bien que leurs caractérisations respectives soient différentes, voire contradictoires.

Ainsi traitera-t-on brièvement de la forme que prennent les crises cycliques lors de chacune des périodes caractérisées par une relative stabilité de la régulation. En outre, ce rappel permettra de préciser l'originalité des processus conjoncturels observés depuis la Seconde Guerre mondiale.

Mais cette même problématique permet de plus d'explicitier les traits originaux de la crise actuelle en tant que crise structurelle, organique, ou encore grande crise du capitalisme.

5. Une caractérisation des grandes crises

Lors de certaines périodes cruciales, la dynamique propre du système économique et de la forme que prennent les luttes sociales et politiques peuvent engendrer des crises qui ne sont pas un simple épisode conjoncturel au cours duquel, du fait de contradictions antérieurement accumulées, le taux de profit chute pour se restaurer ensuite. Lors de ces périodes, il semblerait que le système vienne buter sur des contradictions qui ne peuvent pas être résolues par les seuls ajustements du marché : ce qui est alors en jeu c'est la constitution — au travers d'un processus principalement politique — de nouvelles formes sociales permettant de garantir la permanence de l'exploitation et de la régularité de l'accumulation. Par opposition aux crises cycliques, on peut qualifier de *grandes crises* de tels épisodes. On retrouve alors le sens étymologique du mot crise : la sortie de la dépression ne résulte pas de phénomènes déterministes, mais est la conséquence d'un processus ouvert dans lequel l'orientation des luttes des travailleurs d'une part, les stratégies des diverses fractions du capital et le type de contradictions apparues au niveau mondial d'autre part jouent un rôle essentiel. C'est sur la base des transformations économiques et sociales qui interviennent alors que se forment de nouveaux mécanismes de régulation... source possible d'un changement dans les fluctuations cycliques de l'accumulation.

De cette constatation résulte la possibilité d'une *caractérisation des grandes crises* à partir de trois indices distincts :

a) En premier lieu, la constatation que la prolongation de la régulation antérieure *ne permet pas* une reconstitution, en quelque sorte automatique, des profits, et donc *une reprise endogène de l'accumulation* livre l'indice le plus apparent du caractère exceptionnel, en quelque sorte non récurrent, d'une telle crise. C'est à partir d'un tel critère que la plupart des économistes non marxistes caractérisent la grande crise de 1930 ; dans certains cas même, on se contente de constater que la chute de la production, de l'emploi et des profits est plus ample et durable qu'il est habituel (par exemple J. HEFFER, 1976). Mais ce critère ne suffit pas à fonder la caractérisation suffisante, et de ce fait il doit être confronté à deux autres indices.

b) En second lieu, en effet, une grande crise peut se caractériser par le fait que l'évolution spontanée impulsée par la régulation économique vient remettre en cause l'organisation de la production, le type de rapport salarial ou encore l'organisation financière sur la base desquels opère la régulation considérée. Telle est précisément la définition d'une *grande crise* que l'on retiendra à titre principal dans la suite de ce travail. On désignera ainsi *tout épisode au cours duquel la dynamique économique entre en contradiction avec les bases sociales qui lui servent de support*. Certes, tel est *a priori* le cas lors de toute crise, cyclique ou structurelle, puisque, on le sait, toutes deux dérivent des contradictions qui sont à la base même du mode de production capitaliste. Cependant, lors des grandes crises (ou crises structurelles), le rétablissement de l'unité contradictoire des processus, ayant conduit au blocage de l'accumulation et à la chute du profit, suppose *une altération de la forme précise* qu'avaient prise antérieurement les diverses formes institutionnelles. A l'opposé, lors de crises mineures, la phase de dépression constitue l'expression normale de la régulation et de ce fait contribue à préserver pour l'essentiel les formes institutionnelles correspondantes. A cet égard, la crise de 1929 présente bien les caractéristiques d'une grande crise, puisque l'exacerbation de la contrainte de valorisation a alors pour effet non de consolider les germes monopolistes antérieurement apparus, mais au contraire de les disloquer : dans le cas de la France, l'écroulement rapide des ententes malgré les tentatives d'intervention publique, le dépérissement des procédures collectives de détermina-

tion des salaires, le retour à une stricte gestion du crédit, impliqué par l'adoption de l'étalon-or désignent autant de remises en cause de l'évolution intervenue pendant puis immédiatement après la Première Guerre mondiale. Bien que différente dans ses manifestations, une configuration analogue s'observerait depuis les cinq dernières années dans la mesure où l'entrée dans la crise a suscité diverses tentatives politiques en vue de restaurer un caractère « plus concurrentiel » aux économies capitalistes ; même si ce mouvement est complexe à analyser (car il est à la fois le signe d'une réorientation politique et un moyen d'action idéologique), il est clair que se trouvent ainsi visées les formes sociales qui avaient précisément permis l'instauration d'une régulation de type monopoliste. Mais aucun déterminisme ne garantit que chaque formation sociale s'oriente vers une sortie de la crise de même nature ; il suffit par exemple d'observer que les États-Unis avec le New Deal ou l'Allemagne avec l'hitlérisme ont exploré deux « solutions » différentes de sortie de la crise de 1930. Nul principe téléologique ne s'impose donc lors de ces épisodes cruciaux.

Cela conduit à proposer un troisième indice du caractère structurel de certaines crises.

c) Lors de telles périodes, une caractéristique essentielle tient à l'intensité et la fréquence des luttes dont l'enjeu implicite ou explicite n'est autre que l'instauration de formes sociales supposées garantir une reprise de l'accumulation. Le caractère contradictoire de la reproduction des économies capitalistes apparaît alors de façon beaucoup plus aiguë que lors des crises cycliques : il donne lieu à des luttes ouvertes dont la principale bien sûr concerne le rapport entre les travailleurs et les détenteurs de moyens de production, mais qui font aussi intervenir de façon cruciale les divergences partielles d'intérêts entre fractions du capital d'une part, les stratégies des diverses classes liées aux formations sociales dominées d'autre part. En ce sens, toute crise organique offre à la fois la possibilité de l'abolition des rapports capitalistes... et la possibilité de leur simple transformation⁵ : dans ce dernier cas, seules les formes précises du rapport salarial, de la concurrence

5. Ce qui ne signifie pas que cette possibilité révolutionnaire ne soit ouverte qu'en période de crise.

ou de l'articulation au marché mondial sont affectées pour que précisément soit assurée la permanence du mode de production capitaliste. L'intensité et l'ampleur des luttes politiques globales constituent donc le troisième indice recherché.

Certes, ces propositions demeurent fort générales ; elles ne sauraient donc prétendre traiter complètement du problème des crises. Pourtant, on se propose de montrer qu'elles permettent une interprétation éclairante quant à l'originalité et l'enjeu de la crise actuelle. Une fois ces précisions méthodologiques apportées, une première étape va consister d'une part à montrer l'originalité du régime d'accumulation institué après 1945, d'autre part à proposer une certaine correspondance entre les divers régimes qui se sont succédé avec la forme des crises.

II. Caractérisation du régime d'accumulation et nature des crises : une périodisation

Conformément à l'orientation de travaux récents, on caractérisera la période ouverte en 1945 dans ce qu'elle a de plus fondamental, c'est-à-dire dans le mode de valorisation du capital. En l'occurrence, on se propose de prendre comme base le caractère contradictoire du M. P. C. et d'examiner comment cette contradiction fondamentale se traduit dans la dynamique et les transformations respectives du procès de travail d'une part, de facteurs concourant à la reproduction de la force de travail d'autre part. En quelque sorte, l'interaction entre normes de production et normes de consommation ne ferait que traduire l'unité contradictoire du procès de valorisation et celui de circulation, base d'une analyse des crises.

Les études historiques antérieurement menées⁶ permettent alors de proposer une périodisation générale au sein de laquelle la période 1945-1978 occupe une place

6. Cf. *Changements structurels du capitalisme français, formes de la régulation et nature de l'inflation*, t. III du rapport C. O. R. D. E. S.-C. E. P. R. E. M. A. P., 1977, déjà cité.

tout à fait particulière. En un sens, qu'il serait trop long de préciser ici⁷, les hypothèses proposées rejoignent, à certains égards, les diverses périodisations déjà élaborées par des auteurs tels que S. AMIN (1975), W. ANDREFF (1976), B. BILLAUDOT (1975 et 1977), DE BERNIS (1977), DE GAUDEMARD (1978), P. DOCKES et B. ROSIER (1978), C. PALLOIX (1978). A grands traits apparaissent quatre grandes périodes.

1. Première moitié du XIX^e siècle jusqu'en 1848 : régime d'accumulation à dominante extensive et disparition des crises à l'ancienne

Au cours de cette période, le capitalisme s'introduit dans l'industrie et exproprie les producteurs indépendants qu'étaient les artisans, grâce à l'introduction d'un nouveau mode d'organisation sociale et technique de la production. Cependant, comme le montre Marx lui-même, au cours de cette première période le capitalisme ne bouleverse ni fondamentalement *ni en permanence* l'ancien procès de travail qu'il se borne à réorganiser. C'est en ce sens que l'on peut parler d'une *accumulation à dominante extensive*, dans la mesure où, une fois constituées, les nouvelles techniques de production se diffusent progressivement à l'ensemble de l'industrie. Par ailleurs, la paupérisation des producteurs indépendants renforce la concurrence dont bénéficient les capitalistes dans l'achat de la force de travail. En conséquence, on observe dans cette première phase que les salaires chutent surtout dans les secteurs que le capitalisme pénètre massivement, tel le textile (cf. J. KUCZYNSKI, 1946). Phénomène plus fondamental encore, c'est le mécanisme de la plus-value absolue qui constitue le moteur de l'augmentation des profits, que ce soit à travers l'allongement de la durée du travail, la mise au travail des femmes et des enfants, la réduction des « pores » de la journée de travail. Enfin, dernière

caractéristique, seule une fraction infime des dépenses ouvrières est satisfaite par la production capitaliste elle-même ; de ce fait se trouve bloquée toute tentative d'utiliser le mécanisme de la plus-value relative, puisque les conditions de reproduction de la force de travail dépendent pour l'essentiel des conditions de production de secteurs tels l'agriculture, où le capitalisme n'est pas encore dominant.

De cette caractérisation du régime d'accumulation on peut tirer trois conséquences quant à la forme des crises cycliques et du type de grande crise propre à ce stade.

En premier lieu, c'est au cours de la première moitié du XIX^e siècle que le capitalisme commence à imposer à l'ensemble de la société sa logique, ses contradictions et, partant, une forme originale de crise. Alors qu'antérieurement elles prenaient l'apparence de *crises de sous-production*, elles apparaissent alors sous la forme de *crises de surproduction*. En effet, dans la régulation à l'ancienne qui caractérisait le XVIII^e siècle, les crises trouvaient leur origine dans l'insuffisance des récoltes, déclenchant une flambée des prix, puis se transmettant au monde industriel et urbain. Le capitalisme introduit donc un caractère nouveau, puisqu'il fait apparaître *les premières crises de surproduction*, liées au fait que l'initiative des capitalistes individuels conduit à développer les capacités de production au-delà de la demande sociale, alors que les rapports sociaux largement précapitalistes qui prévalaient au sein de l'agriculture induisaient antérieurement des pénuries chroniques de denrées agricoles. Cependant, jusqu'au milieu du XIX^e siècle les salariés de l'industrie subissent de plein fouet les deux types de crises : alors que la pénétration du capitalisme tend à réduire le salaire nominal et à rendre incertain l'emploi des travailleurs, la persistance des crises agricoles vient pour sa part limiter la progression du salaire réel. Il est fondamental de noter pour la suite de l'article que ces deux logiques se superposent pendant près d'un demi-siècle, ce qui donne une évaluation de la base de temps qui permet le passage d'une régulation à une autre⁸.

En second lieu, le capitalisme impose aussi une périodicité propre, liée à la rotation du capital circulant

7. Bien qu'il soit sans nul doute fondamental de rechercher un principe général de cohérence permettant d'articuler les diverses périodisations disponibles concernant l'impérialisme, le régime d'accumulation, le type de régulation globale, la forme de discipline du travail ou encore l'organisation du procès de travail.

8. Comme on le verra, c'est semble-t-il un délai semblable qui sépare la naissance de structures monopolistes de l'apparition de crises proprement monopolistes.

et fixe. Pour simplifier grossièrement, on pourrait rattacher le traditionnel « cycle des affaires » aux pulsations liées à l'engagement et au déengagement du capital principalement circulant : au début du boom, l'engagement de capital se trouve validé par la croissance des débouchés ; cela est à l'origine de perspectives favorables à la poursuite du mouvement, ce qui alimente une extension du crédit et suscite diverses spéculations fondées sur la poursuite du boom. Or la croissance des débouchés obéit à une logique qui pour l'essentiel, du moins à cette époque, n'est pas celle du capitalisme (ventes à la petite-bourgeoisie urbaine, à la paysannerie ou encore à l'étranger). Aussi la valorisation du capital bute-t-elle bientôt sur les difficultés de vente aux conditions favorables antérieures des marchandises ainsi lancées sur le marché. En conséquence, l'éclatement de la crise implique une baisse des prix, l'éclatement de faillites, et donc la réduction du volume de l'engagement de capital et sa dévalorisation. Ainsi se trouve rétablie une certaine correspondance entre la production et la demande sociale, alors que le déroulement de la crise a partiellement restauré les conditions de valorisation des capitaux restants, si bien qu'en général dans la crise s'opère une intense concentration industrielle et financière. En outre, et ce facteur est fondamental, le gonflement de l'armée de réserve industrielle favorise un relèvement du taux d'exploitation⁹. En conséquence est rendue possible une reprise de l'élargissement de la production, en général favorisée par la conquête de nouveaux marchés. Tels sont les principaux facteurs qui expliquent l'alternance de périodes de boom et de montée des prix, puis de dépression et de baisse des prix¹⁰, et définissent ce qu'on est convenu de dénommer *une régulation concurrentielle* : la récurrence de crises cycliques correspondantes constitue une caractéristique de cette dernière.

Mais on dispose d'une seconde source de fluctua-

tions cycliques si l'on se réfère aux conséquences qu'exerce la divergence transitoire entre la dynamique de l'accumulation du capital et celle du volume de la force de travail disponible. « La loi générale de l'accumulation » exposée par Marx dans *Le Capital*¹¹, correspond précisément à la résolution dynamique des contradictions qui caractérisent un régime d'accumulation à dominante extensive : du fait de la quasi-stabilité des normes de production et d'échanges, chaque boom de l'accumulation se heurte à terme au manque de main-d'œuvre salariée¹², ce qui tend à faire monter les salaires, réduisant d'autant les profits ; l'accumulation se ralentit alors, ce qui déclenche une dépression dans l'industrie, entraînant des licenciements et donc une chute des salaires nominaux, si l'on admet que prévaut une régulation concurrentielle de ces derniers ; le rétablissement des profits permet alors une reprise de l'accumulation... si bien que s'amorce un nouveau cycle de la production de l'emploi, etc.

D'un point de vue théorique, cette seconde analyse se distingue de la première en ce qu'elle suppose en permanence la pleine réalisation... et qu'en ce sens elle ne prend pas en compte la totalité des caractérisations que donne Marx des économies marchandes et capitalistes : les crises résultent directement de la contradiction entre capital et travail, sans que la médiation du marché (lieu de la concurrence entre capitaux et travailleurs) exerce d'influence majeure. Or, dans l'analyse de la loi générale de l'accumulation, Marx fait explicitement intervenir les problèmes de réalisation dans l'explication de l'arrêt puis du retournement de l'accumulation : « Mais, en même temps que le nombre des ouvriers attirés par le capital atteint son maximum, les produits deviennent si surabondants qu'au moindre obstacle dans leur écoulement le mécanisme social semble s'arrêter¹³. » Il semblerait de plus que la périodicité de ces deux types de cycle soit *a priori* différente : cycle des affaires de cinq à sept ans dans un cas, cycle long de l'accumulation

9. Mais ne permet pas toujours un tel relèvement, dans la mesure où, en accumulation à dominante extensive, l'allongement et l'intensification de la journée de travail, la réduction du salaire ouvrier peuvent se heurter aux limites qu'impose la reproduction de la force de travail (voir, *infra*, l'analyse du type de grande crise associé à ce régime d'accumulation).

10. Voir par exemple les statistiques rassemblées par M. LÉVY-LEBOYER dans le troisième tome, second volume, de *l'Histoire économique et sociale de la France*, E. LABROUSSE éditeur, 1976, p. 966-967, 976-977, 1008-1009, 1016.

11. Livre I, chap. XXV, p. 54-61.

12. Une telle évolution n'est pas contradictoire avec l'hypothèse de K. Marx selon laquelle le capitalisme, comme tout mode de production, tend à imposer une forme particulière aux phénomènes démographiques (les lois de population). En effet, la durée des enchaînements économiques décrits est notablement plus courte que celle du renouvellement démographique.

13. *Le Capital*, livre I, t. III, p. 73.

dans le second cas. Enfin, compte tenu de ce qu'observent les historiens des crises (par exemple M. FLAMANT, J. SINGER, 1968), c'est vraisemblablement le premier type d'explication qui rend le mieux compte de la succession des crises qui marquent la première moitié du XIX^e siècle. Par contre, c'est le prolongement du premier type d'explication qui permet d'explicitier quelle est l'origine des blocages structurels de l'accumulation.

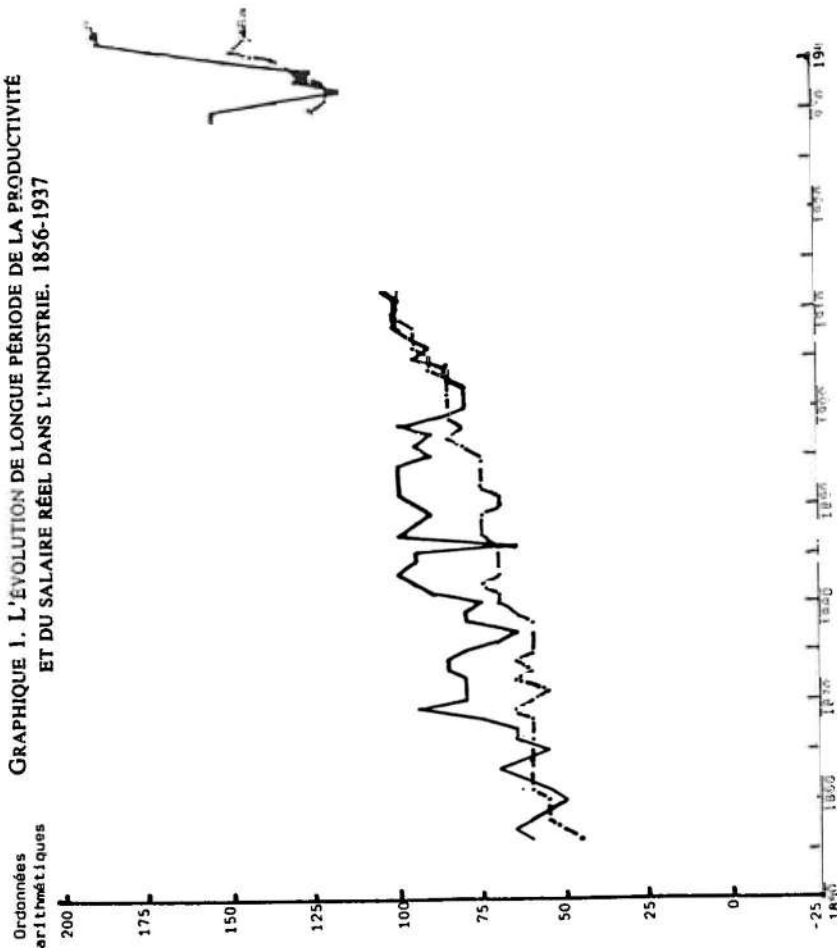
En effet, un régime d'accumulation extensive implique aussi une forme bien particulière quant à sa (ou ses) *grande(s) crise(s)*¹⁴. Si l'on en croit Kuczynski (déjà cité) : « 1848 serait la première crise fondamentale du capitalisme industriel, survenue parce que la classe dominante ne pouvait plus utiliser les méthodes d'exploitation qu'elle avait employées au cours du demi-siècle précédent et parce que les travailleurs ne voulaient plus endurer un système dont ils avaient tellement souffert. » En effet, la crise de 1848 peut s'interpréter comme celle d'un *blocage de l'extraction de la plus-value absolue*, car elle survient après qu'eurent été épuisées toutes les sources de la croissance antérieure : réduction permanente du salaire réel, allongement de la durée du travail, mise au travail massive des femmes et des enfants... si bien que cette crise est une crise de la « technique d'exploitation » utilisée par le capitalisme naissant¹⁵. En quelque sorte, au niveau le plus théorique, cet épisode serait un exemple marquant de *suraccumulation absolue*, au sens précis où le définit K. Marx : le capital serait dans l'impossibilité d'accroître la masse de plus-value du fait de la limitation du nombre de travailleurs « enrôlables » et de l'impossibilité d'augmenter l'exploitation des travailleurs disponibles.

La seconde moitié du XIX^e siècle est alors caractérisée par les tentatives de dépassement de ces limites sous le double aiguillon de la recherche par les capitalistes de nouvelles conditions d'exploitation de force de travail et du type de luttes que développent les travailleurs en vue de limiter l'emploi des femmes et des enfants,

14. L'application stricte de la définition donnée d'une Grande Crise (cf. 1.5) conduirait à considérer qu'il ne peut y avoir qu'une seule crise de ce type par régime d'accumulation.

15. Ainsi J. KUCZYNSKI fait-il remarquer qu'à la veille de la crise de 1845 50 % des enfants des travailleurs de la métallurgie ou des tisserands ne dépassaient pas l'âge de trois ans.

GRAPHIQUE 1. L'ÉVOLUTION DE LONGUE PÉRIODE DE LA PRODUCTIVITÉ ET DU SALAIRE RÉEL DANS L'INDUSTRIE. 1856-1937



SOURCE. L'indice de productivité est élaboré à partir de l'indice de production industrielle de T. J. MARKOVITCH, *op. cit.*. L'indice de salaire réel est celui qui résulte des travaux de J. L.

de réduire la durée maximale de la journée de travail ou d'obtenir des augmentations de salaire. Tels sont les facteurs qui contribuent à l'apparition d'un nouveau régime d'accumulation.

Les périodes d'accumulation à dominante intensive puis extensive et domination des crises capitaliste

certaines restrictions
rendent

régime

—salaire nom...

(graphiq
dépenses
taire

limen-

industrielle (taux de rendement) recours aux femmes et aux enfants persiste, cela ne constitue plus la seule source d'augmentation des profits. Ces deux derniers facteurs donnent une idée de l'importance des formes du pouvoir politique quant aux possibilités de changement d'un régime d'accumulation (passage d'une dominante extensive à une dominante intensive) et plus généralement quant aux conditions de sortie des grandes crises.

Au cours de cette période, deux séries de facteurs rendent possible un changement dans la forme exacte des crises. Du fait de son essor, le capitalisme impose encore plus complètement qu'auparavant sa logique, si bien que les crises agricoles « à l'ancienne¹⁶ » disparaissent.

16. Ce qui ne veut pas dire que les crises agricoles ne joueront pas un certain rôle au XIX^e siècle ou de l'entre-deux-guerres. Une forme nouvelle, la crise étant due à une chute des prix et non plus à

la suite des crises agricoles, les dépressions de la fin du XIX^e siècle prendront alors une forme nouvelle, la crise étant due à une surabondance impliquant paravant à la pénurie asso-

TABLEAU 1. QUELQUES INDICATEURS DU CARACTÈRE À DOMINANTE EXTENSIVE/INTENSIVE DE L'ACCUMULATION (Taux annuels moyens sur la période considérée, en pourcentage)

INDICATEURS PÉRIODES	EMPLOI INDUSTRIEL	DURÉE DU TRAVAIL	ACTIVITÉ INDUS- TRIELLE	PRODUCTIVITÉ PAR TÊTE	SALAIRE RÉEL HEBDOMADAIRE	DOMINANTE DU RÉGIME D'ACCUMULATION	
						INTENSIVE INTENSIVE ET SON BLOCAGE EXTENSIVE	EXTENSIVE EXTENSIVE INTENSIVE SANS BOULEVERSEMENT DE LA NORME DE CONSOMMATION
1856-1870	— 1,0 %	— 0,8 %	— 1,8 %	2,4 %	1,4 %	INTENSIVE	
1870-1895	0,8 %	— 1,0 %	— 0,2 %	2,3 %	2,0 %	INTENSIVE ET SON BLOCAGE	
1895-1913	0,8 %	— 0,3 %	0,5 %	0,3 %	+ ε	EXTENSIVE	
	0,3 %	1,2 %	1,5 %	— 1,8 %	— 3,0 %	EXTENSIVE	
	1,2 %	— 2,8 %	— 1,6 %	+ 5,8 %	2,2 %	INTENSIVE	
	— 3,1 %	— 2,8 %	— 6,0 %	+ 2,8 %	1,5 %	INTENSIVE SANS BOULEVERSEMENT DE LA NORME DE CONSOMMATION	
1937-1949	1,0 %		1,9 %	%	— 0,5 %	EXTENSIVE	
1949-1959	1,1 %		1,3 %	%	3,9 %	INTENSIVE	
1959-1973	0,8 %		0,4 %	%	4,1 %	... CENTRÉE SUR LA CONSOMMATION DE MASSE	

sent en tant que source majeure de la dynamique économique. Mais le facteur essentiel tient à l'apparition de *vagues d'accumulation intensive* qui ont pour effet de donner une configuration plus ou moins nouvelle aux contradictions propres du M. P. C.

Fondamentalement, les tentatives d'élimination de la barrière que constitue le volume de la force de travail exploitable visent à créer une surpopulation relative à travers l'orientation de l'accumulation, la partie du capital variable se réduisant au profit du capital constant. Telle est la base d'une altération permanente des procès de travail conduisant à un mouvement ininterrompu des normes de production et d'échange. Dès lors, l'expansion du capital n'est plus limitée de façon externe (cas de suraccumulation absolue), mais de façon purement endogène, du fait du développement des contradictions internes au régime d'accumulation intensive (cas de suraccumulation relative). C'est alors l'extension du capital qui crée ses propres barrières à la poursuite de son développement. Traditionnellement, c'est la loi tendancielle de la chute du taux de profit qui exprime de façon synthétique la contradiction fondamentale de ce mode d'accumulation : contrairement aux analyses de Ricardo, cette chute dérive non de l'insuffisance des gains de productivité mais au contraire de l'ampleur sans précédent qu'ils prennent avec le développement de la grande industrie capitaliste.

A priori, ces tendances pourraient constituer l'origine directe des crises. En fait, un ensemble de raisons théoriques et historiques conduisent à penser que ce n'est pas là l'origine indirecte des crises cycliques et des grandes crises.

— En premier lieu, le fait incontestable qu'un même nombre de travailleurs mettent en œuvre un volume croissant de capital constant n'implique pas nécessairement que la composition organique exprimée en valeur soit elle-même croissante : du fait de la révolutionnarisation des normes de production, la valeur des marchandises entrant dans la reproduction du capital constant est décroissante, si bien que la composition valeur

peut demeurer stable même si la composition technique ne cesse de croître¹⁷. En conséquence, l'alourdissement du capital n'induit pas automatiquement une chute effective du taux de profit. De la même façon, on pourrait invoquer les multiples contre-tendances qui sont susceptibles de garantir une stabilisation, voire une croissance du taux de profit, dont l'évolution serait non pas prédéterminée, mais strictement dépendante des conditions historiques qui président à l'évolution du rapport salarial, aux formes de la concurrence ou encore au mode d'articulation avec l'économie mondiale.

— Mais on peut aller au-delà de cette indétermination, et montrer que, sous certaines conditions (correspondant sensiblement à celles du capitalisme de la fin du XIX^e siècle), il est exclu que les différents capitalistes introduisent de nouvelles méthodes de production conduisant à une chute du taux de profit. Les travaux de N. OKISHIO (1961), J. VEGARA-CARRIO (1974) et de J. ROEMER (1977), même s'ils ne donnent qu'une formalisation incomplète des intuitions de K. Marx, suggèrent que la concurrence entre capitalistes ne conduit pas nécessairement à une chute du taux de profit : si l'on tient compte du fait que chacun des capitalistes n'adopte de nouvelles conditions de production que si elles garantissent, dans le système de prix courants, un taux de profit supérieur, exposé, le nouveau système de prix, qui se dégage après généralisation de ces processus de production, garantit un taux de profit supérieur à celui qui prévalait antérieurement. Mais un tel résultat ne contredit qu'apparemment la loi tendancielle à la chute du taux de profit, puisqu'il repose sur un ensemble d'hypothèses restrictives dont la levée permet précisément d'explicitement sur quel type de contradictions viennent buter les tentatives pour s'affranchir de cette loi. Ce résultat peut d'abord être remis en cause si ce sont de nouvelles marchandises (et non de nouvelles façons de produire des marchandises déjà existantes) qui sont introduites ; dans la situation qui prévaut à la fin du XIX^e siècle, cette forme de concurrence est loin d'avoir

17. Ce facteur est signalé par K. Marx lui-même parmi les contre-tendances de la loi. On peut d'ailleurs donner une démonstration rigoureuse de la possibilité d'un schéma d'accumulation combinant une composition technique tendant vers l'infini et une composition en valeur stationnaire (voir, par exemple, R. BOYER, 1975).

cée à une flambée des prix. Ce changement tient à une articulation de plus en plus complète de l'agriculture à la logique du capitalisme, même si les rapports capitalistes ne « conquièrent » pas totalement la production agricole.

l'importance qu'elle revêt de nos jours. Ensuite, il suppose une constance de la norme de consommation ouvrière ou plus exactement une indépendance de cette dernière vis-à-vis de l'évolution des forces productives, hypothèse qui est sensiblement vérifiée au cours de la période considérée. A contrario, si les normes de production et les normes de consommation évoluent simultanément (ce qui est le cas en accumulation intensive, centrée sur la consommation de masse), la réalisation de gains de productivité n'implique plus nécessairement une croissance du taux d'exploitation, mais sensiblement sa constance. Alors se trouve bloquée l'une des possibilités de restauration du taux de profit, lorsque s'alourdit la composition organique. Tel n'est bien sûr pas le cas à la veille de la Première Guerre mondiale, puisque les travailleurs ne sont que faiblement intégrés au circuit de la production capitaliste¹⁸. Cette dernière remarque conduit à s'interroger sur l'hypothèse de pleine réalisation qui est à la base des analyses de N. Okishio et ses successeurs. En effet, l'absence de chute du taux de profit suppose que le capitalisme trouve ailleurs des débouchés suffisants pour absorber une production croissante : telle est en définitive la contradiction essentielle sur laquelle vient périodiquement buter toute vague d'accumulation intensive. Pour reprendre les termes mêmes de K. Marx, « les conditions de l'exploitation immédiate et celles de la réalisation ne sont pas identiques. Elles ne diffèrent pas seulement par le temps et le lieu, théoriquement non plus elles ne sont pas liées. Les unes n'ont pour limites que la force productive de la société, les autres les proportions respectives des diverses branches de production et la capacité de consommation de la société¹⁹ ». En quelque sorte, les efforts des capitalistes en vue de lutter contre la suraccumulation relative débouchent sur la surproduction²⁰. En effet, toutes les tentatives pour accroître le taux de profit grâce à l'accumulation intensive tendent à contracter les possibilités de réalisation : l'économie de tra-

vail vivant réduit la consommation des travailleurs et partant les débouchés de la section II ; face à la concurrence, les capitalistes sont contraints d'accumuler une fraction accrue de la plus-value, ce qui réduit les possibilités d'écoulement des biens de consommation ; la dévalorisation du capital constant implique une dépréciation du capital accumulé, limitant ainsi les débouchés de la section I. En conséquence, les conditions de valorisation du capital entrent en contradiction avec les possibilités de réalisation ; ainsi s'explique qu'en accumulation intensive les crises périodiques prennent la forme de crise de surproduction. L'extension de la sphère soumise aux rapports capitalistes et le passage à l'accumulation intensive renforcent donc les caractéristiques des crises cycliques qui étaient déjà en germe dans la première moitié du XIX^e siècle.

Ces mêmes transformations impliquent certains changements quant à la nature de la *grande crise* de ce régime. Sont *a priori* éliminées les crises de suraccumulation absolue, sans que pour autant l'expansion rencontre les obstacles d'une suraccumulation relative. En effet, sur l'ensemble de la période qui va de 1865 à 1885, les gains de productivité dans l'industrie tendent à croître plus vite que le salaire réel (graphique 1), sans que semble-t-il ces gains soient le résultat d'un alourdissement du capital. Ce serait plutôt le relatif tarissement de la croissance des débouchés intérieurs et extérieurs qui rendrait compte de la chute, puis de la stagnation, du taux de profit observée au cours du dernier tiers du XIX^e siècle.

En quelque sorte, la grande dépression qui s'étend de 1873 à 1895 *résulterait du divorce entre les nouvelles conditions d'exploitation de la force de travail* (liées à l'accumulation intensive) *et les facteurs économiques et sociaux déterminant la dynamique de la demande sociale*. On peut trouver divers indices en faveur de cette explication générale.

Face à la rigidité considérable dont font preuve les dépenses ouvrières (puisque seule une fraction réduite de ces dépenses se trouve soumise à la logique de la production capitaliste et donc susceptible « de la révolution de la plus-value relative »), toute vague d'accumulation intensive trouve à terme ses propres limites dans l'étroitesse du marché. Ainsi pourrait s'expliquer qu'à la période du Second Empire, marquée par une relative

18. On peut trouver un indice en faveur de cette affirmation dans le fait qu'en 1905 les dépenses alimentaires représentent 64 % des dépenses ouvrières, alors que ces dernières représentaient 71 % en 1856 et en représenteront 40 % seulement en 1969.

19. *Le Capital*, t. VI, p. 257.

20. Et, vice versa, les efforts pour lutter contre la surproduction butent sur une situation de suraccumulation (voir section II. 4).

révolutionnarisation des conditions de production et l'extension de la section des moyens de production, succède une longue phase qualifiée de grande dépression par les contemporains. Tout se passe comme si la tendance longue à la déflation observée de 1873 à 1895 induisait, à travers une accélération de la croissance du salaire réel et un ralentissement des gains de productivité, le retour à une correspondance entre les capacités de production et la demande sociale.

Il est alors possible de parler de grande crise dans la mesure où la sortie de la dépression des années 1873 à 1895 ne s'opère pas de façon purement endogène, mais suppose d'une part la constitution de nouvelles formes structurelles, d'autre part la rupture du régime d'accumulation antérieur.

Au-delà des incertitudes statistiques, il est fort probable que les années 1896-1913 marquent le retour à une accumulation à dominante extensive, ce dont témoignent la quasi-annulation des gains de productivité, de moindres réductions de la durée du travail (tableau 1), tout comme les diverses études monographiques sur les mines et la sidérurgie²¹. En quelque sorte, le divorce structurel apparu entre conditions d'exploitation et conditions de réalisation se résoudrait par une « mise en veilleuse » des virtualités de l'accumulation intensive, expérimentée au cours de la période antérieure.

En outre, le déroulement de la crise déclenche ou suscite un certain nombre d'évolutions économiques, sociales et politiques, qui toutes vont dans le sens d'une nouvelle articulation entre les problèmes de valorisation et ceux de réalisation. Ainsi à travers un processus long et contradictoire enregistre-t-on une montée du capital financier, une exportation massive de capitaux et de travailleurs²² hors des métropoles capitalistes à destination de « zones nouvelles » : la montée de l'impérialisme que l'on observe dans le dernier tiers du XIX^e siècle.

²¹. Se reporter aux travaux de J. BOUVIER, F. FURET, M. GILLET (1965).

²². Si l'exportation de capitaux est commune à l'ensemble des pays européens, l'émigration est surtout le fait de la Grande-Bretagne et peu (ou pas du tout) le cas en France, l'origine de ces différences tenant probablement à des alliances de classe différentes dans ces deux pays. Pour une analyse de l'ampleur de ces mouvements et de leur rôle dans la régulation des métropoles impérialistes, on pourra se reporter respectivement à A. W. LEWIS (1978) et A. CAPIAN (1973).

cle peut légitimement s'interpréter comme une tentative de dépassement des obstacles et déséquilibres liés au schéma d'accumulation antérieur, grâce à un redécoupage de l'espace mondial. A cette même époque, le groupement des travailleurs dans des organes collectifs de défense de leurs intérêts économiques et politiques a pour conséquence d'atténuer les contradictions liées à la non-réalisation et de ce fait d'aller dans le sens de moindres distorsions entre la dynamique des normes de production et celle des normes de consommation. C'est sur la base de ces formes structurelles que s'amorce à partir de 1896 une nouvelle vague d'accumulation à dominante extensive et non plus intensive.

Mais les bouleversements consécutifs à la Première Guerre mondiale vont fournir l'occasion d'une reprise d'une accumulation de type intensif et d'un approfondissement des contradictions déjà apparues à la fin du XIX^e siècle.

3. L'entre-deux-guerres un boom sans précédent de l'accumulation intensive... et sa crise en 1929-1930

La Première Guerre mondiale introduit de très nombreux bouleversements dans l'ensemble de la formation sociale française, qu'il s'agisse de l'intervention de l'État dans le rapport salarial, dans l'organisation de la production ou encore dans le domaine de la création monétaire. En ce qui concerne la dynamique comparée des normes de production et des normes de consommation, l'entrée en guerre a pour conséquence d'accélérer les tentatives de bouleversement du procès de travail qui n'avaient pas pleinement abouti au cours de la phase 1895-1913. A grands traits, le départ au front d'un grand nombre de travailleurs permet à la fois un appel massif au travail féminin et une extension considérable du taylorisme, tout spécialement dans les industries de guerre. De plus, à travers les commandes militaires l'État réalise pour la première fois une coordination poussée entre ses propres décisions et celles des grandes entreprises capitalistes. Les monographies disponibles²³ ne laissent aucun doute sur l'ampleur des changements

²³. Voir par exemple l'ouvrage collectif édité par P. FRIDENSON, 1914-1918 : l'autre front, 1977.

intervenues, bien qu'on ne dispose d'aucun indicateur synthétique permettant d'apprécier les conséquences globales de ces transformations. Il n'est pas interdit de penser cependant que telle est l'origine de l'essor sans précédent que connaîtra l'accumulation intensive une fois la paix revenue.

a) *Transformations sociales issues de la guerre et montée de l'accumulation intensive : une dynamique contradictoire*

Si le passage à l'économie de guerre ne permet pas de réaliser toutes les potentialités liées à l'extension du taylorisme (ce dont témoigne semble-t-il le fait que la productivité par tête dans l'industrie décroît de 1913 à 1920), ce mouvement prend toute son ampleur à l'occasion de la reconversion qui s'opère dans les années vingt. En effet, on observe plus qu'un simple rattrapage, traditionnel à l'occasion de périodes de construction, puisque pour la première fois au cours de la décennie 1920-1930 la productivité croît au rythme annuel moyen d'environ 6 %, alors que sur longue période la productivité dans l'industrie ne croissait que d'environ 2 % par an (tableau 1). Or parallèlement la sortie de la guerre se traduit pour les travailleurs par une transformation dans l'organisation du rapport salarial : pour l'essentiel, la législation reconnaît peu à peu l'existence d'un salaire minimum dérivant de l'application du système de prix à une norme de consommation considérée comme incompressible ; ainsi s'explique la forte corrélation positive qui apparaît après 1919 entre salaires et prix à la consommation. Pourtant, aucune clause ne vient garantir une croissance de ce salaire minimum au prorata des progrès de productivité ; bien au contraire, le système Bedaux cherche, à travers une cotation par point, à obtenir un résultat inverse, à savoir assurer la progression la plus forte possible de la productivité de période en période grâce à un système de primes... elles-mêmes révisables en baisse au gré des gains de productivité réalisés. Si l'on en croît les études monographiques disponibles telles O. HARDY-HEMERY (1970) et FRIDENSON (1972) s'introduirait ainsi un décalage sans précédent entre les tendances de la productivité et celles des salaires. C'est semble-t-il aussi ce que l'on observe au niveau de l'industrie tout entière (graphique 1) : alors que la productivité croît d'environ 6 %, le salaire réel

pour sa part ne croît que de 2 % selon les tendances qui distinguent peu la période 1920-1930 des mouvements longs du XIX^e siècle. *A priori* ce mouvement peut se trouver bloqué du fait des luttes des travailleurs contre la réorganisation du procès du travail : de tels épisodes semblent par exemple intervenir dans les mines et remettre en cause une partie, voire la totalité, des gains de productivité antérieurement réalisés²⁴. Pourtant, telle n'est pas semble-t-il l'origine de la grande crise de 1929-1930 aussi bien en France (C. O. R. D. E. S., 1977) qu'aux États-Unis (M. AGLIETTA, 1977). En fait, c'est le bouleversement des normes de production sans changement correspondant de la norme de consommation ouvrière qui viendrait rompre l'unité contradictoire des procès de production et de circulation. Le caractère marchand des économies capitalistes jouerait ainsi un rôle crucial dans la genèse de la crise. Pour que la démonstration soit acceptable et ne se réduise pas à l'assimilation abusive des débouchés au revenu salarial, encore faut-il montrer que sont épuisées les possibilités de croissance des ventes aux autres classes sociales. Or tel est bien le cas à la fin des années vingt : la détérioration du revenu des rentiers à la suite de l'inflation de l'après-guerre, l'ampleur des excédents agricoles et de la chute du revenu réel de la paysannerie en 1929, la réduction de l'excédent des échanges commerciaux liée à la résorption progressive de la sous-évaluation du franc et la volonté de maintenir un suréquilibre budgétaire introduisent autant de limites à la poursuite du boom de l'accumulation. Etant donné la complémentarité qui, tout au moins dans la courte période, lie les débouchés de la section I aux ventes de la section II, c'est l'inadéquation du développement des capacités de production vis-à-vis de la demande sociale qui est à l'origine directe de la crise²⁵.

On ne saurait en effet sans goût du paradoxe invoquer comme origine de la crise des difficultés rencontrées dans le procès de production. En effet, dès 1926 le taux de profit (entendu au sens large comme

24. Tel serait le facteur déterminant si l'on adoptait les analyses qui font de la lutte de classe dans la production le facteur essentiel (voire exclusif) de la dynamique et des contradictions du capitalisme (voir par exemple A. D. MAGALINE, *Lutte des classes et Dévalorisation du capital*, Maspero, 1975).

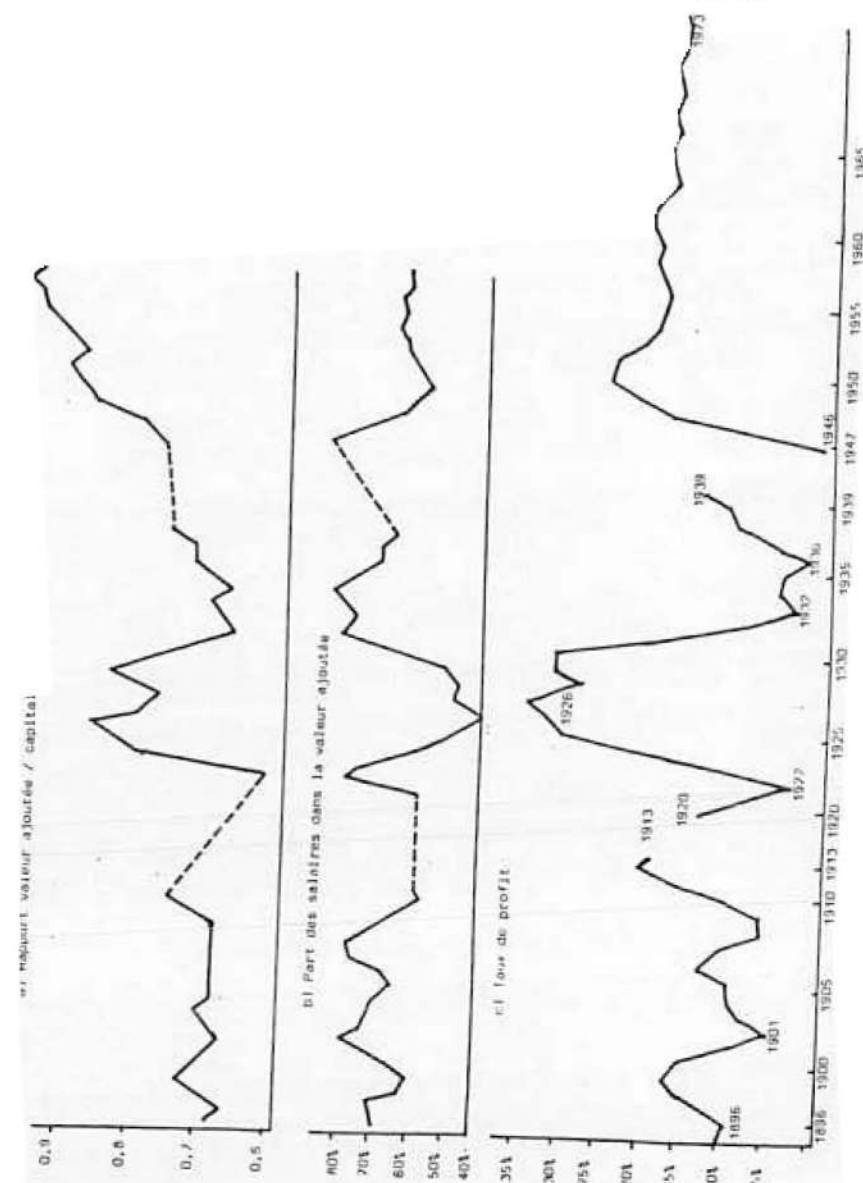
25. Cet enchaînement rejoint celui proposé par L. SARTRE (1937).

l'expression monétaire de la plus-value globale) atteint son plus haut niveau historique (graphique 2). Dès lors, il semblerait que l'arrêt du boom de l'accumulation ne tienne ni à la détérioration des conditions d'exploitation de la force de travail (puisque la part des salaires dans la valeur ajoutée chute massivement) ni à l'alourdissement du capital, car le rapport valeur ajoutée/capital brut croît très nettement de 1922 à 1926, puis se stabilise. Parmi les divers schémas explicatifs des crises, l'un d'entre eux est à même de rendre compte de l'origine de la dépression de 1929-1930 : compte tenu de la croissance limitée de la demande sociale qu'introduit le boom de l'accumulation intensive, le fort taux de profit qui a été atteint grâce aux bouleversements du procès de travail ne peut être maintenu. Dans ces conditions, la suraccumulation ne se traduit pas par l'apparition d'une lente chute du taux de profit, mais bien au contraire par sa hausse en quelque sorte disproportionnée par rapport à la dynamique de la demande sociale qui serait nécessaire à la poursuite de l'accumulation. En ce sens, et avec toutes les précautions qui s'imposent, il ne semble pas faux de caractériser la crise de 1929 comme un épisode critique au cours duquel le caractère contradictoire de la reproduction sociale prend l'apparence d'une surproduction massive : nombreux sont les auteurs tels P. M. SWEEZY (1940) ou E. VARGA (1935) qui ont mis l'accent sur la limitation de la consommation comme origine de la crise. Mais il importe de garder présent à l'esprit que ces tendances à la sous-consommation n'ont rien d'absolu mais dérivent directement des limites que rencontre le passage à une accumulation intensive.. dès lors que ne sont pas bouleversées les conditions d'existence des travailleurs²⁶.

Dans la mesure où l'ouverture de la crise marque le blocage de cette accumulation à dominante intensive, on enregistre de 1930 à 1937 un certain ralentissement des gains de productivité qui ne croissent alors plus qu'au

26. On reviendra ci-après (III.4) sur les conditions internationales, qui jouent un rôle capital dans l'extension et la généralisation de la crise au niveau mondial. On pourrait aussi invoquer, comme le suggère R. BORELLY dans son ouvrage *Les Disparités sectorielles de taux de profit* (Presses Universitaires de Grenoble, 1976), le rôle des distorsions entre branches. Il ne semble pas cependant que ce facteur puisse à lui seul expliquer une dépression de l'ampleur de celle observée en 1929-1930.

GRAPHIQUE 2. L'ÉVOLUTION DU PROFIT SUR LONGUE PÉRIODE.
L'ORIGINALITÉ DE LA PÉRIODE CONTEMPORAINE
PAR RAPPORT À L'ENTRE-DEUX-GUERRES ET AU XIX^e SIÈCLE



SOURCE. A. BIRIOTTI, D. JOURNET, F. SERMIER, *Le taux de profit sur longue période*, I. N. S. E. E., rapport de stage ronéotypé, janvier 1976.

rythme annuel d'environ 3 % ; parallèlement, le salaire réel hebdomadaire voit sa croissance ralentie, mais beaucoup moins nettement. Ainsi se trouve à l'œuvre un facteur « endogène » de rééquilibrage assurant un retour à une certaine compatibilité entre les capacités de production et la demande globale... pour autant qu'une contraction cumulative de l'emploi salarié ne vienne pas rendre de plus en plus difficile un tel rééquilibrage. Or précisément la crise de 1929-1930 est marquée par une montée du chômage sans précédent dans l'histoire du capitalisme, et tel est l'un des facteurs souvent invoqué (par exemple F. STERNBERG, 1956) pour expliquer la non-sortie « automatique » de la crise.

Cependant, l'évolution très contrastée enregistrée avant et après 1929 (tableau 1) peut servir de support à une interprétation différente de celle proposée ici. Reprenant un thème déjà étudié par F. JANOSSY (1972) à propos de la période postérieure à 1945, une étude récente de M. BASLE, J. MAZIER et J.-F. VIDAL (1978) analyse au contraire la période 1920-1929 comme un simple rattrapage lié à la reconversion de l'économie de guerre. De la même façon, dans son étude monographique des Usines Renault, P. FRIDENSON (1977) prend la précaution de signaler combien cette entreprise constitue un cas éminemment particulier face à l'organisation très traditionnelle du procès de travail qui caractérise en moyenne l'industrie française. Pour sa part, la présente interprétation insiste sur l'ampleur des changements qui sont en germe dans le régime d'accumulation à dominante intensive qui s'instaure après la Première Guerre mondiale, quitte à reconnaître qu'il vient buter à terme sur une organisation sociale et technique de la production héritée du XIX^e siècle ; dans ces conditions, l'interprétation en terme de rattrapage et celle en terme de blocage du schéma d'accumulation ne font que traduire deux aspects différents, et finalement contradictoires, d'une même réalité.

A partir de cette caractérisation générale, on fera une série de remarques à propos de l'originalité de la crise de 1929-1930 par rapport aux grandes crises antérieures, du rôle de la politique économique, et l'on précisera au passage certaines analogies et différences avec la crise actuelle.

b) 1929-1930 : une grande crise et non un simple accident lié à la politique économique

En effet, il est habituel chez les auteurs non marxistes de considérer qu'une « bonne » politique économique aurait permis d'éviter la crise ou tout au moins d'en atténuer les conséquences. Sur ce point, les matériaux historiques paraissent démentir aussi bien les ultra-libéraux, tel J. RUEFF (1925-1931), que l'école keynésienne²⁷.

L'analyse qui précède dément en premier lieu les tenants des thèses (néo-)classiques qui considèrent que l'excès des revendications salariales et l'instauration d'indemnités de chômage, ralentissant le caractère naturellement rééquilibrant du marché, seraient à l'origine directe de la crise de 1930. Les études historiques disponibles démentent une telle hypothèse aussi bien pour la France que pour les États-Unis : d'une part les allocations de chômage sont quasiment inexistantes au moment du déclenchement de la crise ; d'autre part, dans la décennie qui précède, les salaires réels croissent nettement moins vite que la productivité. En conséquence, selon la présente analyse, la profondeur de la crise de 1929 tiendrait à l'insuffisance dans la progression du salaire et non à son excès²⁸. Il n'est peut-être pas surprenant que les contemporains n'aient pas immédiatement pris conscience des différences profondes qui distinguent les crises selon qu'elles opèrent en accumulation extensive (cas du XIX^e siècle) ou en accumulation intensive (cas des années 1929-1930). Si dans un cas c'est bien la croissance du salaire nominal à la fin de la période d'expansion qui, venant limiter les profits, peut favoriser la crise (à défaut de la déclencher), dans l'autre cas au contraire c'est la prolongation de mécanismes de formation des salaires largement concurrentiels²⁹ qui est à l'origine d'une croissance du revenu

27. Pour sa part, J. M. Keynes avait des vues sur la dynamique des économies capitalistes beaucoup plus profondes que nombre de ses successeurs qui se sont contentés de propager une vue souvent réductrice de la *Théorie générale* et de l'ensemble de ses travaux antérieurs.

28. Le cas de l'Angleterre n'est pas aussi net, dans la mesure où l'accroissement de la part du revenu allant aux salariés enregistré après la Première Guerre mondiale exerce bien un effet dans la genèse de la crise latente du capitalisme anglais.

29. On désignera sous ce terme des mécanismes qui font des pul-

salarial et donc de la consommation finale trop faible par rapport à l'extension considérable des capacités de production impulsée par l'accumulation intensive.

Une fois la crise déclenchée, les destructions de capital et la mise au chômage d'une fraction importante des travailleurs constituent habituellement le moyen d'un réaménagement des conditions de production. Cependant, de 1930 à 1933, loin de favoriser une sortie « endogène » de la crise, ces mouvements amplifient encore la dépression, par une chute cumulative de l'emploi ; en effet, le rôle stabilisateur que jouaient au XIX^e siècle les couches de la petite bourgeoisie et de la paysannerie est profondément affecté à l'issue de la Première Guerre mondiale, et simultanément l'extension du salariat accroît les sources d'instabilité propres au capitalisme. C'est en ce sens que la crise de 1929-1930 désigne une crise structurelle et non une simple aggravation des crises cycliques traditionnelles. Dans de telles circonstances la stratégie mise en œuvre par les capitalistes pris individuellement (chacun cherchant à réduire au maximum ses coûts salariaux pour soutenir une concurrence que l'approfondissement de la crise a exacerbée) va à l'encontre des intérêts du capital appréciés dans leur ensemble. La reprise d'une reproduction équilibrée nécessiterait en effet soit un accroissement du revenu salarial réel, soit une extension des dépenses publiques (et non leur compression). Cela constitue un indice supplémentaire du fait que la crise de 1929-1930 marque un épisode crucial dans l'histoire du capitalisme, dans la mesure où la reconduction des structures, institutions et formes sociales antérieures s'avère incapable d'assurer une reprise de l'accumulation comme c'est le cas lors des crises cycliques. Ainsi observe-t-on dans les années trente en France une remise en cause des formes sociales de type monopoliste qui étaient apparues à l'issue de la Première Guerre mondiale. La pression de la crise entraîne en effet un déclin dans la pratique des conventions collectives, l'éclatement des ententes antérieurement constituées et un renforcement des politiques économiques orthodoxes (défense du principe de l'équilibre budgétaire, retour à une contrainte métallique

sations de l'armée de réserve le régulateur essentiel de la formation du salaire nominal : en accumulation intensive, une forte croissance de la production est alors associée à une faible croissance des effectifs salariés et donc une augmentation modérée des salaires.

stricte quant à la création monétaire). Enfin, un dernier argument plaide en faveur de cette interprétation : c'est grâce à des réformes sociales et économiques liées à un changement du pouvoir politique qu'a pu être assurée une sortie d'ailleurs très partielle de la crise, qu'il s'agisse du New Deal aux États-Unis, de la montée de l'hitlérisme en Allemagne³⁰ ou du Front populaire en France³¹. Il ne faut pas oublier en effet qu'aux États-Unis (cf. P. A. BARAN et P. M. SWEEZY, 1966) et en France les tendances stagnationnistes se manifestent à nouveau de 1937 à 1938, si bien qu'à la veille de la Seconde Guerre mondiale les économies dominantes ne sont pas véritablement sorties de la dépression. Telle est précisément la base du succès des théories keynésiennes... qu'il importe pourtant de critiquer comme représentations par trop idéalisées des changements structurels qui ont effectivement permis l'élimination des tendances dépressives, caractéristiques de l'entre-deux-guerres.

c) Les limites des politiques keynésiennes

En effet, une comparaison du déroulement des crises de 1929-1930 et de la crise actuelle dément l'hypothèse traditionnellement admise selon laquelle ce seraient les politiques de régularisation des fluctuations conjoncturelles d'inspiration keynésienne qui expliqueraient le caractère non cumulatif de la présente crise. Même s'il est vrai que des politiques de relance ont été entreprises beaucoup plus rapidement en 1975 que lors des années trente, il convient de ne pas surestimer leur impact, dans la mesure où ex post le déficit budgétaire et la création monétaire appréciée en terme réel ne sont pas fondamentalement différents au cours de ces deux épisodes récessionnistes (tableau 2). On ne peut donc pas se contenter de la vision optimiste propagée par l'école keynésienne qui a trop longtemps considéré que les gouvernements armés des enseignements de la *Théorie géné-*

30. On ne discutera pas ici pour déterminer si ce dernier pouvait constituer les bases d'une organisation des économies capitalistes alternative à celle qui s'est dégagée après 1945.

31. Bien sûr, le Front populaire constitue à l'origine une victoire politique des travailleurs, avant d'engendrer un réaménagement des formes institutionnelles du capitalisme.

TABLEAU 2. UNE COMPARAISON DU DÉROULEMENT
DES DEUX CRISES OUVERTES EN 1930 ET 1974
(Taux de variation en %)

	1931 - 1930	1932 - 1931	1975 III - 1974 III	1976 III - 1975 III
a) Production, consommation et investissement				
Production industrielle	- 11,2	- 13,6	- 12,0	+ 11,6
P.I.B.	- 4,2	- 4,3	- 4,5	+ 7,5
Investissement	- 15	20,2	- 7,0	+ 1,0
Consommation	- 5,1	- 6,9	+ 4,2	+ 4,0
Dont produits industriels	- 11,6	- 14,4	+ 4,3	+ 5,5
Exportations	- 15	- 23,5	- 4,2	+ 9,6
Solde commercial extérieur rapporté à la P.I.B.	- 4,7	- 4,6	- 0,9	- 0,8
b) L'orientation de la politique économique et la Bourse				
Solde d'exécution du budget rapporté à la P.I.B.	- 2,1	- 2,2	- 2,4	- 2,0
Masse monétaire nominale	+ 3,1	- 0,1	+ 16,5	+ 17,3
réelle	+ 6,1	+ 7,6	+ 5,0	+ 7,0
Cours des actions	- 38,5	- 9,0	- 28 ^a	+ 18 ^b
c) Salaire, emploi, partage des revenus et prix				
Salaire horaire : nominal	+ 1,3	- 1,9	+ 17,4	+ 14,9
réel	+ 4,2	+ 6,0	+ 5,9	+ 4,8
Emploi des secteurs non agricoles	- 7,5	- 12,8	+ 2,4	- 0,5
Durée du travail	- 4,2	- 4,9	+ 1,9	- 0,5
Pouvoir d'achat de la masse salariale	- 7,6	- 12,1	+ 1,3	+ 3,8
Prix de gros (mat. premières industrielles)	- 18,1	- 19,1	- 16,5	+ 20,1
Prix à la consommation	- 2,8	- 7,5	+ 10,9	+ 9,6

a. De mars à décembre 1974.

b. De décembre 1974 à septembre 1976.

Les chiffres correspondant aux périodes retenues seraient respectivement + 11,2 % et - 2 %.

SOURCE. Du fait du caractère hétérogène des données utilisées pour les diverses évaluations, la comparaison est entachée d'une large marge d'incertitude, dont il convient de prendre conscience. Les calculs ont été effectués : 1) pour les années trente, à partir des travaux suivants : A. SAUVY, *Histoire économique et sociale*, t. I et II ; L.-A. VINCENT, « Les Comptes nationaux », dans SAUVY, t. II ; J.-D. LAFAY, *Monnaie. Dépenses autonomes et Produit national*, thèse, Poitiers ; A. BIRIOTTI, D. JOURNET, E. SERMIER, *Le Taux de profit...*, note I. N. S. E. E. ; 2) pour les années 1974 à 1975, à partir des données de base que constituent a) les Comptes trimestriels ; b) le Bulletin mensuel de statistiques.

rale pourraient en toutes circonstances prévenir l'apparition de dépressions majeures³².

Même une conception beaucoup plus large desdites « révolutions » keynésiennes ne résiste pas à une telle comparaison des deux crises. En fait, on peut douter du réalisme de politiques budgétaire et monétaire qui auraient cherché à maintenir durablement le taux de profit maximum atteint dès 1926 (graphique 2) ; ce niveau exceptionnel n'aurait pu être garanti qu'à travers une extension cumulative de la part de la valeur ajoutée transmise par le budget de l'État et des collectivités locales, car telle était la condition pour engendrer une demande globale cohérente avec les capacités de production excédentaires³³ qui avaient été forgées au cours de la décennie précédente. On retrouve sous une autre forme le paradoxe sur lequel vinrent buter les politiques d'inspiration ultra-libérale qui, lors de la crise de 1929-1930, préconisaient au contraire un désengagement massif de l'État, dans l'espoir d'assurer une restauration des profits. Seul un mouvement opposé aurait permis une restauration de ces derniers... évolution qui a été effectivement enregistrée pendant et surtout à l'issue de la Seconde Guerre mondiale (Ch. ANDRÉ, R. DELORME, 1978 ; L. FONTVIEILLE, 1976).

On esquissera dès à présent³⁴ deux remarques qui chacune tendent à montrer que cette extension purement quantitative du secteur étatique n'aurait probablement pas suffi à assurer une sortie durable de la crise de 1929. En premier lieu, les interventions de l'État dépassent très largement le strict cadre budgétaire et fiscal, pour concerner l'organisation et la codification des rapports sociaux les plus fondamentaux, tout spécialement le rapport salarial. Bien qu'à ce stade le raisonnement demeure intuitif, il est assez vraisemblable que le prolongement d'une organisation du rapport salarial de type concurrentiel, associé à un accroissement de la part

32. Sur ce point, les analyses menées par ailleurs (R. BOYER, J. MISTRAL, 1978) rejoignent les conclusions d'un auteur travaillant selon une tout autre problématique, P. TEMIN (1976).

33. Les séries disponibles pour les États-Unis confirment la sous-utilisation croissante des capacités de production au cours de la période qui précède la crise de 1929. Il est vraisemblable que tel est aussi le cas en France, ce que permettent d'apprécier certains indicateurs indirects de l'utilisation des capacités de production.

34. Ce thème est développé plus complètement en III. 3.

de la plus-value transitant par l'État, n'aurait pas permis la remarquable stabilisation du taux de profit enregistrée après 1945 (graphique 2). En second lieu, ce prélevement sur le profit disponible pour l'accumulation des capitaux privés n'est pas sans exercer deux effets de sens opposé : si d'une part sont atténuées les tensions liées à la non-réalisation (grâce au soutien du salaire indirect, à l'effet des dépenses publiques, aux subventions à l'investissement), d'autre part se trouve réduit le potentiel d'accumulation privée. On conçoit bien dès lors qu'au-delà d'un certain seuil l'extension du secteur public exerce un effet défavorable et non plus favorable sur la reproduction d'ensemble³⁵.

Dans ces conditions, le succès prêté aux politiques keynésiennes de régulation résulterait en fait de changements beaucoup plus fondamentaux tenant aux structures mêmes du capitalisme. A contrario, une simple politique conjoncturelle est incapable de compenser les déséquilibres cumulatifs liés au schéma d'accumulation lui-même, ce dont la crise de 1929-1930 fournit un cas exemplaire.

Ces résultats invitent à rechercher maintenant quelles sont les transformations du régime d'accumulation qui, après la Seconde Guerre mondiale, ont produit un déplacement de l'ensemble des contradictions qui avaient conduit au blocage des années trente.

4. La période postérieure à 1945 : l'instauration progressive d'un régime d'accumulation intensive centré sur la consommation de masse... et la possibilité d'une nouvelle forme des crises

Il faut en effet expliquer pourquoi, au cours de cette période, ne sont pas prolongées les tendances à la stagnation, que de nombreux auteurs considéraient comme séculaire. On ne saurait se contenter de l'interprétation assez mécanique proposée par N. D. KONDRATIEF (1935), récemment reprise par E. MANDEL (1976), qui représente l'histoire du capitalisme comme la succes-

sion de vagues de forte puis de faible accumulation de durée approximative d'un quart de siècle³⁶. En dépit du succès rencontré par le texte de N. D. Kondratief, on n'y trouve aucune analyse du régime d'accumulation, même si l'accumulation est censée jouer un rôle central dans la succession de ces phases. Tout se passe comme si rien ne distinguait la phase ascendante du début du XIX^e siècle de celle qui précède la guerre de 1914... alors que la montée du monopolisme tend à altérer les conditions précises de mise en valeur du capital instituant un régime qui en fait n'a, semble-t-il, aucun précédent historique. Selon l'interprétation développée ici, aucun principe téléologique ne vient garantir ni la succession mécanique de phases ascendante, puis descendante, ni le passage automatique d'un régime d'accumulation principalement extensif à un régime à dominante intensive. Avant de traiter des facteurs sociaux et politiques qui sont à l'origine de ce changement (section III ci-après), on précisera la nature du nouveau régime d'accumulation qui s'instaure progressivement à partir de 1945.

a) Un mode original d'interaction entre normes de production et normes de consommation

Fondamentalement, ce dernier se définit par une articulation originale entre un certain type de procès de travail (généralisation et extension par le fordisme des principes du taylorisme) et une révolutionnarisation des conditions de reproduction de la force de travail, le capitalisme, grâce à l'extension de la consommation de masse, prenant en charge une fraction croissante des dépenses ouvrières. Au niveau le plus fondamental, un régime d'accumulation à dominante intensive centré sur la consommation de masse réalise une mise en correspondance originale du développement des sections I et II, assurant une certaine cohérence dans leur extension relative, cohérence basée sur une certaine proportionnalité de leur croissance. C'est en quelque sorte la transformation des conditions de production dans la section des biens de consommation qui d'une part alimente l'extension des ventes de la section des moyens de production, d'autre part permet, grâce à l'abaissement des

35. Ainsi peut-on montrer simplement qu'en accumulation intensive une politique de soutien conduirait à une chute tendancielle du taux de profit (R. BOYER, 1975).

36. Pour une critique des cycles de Kondratief, convergente bien que différente de celle présentée ici, on lira R. B. DAY (1976).

prix — et aux conditions nouvelles de formation du revenu salarial —, la diffusion aux travailleurs du mode de consommation antérieurement réservé aux diverses couches de la petite bourgeoisie³⁷. En conséquence, ces transformations affectent simultanément les conditions de valorisation et celles de réalisation et déplacent les contradictions qui traversaient antérieurement une accumulation intensive *sans* consommation de masse. Du fait de l'insertion croissante des éléments de la reproduction de la force de travail dans le circuit du capital, un schéma d'accumulation intensive centré sur la consommation de masse a pour caractéristique d'assurer un relatif équilibre entre les facteurs concourant à l'extraction maximale de la plus-value et ceux tenant à la pleine réalisation de la valeur par une extension suffisante des débouchés.

De ce fait, il n'est pas légitime comme on le fait trop souvent de considérer que la reproduction du capital est d'autant plus aisée qu'est élevé le taux d'exploitation — pour un même niveau de la composition organique. En effet, une exploitation plus poussée des travailleurs peut se heurter à l'impossibilité de trouver des débouchés adéquats à la masse des marchandises ainsi produites. A ce titre, il convient de garder présent à l'esprit l'exceptionnelle montée du taux d'exploitation et du taux de profit qui précède et en quelque sorte détermine la crise de 1930. A l'opposé, si prime l'impératif de réalisation, c'est-à-dire si le revenu salarial et les prélèvements publics sont déterminés afin d'assurer l'expansion la plus forte de la demande sociale, cela implique une chute du taux d'exploitation et donc du taux de profit³⁸. Dans ce dernier cas, la possibilité d'une reproduction élargie ne peut être assurée que par la disparition tendancielle des profits... ce qui viole le principe même de la production capitaliste. Ainsi le caractère équilibré d'un régime d'accumulation ne peut se juger dans l'absolu, mais relativement à la compatibilité des processus de production et de circulation qui

37. On ne discutera pas ici des possibilités d'une « troisième demande » comme base de la constitution d'un régime d'accumulation alternatif à celui qui est proposé ici (sur ce thème voir P. SALAMA, 1975). En effet, dans le cas des économies capitalistes dominantes, la Seconde Guerre mondiale marque l'accession à un nouveau mode de consommation non seulement de la nouvelle petite bourgeoisie mais du monde ouvrier lui-même.

38. Pour une démonstration, voir R. BOYER, déjà cité.

opèrent sur la base du taux d'exploitation qui lui est associé.

En accumulation intensive centrée sur la consommation de masse, le « meilleur » taux d'exploitation pour le capital est un taux qui n'est ni trop fort (car débouchant sur des problèmes de réalisation) ni trop faible (car se heurtant à des problèmes de valorisation).

Dès lors, et sur ce point on rejoint les analyses de G. ARRIGHI (1978), les crises peuvent changer de nature : même si elles continuent à associer chute du taux de profit et surproduction, le processus dynamique de leur déclenchement et de leur déroulement est susceptible d'un renversement du rôle de ces deux facteurs. *En accumulation intensive sans consommation de masse*³⁹, l'origine des crises tient en général, on l'a vu, à un niveau du *taux d'exploitation trop élevé*, entraînant à terme des difficultés de réalisation, ce qui, une fois la crise déclenchée, implique une chute du taux de profit. Dans ce cas, ce sont les conditions de réalisation qui constituent l'obstacle sur lequel vient buter la valorisation du capital, la crise restaurant la compatibilité de ces deux impératifs. Si *l'accumulation intensive est associée à une extension de la consommation de masse*, les crises peuvent continuer à se manifester sous la forme d'une insuffisance des débouchés ; cependant, la régulation monopoliste qui sous-tend un tel régime d'accumulation a pour effet de réduire l'ampleur des déséquilibres, et partant de rendre moins nécessaires les ajustements en baisse de la production. Mais est ouverte *la possibilité d'une autre forme de crise* ; c'est en effet *un taux d'exploitation trop bas* — lié par exemple à l'action collective des travailleurs et aux nouvelles conditions régissant le rapport salarial — qui peut induire une chute du taux de profit, alors même que les débouchés continuent à s'étendre ; les tentatives pour restaurer les profits (par une augmentation des prix ou une extension du crédit, etc.) peuvent alors déboucher sur une accélération de l'inflation telle qu'ex post les profits réels baissent... en sorte que s'amorce une contraction générale de l'activité. Ce sont alors les obstacles rencontrés par la valorisation (dans les procès de production) qui sont à l'origine des problèmes de réalisation. Par rapport au premier cas, les enchaînements

39. Ou encore en accumulation intensive sans régulation monopoliste.

conduisant à la crise sont inversés... ce qui semble-t-il rend compte de certaines particularités de la crise actuelle, qui ne saurait être considérée comme une simple répétition de celle de 1929-1930. En d'autres termes, toute analyse des crises (« grandes » ou « petites ») suppose au préalable une caractérisation du régime d'accumulation.

Avant de revenir à la nature de la crise actuelle, il est donc nécessaire de vérifier que le régime d'accumulation progressivement constitué après la Seconde Guerre mondiale est distinct de celui qui caractérisait l'entre-deux-guerres.

b) Les indices convergents d'un changement du régime d'accumulation

La considération des indicateurs déjà présentés antérieurement, aussi bien qu'une analyse directe en terme de sections productives, confirment ce passage à un nouveau mode de développement.

Alors que les dépenses ouvrières n'évoluaient que très lentement dans la seconde moitié du XIX^e siècle et dans l'entre-deux-guerres, les vingt-cinq dernières années sont caractérisées au contraire par un changement considérable dans la structure de ces dernières : réduction massive des dépenses alimentaires au sein desquelles croît massivement la part assurée par les industries agricoles et alimentaires, elles-mêmes révolutionnées par la pénétration de la production capitaliste ; extension rapide des équipements ménagers et des biens durables liés au logement ou à l'automobile⁴⁰. Sur ce point, on rejoint les analyses de A. GRANOU (1972), M. AGLIETTA (1977) et C. PALLOIX (1978), tout en les précisant, car il convient de remarquer que la révolution de l'accumulation intensive se trouve largement inopérante dans des secteurs pourtant essentiels de la reproduction de la force de travail tels le logement, la santé ou l'éducation. Ainsi la part des biens de consommation durables est-elle croissante en volume mais sensiblement stable en monnaie courante, car la baisse des prix relatifs dans le secteur de la consommation de

40. Pour plus de précision, on pourra se reporter soit à l'étude C. O. R. D. E. S.-C. E. P. R. E. M. A. P. (1977), soit à l'article spécialement consacré à l'évolution des salaires (*Économie et Statistique*, septembre 1978).

masse suppose une montée de ces mêmes prix relatifs dans les secteurs qui restent à l'écart de la révolutionnarisation des conditions de production, ce qui est partiellement le cas du logement (D. LEBORGNE et J. LAFONT, 1974 et 1977) et de la santé.

A partir du milieu des années cinquante, la croissance du salaire réel tend à s'aligner sur celle de la productivité industrielle qui atteint elle-même sur longue période près de 5 %... soit un taux du même ordre que celui qui n'avait pu être maintenu plus de dix ans lors de l'entre-deux-guerres (tableau 1). La rupture par rapport à toutes les époques antérieures ne saurait être plus nette, comme le suggère la comparaison des graphiques 1 et 3 : après une période de reconstruction au cours de laquelle le salaire réel croît beaucoup moins vite que la productivité, ce qui assure un relèvement notable de l'équivalent du taux d'exploitation⁴¹, ce dernier demeure constant à partir de 1960, mouvement qui traduit un assez remarquable parallélisme dans l'évolution du revenu salarial et des capacités de production. Il se pourrait qu'au niveau global cette évolution tienne au gonflement du travail improductif et non à une extension de la norme de consommation ouvrière sensiblement au même rythme que la productivité. Or une analyse de l'évolution de la consommation par catégories socioprofessionnelles confirme qu'à partir des années soixante la consommation ouvrière tend effectivement à s'aligner sur celle des autres couches sociales⁴², si bien que ce n'est pas le gonflement de la nouvelle petite bourgeoisie qui explique à lui seul le passage à la consommation de masse.

Phénomène remarquable, un tel changement ne s'observe pas seulement en France, mais aussi à des degrés divers aux États-Unis, en Allemagne et en Suède⁴³. Dans ces pays comme pour la France, l'entre-deux-guerres est caractérisé par une explosion de la productivité industrielle sans rapport avec les tendances du

41. Relèvement qui serait moindre si l'on tenait compte de l'effet de la disparition du marché noir sur la mesure du coût de la vie. La fragilité des données disponibles rend une telle correction relativement difficile.

42. Ainsi, base 100 en 1956, la consommation des cadres moyens passe en 1969 à l'indice 144, celui des ouvriers de l'industrie à 150, celui des salariés agricoles à 176.

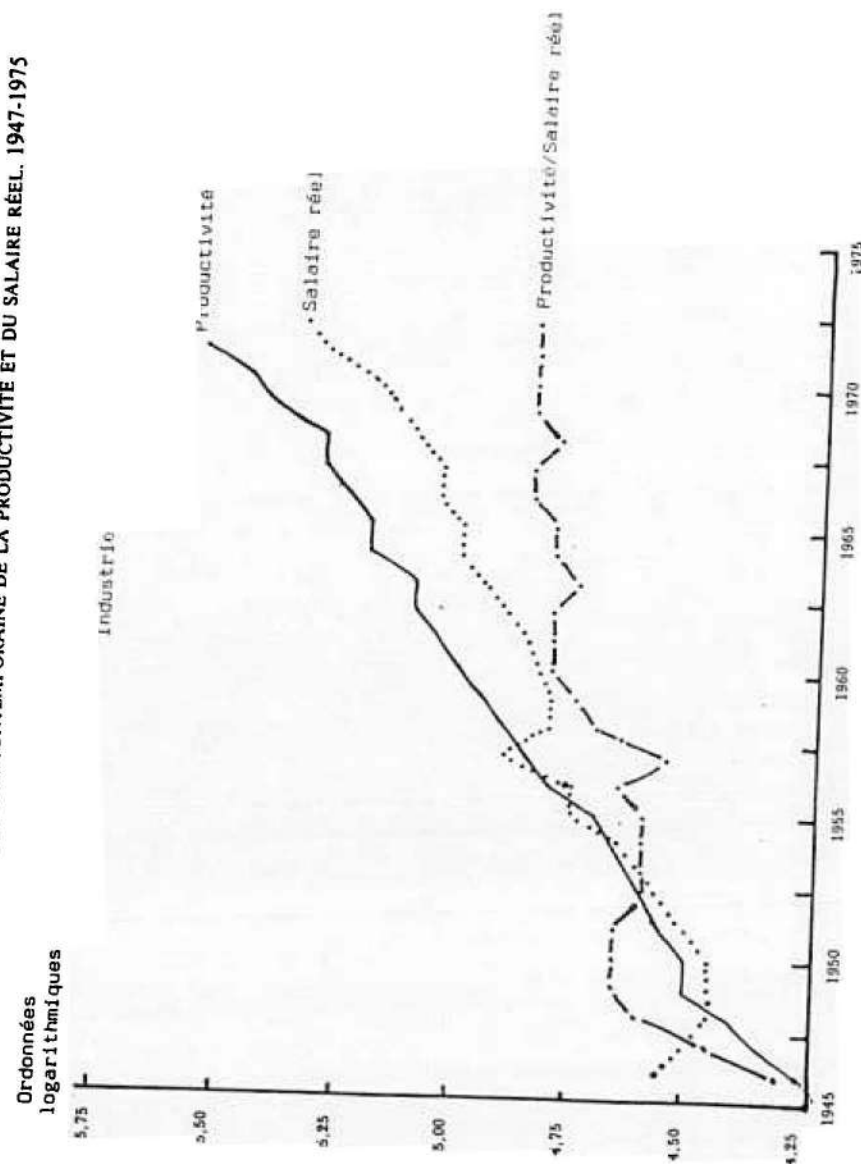
43. Les commentaires qui suivent s'appuient sur les séries constituées par E. H. PHELPS-BROWN (1973).

salaire réel qui demeurent dans le strict prolongement du XIX^e siècle ; de même la période postérieure à la Seconde Guerre mondiale fait au contraire apparaître un remarquable parallélisme dans l'évolution de ces deux grandeurs, moins à travers un ralentissement de la productivité que grâce à un relèvement durable des tendances longues de la croissance des salaires réels. On trouve ainsi une confirmation de la proposition théorique qui associe la possibilité durable d'un régime d'accumulation intensive centré sur la consommation de masse à l'instauration d'un ensemble de formes sociales permettant de dégager un taux d'exploitation adéquat ; en dehors de certains épisodes fondamentaux mais particuliers au cours desquels sont restaurées les conditions générales d'exploitation (et c'est souvent le cas des périodes de guerres puis de reconstruction), le fonctionnement permanent d'un tel régime a pu être atteint jusqu'à la fin des années soixante à travers une relative constance du taux d'exploitation. Tant que ne se manifestent pas des tendances adverses tenant à l'alourdissement de la composition du capital, cela est compatible avec une stabilisation du profit en tout point remarquable par opposition à l'ensemble des périodes antérieures marquées par de très amples fluctuations de ce dernier ; la faible ampleur des fluctuations du taux de profit, dont le niveau moyen est voisin de celui atteint à la veille de la crise de 1930 (graphique 2), témoigne de l'importance des changements intervenus par rapport au XIX^e siècle et la première moitié du XX^e siècle.

Enfin les travaux de H. BERTRAND (1978 et 1979) permettent de confirmer qu'à partir de 1954 et jusqu'au début des années soixante-dix le régime central d'accumulation à l'œuvre en France repose bien sur la transformation permanente des conditions de production de la section II, et non sur un « autodéveloppement » de la section I comme on le suppose parfois. En définitive, de 1954 à 1973, le gonflement considérable des effectifs de la section I, alors que ceux de la section II décroissaient puis restaient constants, a bien correspondu à un bouleversement simultané des normes de production et des normes de consommation. C'est précisément cet ensemble qui entre en crise au début des années soixante-dix.

Il faut maintenant s'interroger sur les facteurs économiques, sociaux et politiques qui sont à l'origine de

GRAPHIQUE 3. L'ÉVOLUTION CONTEMPORAINE DE LA PRODUCTIVITÉ ET DU SALAIRE RÉEL. 1947-1975



la perpétuation de période en période, puis de la rupture, de ce régime d'accumulation.

III. Formes d'organisation des rapports sociaux, régulation et crises : l'originalité de la période contemporaine

Sur la base des avantages évidents que procure ce dernier régime d'accumulation, on pourrait penser que son adoption dépend d'un « choix par le capital ». Ce serait cependant une conception erronée, car ce serait prêter au capital une rationalité globale qu'il n'a pas et négliger les contradictions multiples que suscite, dans une formation sociale, toute transformation du schéma d'accumulation. Pour l'essentiel, l'expansion observée depuis 1945 dépend de deux facteurs étroitement interdépendants : la configuration des rapports et structures de production (c'est-à-dire des formes d'organisation du rapport salarial et du type de concurrence entre capitaux) d'une part, la façon dont les luttes des travailleurs interagissent avec les tendances inhérentes au mode de production capitaliste d'autre part.

On ne proposera pas ici une « théorie pure » de la constitution de ces formes institutionnelles, car ce serait nier que l'évolution du capital, largement ouverte et non strictement déterministe, se constitue dans et par l'histoire. Mais cela n'interdit pas la prise en compte des luttes sociales qui pèsent effectivement sur la dynamique de l'accumulation, ce que tentent les présentes analyses. Pourtant, on ne saurait sans danger considérer que la dynamique des économies capitalistes n'est que le simple reflet de la lutte que se livrent en permanence capital et travailleurs. Certes, certains épisodes cruciaux (dont on a vu des exemples marquants en 1848, à la fin du XIX^e siècle, ou encore lors des années trente) voient leur issue dépendre de façon essentielle de ces luttes ; par contre, au cours d'autres périodes les luttes de classe se trouvent en quelque sorte « canalisées » au sein de formes institutionnelles et structurelles données. Dans de telles circonstances, il faut expliquer comment les déterminants sociaux, économiques (voire politiques) mis en place antérieurement assurent en permanence la reproduction d'ensemble du système, sans que soit nécessaire aucun changement de ces formes sociales : on

parlera alors de régulation au sens précis qui a été défini antérieurement. Dès lors, la présente section vise à expliciter brièvement ceux des changements intervenus après la Seconde Guerre mondiale qui ont permis le passage à une régulation monopoliste, distincte de la régulation concurrentielle antérieure, puis à expliciter les conséquences de ces transformations sur la forme des crises. Ainsi dégagera-t-on progressivement les éléments nécessaires à l'interprétation de la crise actuelle.

1. La montée des structures monopolistes : une condition nécessaire mais non suffisante à l'instauration d'une régulation monopoliste

L'histoire du capitalisme est caractérisée par une altération progressive des conditions de la concurrence entre capitaux, mouvement qui se traduit non seulement par une concentration des foyers d'accumulation mais par la constitution de nouvelles formes de mise en valeur du capital (apparition des sociétés par actions, développement de la grande entreprise, procédures de cartellisation, constitution de groupes financiers...). Ce mouvement général de concentration et de centralisation financière qui avait déjà eu pour temps fort le dernier tiers du XIX^e siècle et l'entre-deux-guerres⁴⁴, enregistre sans nul doute une nouvelle extension après la Seconde Guerre mondiale. En ce qui concerne la France, un changement important tient sans doute à la mise en place après 1945 de procédures de planification nationale. La planification française apparaît en effet comme une forme institutionnelle originale tendant à assurer une certaine coordination des décisions concernant l'accumulation et plus généralement l'adéquation des capacités de production à la demande sociale. Ainsi se trouve surmonté l'un des obstacles qu'avaient rencontrés les procédures d'ententes et de cartellisation développées de façon massive entre les deux guerres, mais dont l'échec avait été patent. Une fois assurée la reconstitution des bases de l'accumulation, un second épisode crucial est celui du renforcement du capital financier intervenu à partir des années 1960. Sous l'impulsion de

44. Pour une analyse de ces périodes, on pourra se reporter au rapport C. O. R. D. E. S.-C. E. P. R. E. M. A. P., 1977, t. III, p. 307-344.

l'internationalisation, la planification et plus généralement l'ensemble des interventions de l'État favorisent la constitution de grands groupes industriels et financiers capables de soutenir la concurrence européenne puis mondiale, phénomènes dont la conséquence est une montée de la centralisation financière dont l'intensité n'est pas sans rappeler celle observée dans la décennie qui précède la crise de 1929-1930. Il n'est pas surprenant que ces tendances renforcent les possibilités d'une certaine planification portée par les grands groupes eux-mêmes et de ce fait remettent en cause l'organisation de la planification nationale, dont l'instauration avait précisément tenu à la relative faiblesse du capital financier à la sortie de la Seconde Guerre mondiale.

Il serait dangereux cependant de considérer que ces changements dans les formes institutionnelles de mise en valeur du capital suffisent à bouleverser les caractéristiques de la régulation concurrentielle, et partant la nature des crises. Certes, ce mouvement confère une forme différente à la contrainte de valorisation du capital. Alors que dans le capitalisme concurrentiel le marché veillait à la validation, de période en période, des divers travaux privés, affectés à la production de chaque marchandise, la forme de la grande entreprise permet de relâcher partiellement et de reporter dans le temps cette validation. L'usage des procédures comptables et l'utilisation des méthodes du calcul économique permettent une procédure originale d'engagement et de dégagement du capital : les prix sont fixés en sorte que soit assurée la rentabilisation des capitaux investis sur la base d'un rythme prévisible d'obsolescence, sans que ces prix baissent lorsque se réduisent momentanément les ventes. En conséquence, la validation par le marché se traduit par des mouvements du taux de profit encore plus liés que par le passé à ceux des débouchés. De plus, dans la mesure où la concentration prend souvent la forme conglomérale, le contrôle par le marché porte plus sur des ensembles de marchandises (filère de production et produits liés) que sur les marchandises considérées individuellement. Ainsi s'explique que la centralisation financière déplace et transforme, à défaut d'abolir, la contrainte de validation par le marché. En outre, la liaison étroite entre capital industriel et capital bancaire permet une certaine régularisation de l'accumulation grâce aux facilités de crédits accordées alors même que conjoncturellement les ventes se ralentissent.

Atténuation ou exacerbation des crises ?

Pourtant, contrairement à ce que suggérait R. HILFERDING (1910) dans *Le Capital financier*⁴⁵, l'extension de la sphère de production capitaliste et la constitution du capital financier ne sont pas à même ni d'atténuer l'ampleur des crises ni d'en reporter totalement les conséquences sur les autres capitaux. Bien au contraire, en l'absence de toute autre transformation — en particulier du rapport salarial —, les crises devraient être amplifiées. D'une part, la conquête par le capital des secteurs où dominaient antérieurement la production familiale ou artisanale homogénéise l'ensemble des conditions de la reproduction et de ce fait asservit le système tout entier aux impératifs du capitalisme... et donc à ses crises : telle est l'une des interprétations possibles de l'ampleur de la crise de 1929 (F. STERNBERG, 1956). D'autre part, la pratique des prix des monopoles a pour conséquence de faire supporter l'ensemble des ajustements au volume de la production, contrairement au cas du capitalisme concurrentiel, où le réajustement de la production à la demande sociale est assuré par une baisse simultanée des prix et des productions. Ce facteur d'approfondissement des crises est encore renforcé si l'on tient compte du fait que le monopolisme favorise le passage d'une accumulation de type extensif à une accumulation à dominante intensive. En effet, le bouleversement des conditions de production permet une forte extension des capacités sans embauche, voire une réduction des heures travaillées⁴⁶. De ce fait, comme sur cette période se prolonge une régulation concurrentielle⁴⁷, les salaires n'enregistrent qu'une croissance modérée, si bien que le revenu salarial ne croît guère plus vite après qu'avant la Première Guerre mondiale. Or parallèlement l'« explosion » de la productivité permet au secteur monopolisé une augmentation de ses profits, car les coûts de production tendent à baisser alors que les prix sont maintenus sensiblement constants, ou tout au moins chutent moins que les coûts.

45. P. 391-403.

46. Comme c'est le cas en France de 1920 à 1930 (voir tableau 1) et aux États-Unis (F. STERNBERG, 1956, p. 288).

47. Ce que montrent respectivement R. BOYER (1978) pour la France et R. OZANNE (1959) pour les États-Unis.

Dans ces conditions, la monopolisation tend à aggraver la divergence entre la dynamique de la production et celle du revenu salarial : si un temps les ventes à la petite et moyenne bourgeoisie urbaine, à la paysannerie ou à l'étranger permettent de dissimuler l'instabilité inhérente à ce type de développement, tout événement apparemment accidentel (crise agricole, crack boursier ou spéculation financière) vient interrompre ce boom de l'accumulation. En tout état de cause, même pour les monopoles, le taux de profit reste la variable régulatrice essentielle qui s'impose à chacun des capitaux fractionnés : dans le cas des États-Unis, il semblerait que la chute des profits soit à peu près équivalente pour les capitaux monopolisés et pour les autres capitaux, même si pour les premiers c'est principalement à travers la chute de la production et donc de l'emploi que s'opère un réajustement du schéma d'accumulation. Telle est précisément une autre des raisons qui explique que le taux de chômage atteigne des niveaux sans précédents à l'occasion de la crise de 1929-1930, et que s'amorce un processus cumulatif dans lequel la chute du revenu salarial induit à son tour une nouvelle contraction de la production. La conclusion est strictement opposée à celle suggérée, prudemment il est vrai, par R. Hilferding : l'évolution très heurtée de l'entre-deux-guerres confirme la proposition selon laquelle *en l'absence d'autres transformations la monopolisation tend à aggraver les contradictions associées à un schéma d'accumulation intensive*. Dans le cas du capitalisme français, les fluctuations de la production, du chômage et du profit atteignent une ampleur sans précédent par rapport aux phases équivalentes du XIX^e siècle, ce dont témoigne en particulier le graphique 2. L'ensemble des travaux disponibles fournit des conclusions en tout point analogues pour le capitalisme américain.

En ce sens, la crise de 1930 ne désigne pas un simple épisode conjoncturel, mais résulte des limites que rencontre à ce stade l'expansion du capitalisme : tout se passe comme si l'accumulation intensive impulsée par la monopolisation entraînait en contradiction avec l'ensemble des autres formes institutionnelles, en particulier l'organisation du rapport salarial. Il faut dès lors expliquer à travers quelles transformations politiques et sociales ont été surmontées les tendances à l'exacerbation des crises et à la stagnation propres à l'entre-deux-guerres.

2. Un rapport salarial de type « monopoliste » : une condition essentielle au dépassement de la régulation concurrentielle

Fondamentalement, la montée de la monopolisation du capital implique, on l'a vu, une altération des procédures de validation de chacun des travaux privés : à un contrôle au coup par coup de chacune des marchandises se substitue un contrôle plus global et partiellement reporté dans le temps. En quelque sorte, le passage à une régulation monopoliste suppose qu'un tel processus soit étendu à la force de travail elle-même, afin que soit assuré le bouclage du « double moulinet » du capital. En conséquence, c'est une contractualisation du rapport salarial et la généralisation de procédures de négociations collectives portant sur une période de temps suffisamment longue qui permettent le dépassement de la régulation concurrentielle dont le prolongement avait conduit entre les deux guerres au blocage de l'accumulation intensive. Avant d'explicitier quelles sont les conséquences de ce mouvement sur la nature des crises, il n'est pas inutile d'analyser comment se dégage cette forme nouvelle du rapport salarial.

Rien ne garantit a priori qu'un tel changement apparaisse de façon spontanée du fait de la simple dynamique du capital : le caractère contradictoire des analyses des différents auteurs marxistes est éclairant sur ce point. D'un côté, des auteurs tels que P. A. BARAN et P. M. SWEEZY (1966) considèrent que la monopolisation devrait en permanence accentuer les tendances à la stagnation, du fait des obstacles rencontrés à la réalisation d'un surplus croissant de période en période. Un tel pronostic suppose implicitement que la monopolisation entraîne une faiblesse durable des organisations collectives des travailleurs et une intensité réduite de leurs luttes contre le capital. D'un autre côté, G. ARRIGHI (1978) suppose au contraire qu'après une première période où le capital monopoliste affaiblit les travailleurs le développement même des tendances propres à ce dernier conduit à terme à la possibilité d'un rapport de forces favorable aux travailleurs : tel aurait été le cas après la Seconde Guerre mondiale. À la base de l'un et de l'autre de ces pronostics se trouve l'hypothèse que les luttes de classes sont strictement déterminées par le degré atteint par les forces productives, caractérisa-

tion que l'histoire des économies capitalistes tend à démentir. De la même façon, on ne saurait prêter au capital monopoliste une rationalité telle que la prise en compte de la contradiction fondamentale entre le caractère social de la production et la nature privée de son appropriation conduisent automatiquement à dégager un rapport salarial adéquat à la poursuite de son expansion. A cet égard, le célèbre apologue prêté à Ford (selon lequel les capitalistes auraient intérêt à verser des salaires élevés à leurs ouvriers, afin que ces derniers achètent leur propre production) unifie abusivement la classe capitaliste en une seule entité. En effet, si seul un capitaliste individuel adopte cette politique, la contrainte pesant sur le bouclage du double circuit du capital conduira en définitive à un moindre profit pour ce dernier, mais à une extension des débouchés pour ceux des capitalistes produisant des biens de consommation.

Ce dernier exemple met en lumière l'importance de la non-convergence a priori des intérêts économiques des diverses fractions de la bourgeoisie et par conséquent la nécessité du passage par une instance politique, base possible d'une unification de la stratégie de la bourgeoisie quant aux transformations de l'organisation du rapport salarial. Pour ne prendre qu'un exemple, les travaux de H. HATZFELD (1973) montrent clairement la permanence de deux stratégies contradictoires quant à l'institution du salaire indirect et plus généralement la constitution de la Sécurité sociale, leur issue dépendant de façon cruciale des luttes directement politiques menées au niveau de l'État.

L'histoire suggère ainsi que c'est la conjonction de l'hétérogénéité des stratégies des diverses fractions de la bourgeoisie avec le type des luttes sociales et politiques menées par les travailleurs qui explique la constitution, non sans heurt, d'un rapport salarial de type monopoliste. A ce titre, les deux guerres mondiales constituent en France des épisodes importants de ce processus.

On le sait, la Première Guerre mondiale marque une rupture considérable dans l'histoire du mouvement ouvrier : à son issue, les bourgeoisies nationales sont tenues de réaménager le rapport salarial antérieur, ne serait-ce que par l'introduction du principe des retraites ouvrières, la reconnaissance du caractère collectif du contrat de travail et les premières discussions concernant la notion de salaire minimum. Ces réformes du droit du travail témoignent en quelque sorte de la pré-

pondérance des revendications économiques au détriment de stratégies révolutionnaires visant à l'abolition du salariat. Ce mouvement amorce donc une certaine intégration des revendications ouvrières dans la logique du capital, tendance qui se renforce encore après la Seconde Guerre mondiale. Pour reprendre l'expression de B. EDELMAN (1978), c'est à une véritable « législation de la classe ouvrière » que l'on assiste alors, l'intégration des syndicats à la logique du capital étant le principal moyen du passage d'une reproduction de la force de travail essentiellement privée à des mécanismes beaucoup plus collectifs. Dans ces conditions s'introduit un changement qualitatif majeur par référence au rapport salarial qui prévalait au XIX^e siècle et qui, en un sens, subsistait encore entre les deux guerres, bien que se constituent alors les « germes » de nouvelles relations sociales du travail⁴⁸.

En effet, après 1945, la reconnaissance d'un salaire minimum historiquement constitué, la globalisation des négociations salariales couvrant l'ensemble des travailleurs d'une entreprise, d'une branche, voire de l'économie tout entière, la rigidification de la hiérarchie des salaires (selon la localité, la qualification, la branche, voire la taille des entreprises), la codification et l'extension des diverses composantes du salaire indirect consacrent le caractère éminemment collectif des facteurs concourant à la reproduction de la force de travail. Les accords de Grenelle renforcent ces tendances générales, puisque le passage du S. M. I. G. au S. M. I. C. correspond à une révision du salaire minimum en fonction du « progrès économique général » — c'est-à-dire grosso modo avec la progression de la productivité —, que l'extension de la couverture sociale unifie le système antérieurement constitué... Plus généralement la multiplication des accords nationaux entre patronat et syndicats confirme le rôle pris par ces derniers dans une forme nouvelle de « gestion » de la force de travail.

Ces évolutions institutionnelles ont toutes pour effet d'induire une certaine déconnexion entre l'usage précis de la force de travail et la rémunération effective des travailleurs. On signalera brièvement trois des change-

48. Tout spécialement à l'occasion des accords Matignon de 1936, sur le contenu desquels le régime de Vichy reviendra presque complètement.

ments ainsi introduits dans la formation du revenu salarial.

— Le volume de l'armée de réserve industrielle ne constitue plus le régulateur essentiel de la croissance des salaires, sauf peut-être dans un nombre limité de secteurs pour lesquels cependant la hausse tend à moyen terme à s'aligner sur celles des autres secteurs. La dynamique du salaire nominal dépend alors d'une part d'un ajustement quasi automatique sur l'évolution du coût de la vie, d'autre part de la prise en compte de façon implicite ou explicite de gains de productivité attendus ou enregistrés au niveau des firmes, des secteurs voire de l'économie tout entière.

— Parallèlement, la stabilisation ainsi assurée de la demande globale rend moins nécessaires les ajustements brutaux de l'emploi qui caractérisaient antérieurement la régulation concurrentielle. Ainsi, bien que la période considérée connaisse d'importants mouvements de main-d'œuvre de secteur à secteur, il semblerait que s'atténue l'ampleur des ajustements de l'emploi, tout spécialement ceux qui comportent des réductions d'effectifs. La stratégie des grands groupes industriels, les luttes des travailleurs ainsi que l'intervention directe de l'État sont autant de facteurs explicatifs de cette « rigidification ».

— Enfin, pour la première fois au cours des vingt-cinq dernières années, le salaire indirect s'avère avoir une influence déterminante dans la stabilisation du revenu salarial global : négligeable lors des années trente, il tend à représenter après déduction de la fiscalité près du tiers du revenu ouvrier. Dans la mesure où les facteurs qui conditionnent son évolution sont radicalement différents de ceux qui prévalent sur un marché du travail concurrentiel se trouve introduit un troisième facteur définissant une régulation monopoliste du revenu salarial.

Mais il serait faux de supposer que ces transformations sont de nature à éliminer de façon durable les contradictions associées au stade antérieur du monopolisme, car, comme on propose de le montrer maintenant, elles ne font que déplacer ces dernières.

Affaiblissement des crises cycliques. mais de nouvelles sources de crise

La constitution progressive de cette forme du rapport salarial vient en effet contrecarrer les tendances à l'accentuation des crises et à la stagnation de la phase antérieure : dès lors que le maintien des prix nominaux dans le secteur monopoliste va de pair avec une croissance des salaires directement ou indirectement liée à celle de la productivité, les capacités de production ainsi formées trouvent leur correspondant dans un revenu salarial et donc une consommation en croissance. En conséquence, la nécessité d'ajustements périodiques par une chute du niveau de la production se fait de plus en plus rare et laisse la place à une croissance continue marquée par de simples récessions. C'est en définitive l'interaction entre la structure monopoliste du capital et le nouveau mode d'organisation du rapport salarial qui est à l'origine de la permanence sur près de vingt ans du régime original d'accumulation intensive centré sur la consommation de masse. L'atténuation de l'ampleur des fluctuations de l'activité économique résulte directement du relatif équilibre qu'introduisent ces deux formes institutionnelles dans la reproduction dynamique des deux sections. En ce sens, à la régulation concurrentielle antérieure se substitue une régulation aux caractéristiques originales : dans la mesure où elle réalise un certain mode de résolution de la contradiction social/privé, il n'est pas faux de qualifier cette régulation de monopoliste... même s'il faut se garder de considérer que ce terme implique un dépassement de cette contradiction fondamentale.

Certes, sous certaines conditions — en particulier si les luttes des travailleurs sont canalisées au sein des procédures de négociations collectives vers la seule augmentation des salaires —, il est clair que de telles revendications peuvent même exercer un rôle stabilisateur sur l'ensemble du système. Par exemple, dès lors que les capacités de production dans le secteur des biens de consommation sont sous-utilisées, toute augmentation de salaires obtenue par les syndicats permet une restauration dynamique des profits à travers l'expansion des ventes de ce secteur — ce dont l'évolution de 1968 à 1969 en France donne un cas frappant.

Cependant, ces traits du rapport salarial qui permettent, sous certaines conditions, de stabiliser les fluctua-

tions cycliques, sont à l'origine d'un progressif déplacement des contradictions liées à la reproduction du capital :

— La relative indépendance du salaire direct vis-à-vis du chômage implique que les récessions n'ont plus nécessairement pour effet de réduire la croissance des salaires nominaux. De la même façon, la quasi-indexation de ces derniers sur le coût de la vie tend à accentuer les rythmes d'inflation nécessaires pour restaurer un partage salaire/profit donné. Ainsi s'explique qu'à partir du milieu des années 1960 les difficultés rencontrées par la valorisation du capital entraînent une accélération continue de l'inflation... sans que pour autant soit assurée une croissance des profits réels. Enfin, et c'est le facteur le plus important, dans la mesure où les conventions salariales retiennent la productivité comme l'un des déterminants de l'augmentation des salaires, la quasi-stabilité ainsi introduite dans le partage de la valeur ajoutée hypothèque les possibilités d'une restauration des profits dès lors que la poursuite de l'accumulation impose un renouvellement des normes de production, impliquant un alourdissement de la structure du capital.

— La progressive atténuation des ajustements en baisse de l'emploi favorise les revendications des travailleurs concernant la garantie de l'emploi. Ainsi s'introduit une contradiction majeure, puisque à la nécessaire mobilité du capital s'opposent diverses tendances au ralentissement des mouvements de main-d'œuvre de secteur à secteur. Plus généralement, les luttes des travailleurs concernant l'organisation du procès de travail peuvent mettre en péril les sources mêmes d'extraction de la plus-value... et non plus seulement les conditions du partage du revenu. Or telle est la source majeure de fragilité du régime d'accumulation constitué après la Seconde Guerre mondiale.

— Enfin l'extension du salaire indirect introduit une série de contradictions nouvelles par rapport aux structures du capitalisme concurrentiel. D'une part, la perception d'un revenu sans vente quotidienne de la force de travail atténue, voire rompt, la force des liens qui traditionnellement attachaient le « travailleur libre » aux impératifs du capital ; dans ces conditions, les pulsations de l'armée de réserve n'exercent plus nécessaire-

ment les mêmes effets sur la malléabilité de la force de travail et sur la discipline à laquelle sont astreints les travailleurs. D'autre part, les difficultés d'exploitation de la force de travail peuvent alors se traduire par un gonflement des budgets sociaux, ce qui a pour effet de faire apparaître comme une tension des finances publiques, ce qui fondamentalement dérive des contradictions nées dans la sphère de la production.

Ainsi les facteurs sociaux mêmes qui ont permis l'instauration d'un régime d'accumulation intensive centré sur la consommation de masse rendent-ils possible de nouvelles sources de crise propres à ce régime. Pour l'essentiel, la réduction des tensions liées à la non-réalisation butent à terme sur les difficultés de valorisation du capital. Comme le montre J. E. ROEMER (1978), si la pratique des négociations collectives retient une influence de la productivité sur les salaires conduisant à une relative stabilité du partage salaire/profit, tout alourdissement de la composition technique (tout spécialement dans la section des moyens de production) conduit à une chute du taux de profit, contrairement au cas où la norme de consommation ouvrière était indépendante de l'évolution des normes de production⁴⁹. Dans ces conditions, l'épanouissement des formes monopolistes de la concurrence entre capitaux et du rapport salarial rend de plus en plus vraisemblable une chute effective et non plus seulement tendancielle du taux de profit. Mais il faut alors s'interroger sur le rôle propre de deux autres transformations majeures intervenues après la Seconde Guerre mondiale concernant d'une part l'État, d'autre part l'internationalisation.

3. Extension et mutation du rôle de l'État dans la constitution d'une régulation monopoliste

C'est en effet une mutation concernant l'État qui justifie les nombreuses périodisations qui considèrent comme nouveau le stade atteint par le capitalisme, soit

49. Ainsi s'introduit une différence majeure par rapport aux crises en accumulation intensive sans consommation de masse, dont on a examiné le cas en II. 3.

après la Première Guerre mondiale, soit après la Seconde. La plupart des théories proposées font intervenir à la fois une extension quantitative des interventions de l'État et une mutation d'ordre qualitatif des relations de ce dernier avec les monopoles. Selon certains économistes keynésiens (A. HANSEN, 1964), la croissance de la part de la valeur ajoutée transitant par l'appareil étatique expliquerait la relative régularité de la conjoncture, grâce en particulier aux nombreux stabilisateurs automatiques que comporte l'organisation budgétaire et fiscale des États capitalistes contemporains. Pour d'autres auteurs, tel P. M. SWEEZY, ce serait essentiellement une croissance continue des dépenses improductives (celle des monopoles et surtout de l'État : dépenses militaires, gonflement de la bureaucratie publique) qui rendrait compte, après la Seconde Guerre mondiale, du non-retour des tendances à la stagnation... tout au moins jusqu'aux années soixante-dix. Pour les tenants du C. M. E., enfin, la fusion de l'État et des monopoles conduirait à concentrer l'ensemble des interventions publiques sur une aide à l'accumulation et à la valorisation du capital, principalement à travers un dispositif de subventions (explicites ou cachées) au grand capital (LEPORS, 1977) et une aide à la reproduction de la force de travail (GREVET, 1976).

L'analyse historique qui précède conduit à rejeter comme éminemment partielles ces analyses puisque, selon le cas, l'État se trouve réduit à la seule « fonction » de régulation chez les keynésiens, de valorisation chez les marxistes de l'école stagnationniste, de valorisation et de soutien du profit monopoliste pour les théoriciens du C. M. E. En fait, l'État ne saurait se réduire à aucune de ces fonctions qui constituent autant d'impératifs, parfois contradictoires, qui pèsent sur la reproduction dynamique des rapports capitalistes.

Selon la problématique développée ici, l'État apparaît comme le lieu où les luttes politiques contribuent à dégrader selon un processus complexe et traversé de contradictions les formes structurelles et institutionnelles nécessaires à la poursuite de la reproduction d'ensemble de chaque formation sociale. Dans ces conditions, *le rôle de l'État dans l'instauration du nouveau régime d'accumulation dépasse largement ses seules interventions au titre des dépenses publiques ou de la fiscalité pour concerner l'ensemble des rapports sociaux constitutifs du capitalisme*. Ainsi a-t-on déjà évoqué le rôle

déterminant de l'État dans la codification puis l'institutionnalisation du nouveau rapport salarial de type monopoliste. De la même façon, l'histoire du capitalisme français fournit maints exemples (Premier et Second Empires, V^e République, etc.) d'une intervention directe du pouvoir politique dans la direction de l'accumulation, l'organisation de la concurrence entre capitaux et, dans certains cas, la constitution d'un capital financier dominant.

Mais une transformation majeure intervenue dans le capitalisme contemporain tient au fait qu'après la Seconde Guerre mondiale *l'État prend en charge, puis transforme les conditions de la création monétaire*. En effet, l'apparition sur le devant de la scène des politiques monétaires correspond à l'altération de la contrainte monétaire du fait de l'institutionnalisation du cours forcé et de son usage aux fins de soutien de l'accumulation et plus généralement de l'activité économique⁵⁰. Il est assez évident que la levée de la contrainte monétaire stricte qui prévalait antérieurement est une condition nécessaire pour que puissent se manifester les effets favorables qu'exercent sur la constitution d'une régulation monopoliste les changements intervenus dans l'organisation du rapport salarial et des formes de la concurrence. D'un point de vue théorique, en effet, les travaux de B. BILLAUDOT (1977) et de A. LIPIETZ (1979) tendent à montrer que la transformation permanente des normes de production qui est à la base de l'accumulation intensive centrée sur la consommation de masse rend possible un état d'inflation continue ; tel est l'une des différences essentielles entre la régulation monopoliste qui sous-tend ce régime d'accumulation et la régulation concurrentielle associée aux régimes antérieurs.

Une rapide analyse historique confirme cette conclusion : la diversité, selon les pays, de l'évolution enregistrée de 1929 à 1938 suggère en effet que l'organisation de la création monétaire joue un rôle crucial dans la possibilité de poursuite durable de l'accumulation intensive. Ainsi le rétablissement de l'étalon-or en Angleterre et en France accentue-t-il la profondeur de la dépres-

50. Pour une analyse de ce point, on se reportera aux travaux de R.-M. GELPI (C. O. R. D. E. S.-C. E. P. R. E. M. A. P., 1977, t. III, chap. V). Les caractérisations qui suivent rejoignent sur de nombreux points les conclusions de P. GROU (1977).

sion, alors qu'au contraire l'instauration du cours forcé permet, après 1933, à l'Allemagne une reprise vigoureuse de l'accumulation.

Mais les transformations intervenues dans le statut de la monnaie et la pratique effective des politiques monétaires⁵¹ ne sauraient suffire à éliminer les contradictions propres au M. P. C., qui demeurent mais peuvent prendre une forme originale.

Déplacement des contradictions plus que « résolution » par l'État des crises

En effet, ces changements rendent possible une atténuation des crises cycliques... tant que structurellement les conditions qui président au rapport salarial et à la monopolisation du capital induisent un régime d'accumulation stable. Sans qu'il soit besoin de revenir sur l'exemple de la crise de 1930, il est clair qu'*aucune politique contracyclique* — quelle que soit la variété des instruments dont elle aurait usé : actions sur le crédit, la fiscalité, les dépenses publiques, etc. —, n'aurait pu alors résorber le *déséquilibre cumulatif* apparu entre la dynamique de la production et celle de la demande sociale ; à rapport salarial inchangé, seule une extension *cumulative* des interventions publiques aurait permis la poursuite de l'accumulation antérieure, non sans l'apparition à terme de nouveaux déséquilibres. Aussi observe-t-on que la sortie de la stagnation s'accompagne, après la Seconde Guerre mondiale, d'une montée en flèche de la part de la plus-value transitant par l'État, puis d'une relative stabilisation de cette dernière tout au moins jusqu'au milieu des années soixante. Au cours de cette période, les politiques menées par l'État parviennent à atténuer l'ampleur des fluctuations conjoncturelles, tant que les transformations majeures intervenues dans l'organisation des conventions salariales et la stratégie des grands groupes garantissent à peu près une stabilité du régime d'accumulation.

51. En tout état de cause, le fait que le système bancaire demeure décentralisé, bien que hiérarchisé, introduit une distance considérable par rapport au modèle pur de cours forcé dans lequel une seule banque aurait le monopole de l'émission monétaire. Cela constitue une raison supplémentaire pour considérer que les transformations intervenues dans les systèmes monétaires contemporains ne sauraient suffire à impliquer une nouvelle forme de la régulation globale.

Dans ces conditions, les limites de « la régulation par l'État » apparaissent évidentes : dès lors que par exemple se détériorent les conditions d'exploitation de la force de travail, le rééquilibrage du système suppose une extension croissante des interventions publiques... ce qui, dans un premier temps, peut atténuer les facteurs qui pèsent à la baisse sur le profit, mais qui vient ensuite entraver les possibilités d'une restauration durable de ce dernier. Ainsi comprend-on que certains économistes orthodoxes (R. BACON et W. ELTIS, 1978) ou marxistes (O'CONNOR, 1973) aient pu développer la thèse selon laquelle dans le capitalisme contemporain les crises se traduiraient de façon privilégiée au niveau de l'État. D'un point de vue théorique, cela revient à admettre que la simple action par l'État sur les variables traditionnelles de la politique monétaire, budgétaire et fiscale s'avère incapable de résorber celles des contradictions les plus fondamentales dont l'origine se trouve dans les conditions d'extraction et de réalisation de la plus-value. Ainsi peuvent s'expliquer certaines des hyper-inflations les plus spectaculaires de l'entre-deux-guerres, ou de la période contemporaine⁵². Ce qui est alors en jeu, c'est la transformation d'un ou plusieurs des rapports sociaux fondamentaux du capitalisme. Ainsi la sortie d'une grande crise suppose non la continuité d'une simple action quantitative mais la rupture d'une ou plusieurs des formes structurelles antérieures.

Cette relativisation du rôle de l'État est encore renforcée si l'on tient compte du fait que l'autonomie des divers États nationaux n'est que relative : quelle que soit l'organisation initiale de la division internationale du travail, la concurrence sur le marché mondial et le mouvement du capital de nation à nation finissent toujours par imposer à chacun des systèmes productifs nationaux les normes internationales de production et d'échange.

Aussi est-il nécessaire d'examiner brièvement quelles sont les transformations des relations internationales qui ont permis le développement original enregistré au sein des métropoles capitalistes dominantes depuis la Seconde Guerre mondiale.

52. La crise du change joue alors un rôle crucial dans le déroulement aussi bien que dans la sortie de la crise (voir à ce sujet les travaux de A. ORLÉAN, 1978, sur l'hyper-inflation allemande de l'entre-deux-guerres).

4. Processus d'internationalisation, régulations nationales et crise mondiale

Il est clair que la crise ouverte en 1973 ne se limite pas à une fraction des économies dominantes mais concerne bien le système mondial dans sa totalité. Cependant, une telle caractéristique n'est pas neuve puisque les historiens des crises, tels M. FLAMANT, J. SINGER (1968) ou J. BOUVIER (1974) insistent sur leur caractère mondial, dès le milieu du XIX^e siècle, voire dès le XVIII^e siècle comme le montre KINDLEBERGER (1978). Sans prétendre apporter de réponse assurée, il est donc nécessaire d'explicitier brièvement comment le présent cadre d'analyse — centré sur la considération des contradictions de l'accumulation du capital au sein de l'État-nation — devrait être complété afin de prendre en compte le caractère mondial des grandes crises du capitalisme.

a) Levée des blocages de l'entre-deux-guerres...

Comme le montrent les travaux de A. CAPIAN (1973), I. WALLERSTEIN (1974), W. ANDREFF (1976), DE BERNIS (1977), depuis ses origines même lointaines, le capitalisme est caractérisé par une interaction étroite entre la nature et l'intensité de l'accumulation dans les métropoles impérialistes et le redécoupage permanent de l'espace géographique mondial (en particulier grâce à l'exportation de capital). Dans sa synthèse sur l'histoire du capitalisme, F. STERNBERG (1956) insiste en outre sur la concomitance entre les grandes crises capitalistes et les blocages intervenus dans l'expansion internationale de l'accumulation. Selon cet auteur, il semblerait qu'au cours de la décennie qui précède la Première Guerre mondiale soient perceptibles maints signes d'une exacerbation des contradictions entre métropoles impérialistes, tenant tout particulièrement au fait que la domination anglaise est remise en cause par la montée du capitalisme allemand. De 1919 à 1938, ce même blocage va s'approfondissant, car l'essor du capitalisme américain intervenu pendant la guerre vient définitivement saper les bases objectives d'une restauration de l'hégémonie européenne⁵³. Dans ces conditions,

53. Ce que ne manquent pas de remarquer maints observateurs de cette période cruciale. Ainsi C. P. KINDLEBERGER (1978) fait-il

l'ampleur de la dépression de 1929 ne tient pas seulement aux limites de l'accumulation intensive au sein des capitalismes dominants, mais aussi à une crise de l'articulation de ces économies avec le reste du monde. Un lien très profond unit d'ailleurs ces deux crises. Le caractère éminemment déséquilibré de l'accumulation interne rend nécessaire de fortes exportations de marchandises et de capitaux à destination des autres zones ; en outre, l'émigration des travailleurs joue un rôle important au cours de cette même période. Dans la mesure où conflits entre impérialismes européens d'une part, rigidité du découpage colonial d'autre part viennent interdire une expansion durable du capital, les mouvements de capitaux prennent la forme de placements financiers à court terme, de nature spéculative⁵⁴. Dès lors, il n'est pas surprenant que le déroulement de la dépression fasse alterner crack boursier, crise industrielle, faillites bancaires en chaîne, les crises se transmettant de pays à pays pour concerner l'ensemble du système mondial. Fondamentalement, donc, la crise de 1929-1930 tient à la fois aux contradictions internes (inadéquation du rapport salarial dans les économies impérialistes) et externes (inadéquation des formes sociales héritées du colonialisme et de l'ancienne hégémonie européenne par rapport aux nouvelles tendances de l'accumulation).

A contrario, il faut expliquer quelles sont les conditions internationales qui ont permis la reprise de l'accumulation aux États-Unis, en Europe et au Japon après la Seconde Guerre mondiale. Trois transformations jouent en faveur de cette reprise :

— Pour la première fois dans l'histoire du capitalisme, peut-être, le réaménagement du rapport salarial précédemment décrit est susceptible de conduire à une expansion du capital qui ne suppose plus de façon cru-

remarquer que l'ampleur de la crise de 1929-1930 tient pour une large part au fait que l'Angleterre voulait, mais ne pouvait pas, assurer la stabilisation de l'économie mondiale, alors que les États-Unis auraient pu, mais ne voulaient pas, assurer la fonction de puissance hégémonique. Au-delà de la prudence des termes, c'est bien d'une crise de l'impérialisme qu'il s'agit.

54. Le fait qu'après la Première Guerre mondiale le système financier continue à avoir pour clé de voûte le marché londonien et pour devise centrale la livre anglaise, alors que l'économie anglaise n'est plus l'« atelier du monde », n'est pas sans introduire une contradiction supplémentaire (voir à ce sujet H. MORSEL, 1977).

ciale la tentative de résolution des *problèmes liés à la réalisation* par un redécoupage permanent de l'espace mondial. Mais cela ne signifie pas que l'impérialisme *doive* disparaître. Bien au contraire, tout se passe comme si une nouvelle articulation interne du capital avec la paysannerie d'une part, le salariat de l'autre impliquait une forme différente d'impérialisme. Après la Seconde Guerre mondiale, à travers l'exportation de capital les métropoles impérialistes visent principalement⁵⁵ à *dégager les conditions de valorisation* les meilleures ; ainsi s'explique que les investissements extérieurs se concentrent sur la production de matières premières, d'énergie, puis sur les marchandises (biens de consommation principalement) dont les conditions sociales de production sont devenues moins avantageuses au sein des métropoles elles-mêmes. En outre, à l'*émigration* hors des économies dominantes du XIX^e siècle et de l'entre-deux-guerres s'oppose après 1945 une forte *immigration* de travailleurs vers les nouveaux centres de l'accumulation, renversement qui est particulièrement net en Europe. Ainsi est franchie une nouvelle étape dans l'expansion des rapports capitalistes au niveau mondial.

— Après la Seconde Guerre mondiale, un nouveau renforcement du capitalisme américain assure à ce dernier une domination incontestée : le plan Marshall fournit un exemple frappant du renversement intervenu, puisque c'est sous l'égide des capitaux américains que se reconstruisent les économies européennes et japonaise et que, plus généralement, se structure l'espace mondial. La constitution à Bretton Woods d'un nouveau système monétaire, l'importance que prennent progressivement les institutions destinées à restaurer la convertibilité des monnaies et la libre circulation des marchandises donnent une idée de l'ampleur des changements intervenus par rapport aux années trente. Jusqu'au milieu des années soixante, ces changements exercent un effet favorable à l'accumulation pour la plupart des économies dominantes et non pas seulement pour les États-Unis.

55. Car bien sûr les impératifs de réalisation sont toujours présents et peuvent réapparaître comme dominants lors de certains épisodes.

— Enfin, à partir du milieu des années cinquante, la perte de leurs colonies par la quasi-totalité des pays européens ouvre la voie à un redéploiement de l'impérialisme selon le dynamisme respectif de ses divers pôles. En ce sens, le néo-colonialisme qui s'instaure alors s'avère lui aussi favorable à une reprise de l'accumulation car se trouve éliminé l'un des facteurs de blocage intervenus dès la fin du XIX^e siècle.

Il ne fait pas de doute que ces transformations exercent toutes un effet favorable sur la dynamique du profit grâce à une expansion considérable des marchés ouverts aux métropoles impérialistes et plus encore à l'implantation de nouvelles unités de production dans des pays « neufs ». Mais sur ce point encore il faudrait se garder de conclure que ces transformations suffisent à éliminer le caractère fondamentalement contradictoire de la reproduction capitaliste : d'abord favorables à l'atténuation des tensions dans la formation du profit, ces changements induisent dans un second temps certains déséquilibres dont l'ampleur va croissant et qui rendent manifeste le conflit entre les tendances de la division internationale du travail et le maintien des formes institutionnelles qui, au niveau mondial, régissent les relations financières et monétaires.

b) ... mais apparition de nouvelles contradictions

La dynamique ainsi impulsée au niveau mondial contient en germe la remise en cause du schéma d'accumulation institué après 1945, et partant des régulations nationales et internationale qui ont permis sa permanence pendant plus de vingt ans. On signalera trois des facteurs qui vont en ce sens :

— Contrairement au cas de la domination anglaise, celle instituée par le capitalisme américain, s'avérera beaucoup moins durable puisqu'on trouve, dès le milieu des années cinquante, certains signes d'un relatif déclin tout au moins au strict plan économique, la part de la production américaine dans le total mondial ne cessant par exemple de décliner. Ainsi se trouvent entamées les bases économiques de la domination américaine qui subsiste cependant pendant plus d'une décennie du fait de la lenteur des mécanismes économiques à l'œuvre et plus encore grâce à la permanence du pouvoir financier,

monétaire et surtout politique exercé par les États-Unis. Une fois achevée la reconstitution des capitalismes européens et japonais, les années soixante enregistrent une exacerbation de la concurrence entre métropoles capitalistes qui conduit à terme à *une remise en cause plus ou moins complète de l'hégémonie américaine*⁵⁶. Or le déclin de l'impérialisme anglais suggère qu'il est difficile qu'une domination politique et financière puisse durablement subsister après l'effondrement de la suprématie dans la constitution des normes de production prévalant au niveau mondial. Aussi n'est-il pas surprenant que les premiers signes de déséquilibre apparaissent à partir de 1967 dans la succession de crises monétaires internationales.

Par référence à la longueur de la domination de l'impérialisme anglais, la relative brièveté de celle du capitalisme américain peut partiellement s'expliquer par le passage à une accumulation à dominante intensive. Dans un tel régime, en effet, l'imposition par un pays des normes de production à l'échelle internationale suppose *un renouvellement permanent des bases de la suprématie industrielle*. Aussi comprend-on que des conditions sociales favorables (tenant tout particulièrement à la nature du rapport salarial) permettent à certains capitalismes (japonais ou allemand) de dépasser le capitalisme dominant en moins d'un quart de siècle. Or on ne trouve aucun exemple dans l'histoire des relations internationales d'un équilibre durable du système mondial en l'absence d'un pôle dominant : la désorganisation de l'économie mondiale de 1929 à 1938 fournit un exemple du caractère fondamentalement instable d'un système dans lequel coexistent plusieurs métropoles capitalistes dont aucune n'est assez puissante pour imposer sa domination⁵⁷. Avec toute la prudence qui s'impose,

56. Ainsi peuvent s'expliquer les problèmes que rencontre A. CAPIAN (1973) dans l'interprétation de la période 1945-1970. En effet, prenant pour base l'articulation entre économies dominantes et économies dominées, ce dernier parvient à rendre compte de façon très convaincante de la période de domination de l'économie anglaise (le XIX^e siècle), mais se heurte à des difficultés croissantes au fur et à mesure que les contradictions entre économies dominantes se font plus aiguës (entre-deux-guerres, période contemporaine).

57. Voir par exemple les analyses de C. P. KINDLEBERGER dans *The World in Depression 1929-1939*, 1973, ou encore les positions contradictoires exprimées dans l'ouvrage édité par B. W. ROWLAND (1976).

cette analogie suggère que la remise en cause de la suprématie américaine ne désigne pas un simple « désajustement » mais bien une rupture de l'une des conditions structurelles qui jusqu'à la fin des années soixante avaient assuré la stabilité du capitalisme au niveau mondial.

— Une seconde série de contradictions apparaît dans *le mode d'articulation des métropoles impérialistes avec ce que les courants tiers mondistes ont coutume d'appeler la périphérie*. Même si l'expansion du capital international n'a pas reposé de façon privilégiée sur un mouvement massif vers la périphérie⁵⁸, on ne saurait nier les avantages que les métropoles capitalistes ont pu tirer de l'approvisionnement en matières premières industrielles, denrées agricoles... et force de travail venues de ces régions du monde. Bien que non sans précédent historique⁵⁹, le mouvement de détérioration des termes de l'échange au détriment des pays dominés ou plus fondamentalement encore le mécanisme de l'échange inégal n'a pas manqué d'exercer une influence significative sur le taux de profit global. Il est dès lors tentant de rechercher l'origine de la crise actuelle dans un affaiblissement de l'impérialisme sous l'effet des luttes des peuples de la périphérie (S. AMIN *et al.*, 1974). Pour autant que les analyses qui précèdent soient fondées, il semble difficile de retenir comme déterminant *unique* un tel facteur, car les contradictions qui sont à l'origine de toute grande crise traversent l'ensemble de l'économie mondiale (y compris les métropoles capitalistes) et non les seules relations entre centre et périphérie. En définitive, si la montée du prix des matières premières et de l'énergie constitue les prémices de l'entrée dans la crise de 1974-1975, ces augmentations ont été permises par l'interaction de deux phénomènes dialectiquement liés : le renforcement politique de la périphérie et la situation favorable aux producteurs que crée le boom de l'accumulation qui prend naissance à partir de 1969.

58. Ce dont témoigne en particulier le fait que la part du commerce mondial en direction de ces pays a eu tendance à décroître au cours des vingt dernières années et que l'investissement international s'est surtout concentré sur les pays capitalistes les plus avancés.

59. Les travaux de A. Capian, déjà cité, montrent clairement l'alternance de phases longues de montée puis de baisse des termes de l'échange entre métropoles capitalistes et reste du monde.

— On peut donner une autre expression aux deux séries de contradictions précédentes et insister, comme le font de nombreux auteurs (G. DE BERNIS, 1978, P. DOCKES et B. ROSIER, 1978), sur les conséquences des tendances de la division internationale du travail sur la possibilité (ou plutôt l'impossibilité) de régulation du système mondial. Si la décennie qui suit la Première Guerre mondiale est caractérisée par la reconstitution des systèmes productifs sur une base essentiellement nationale (tout au moins pour les métropoles capitalistes dominantes), le prolongement des tendances de l'économie mondiale conduit ensuite à une déstructuration de la cohérence nationale de ces systèmes productifs⁶⁰. Or la régulation monopoliste qui se trouve à l'origine du mode de développement institué après 1945 repose sur des bases spécifiquement nationales puisque, comme on l'a supposé, c'est sur la base de la nation que se constitue historiquement chaque classe ouvrière (et partant un rapport salarial spécifique), qu'un appareil d'État tend à assurer la reproduction dynamique des diverses classes sociales et que s'établit un type précis d'articulation vis-à-vis de l'économie mondiale. Or la possibilité qu'a ce mode d'organisation de maintenir une certaine stabilité de l'accumulation se trouve compromise dès lors qu'une fraction croissante de la reproduction économique s'effectue hors du territoire national. Ainsi, selon ces auteurs, les germes de crise tiendraient au fait qu'au niveau international les formes institutionnelles nécessaires à la régulation globale seraient en retard par rapport à l'évolution de la division internationale du travail.

Les présentes analyses tendent à confronter certains éléments de cette problématique qui pourtant n'explicitent que l'une des sources possibles de crise en régulation monopoliste.

En effet, au fur et à mesure que se développent des recherches comparables sur les différentes économies dominantes⁶¹ apparaît clairement la diversité des formes

60. L'article de H. BERTRAND (1979) confirme en effet l'existence pour la France de trois périodes distinctes quant à l'internationalisation : désengagement du marché mondial de 1950 à 1956, insertion croissante mais à un rythme modéré jusqu'en 1967, accélération de cette tendance ensuite, en sorte que la reproduction des deux sections est depuis lors de plus en plus internationalisée.

61. On pourra se référer aux travaux de M. AGLIETTA et M.

que peut prendre la régulation monopoliste selon l'histoire même de chaque formation sociale. En conséquence, l'hétérogénéité considérable qui continue à caractériser ces dernières est susceptible d'accroître les divergences des évolutions nationales de façon encore plus nette en régulation monopoliste qu'en régulation concurrentielle. Dès lors, les contradictions apparaissent d'autant plus aiguës au niveau international, et se manifestent dans la sphère monétaire. En effet, dans la mesure où, en régulation monopoliste, les mouvements du niveau général des prix constituent l'un des moyens clés par lesquels s'opèrent les ajustements du schéma d'accumulation, l'éclatement de la fixité des taux de change constitue la conséquence nécessaire des divergences d'évolution selon les nations des normes de production et d'échange. Les crises financières et monétaires qui se succèdent depuis le milieu des années 1960 peuvent s'interpréter comme autant de tentatives en vue de restaurer une cohérence d'ensemble à la division internationale du travail. Or il semblerait que l'organisation des relations internationales héritée des années soixante s'avère incapable d'assurer un retour automatique à une stabilité du système mondial.

Mais il n'est pas fondé de supposer que le seul facteur de crise tiende à un retard de la régulation au niveau mondial. D'une part, lors de certains épisodes historiques cruciaux, l'inefficacité des processus de régulations désigne moins la carence des procédures d'ajustement que les limites structurelles atteintes dans la formation et la réalisation de la plus-value⁶². En ce sens, la thérapeutique n'est pas dans une simple redéfinition des politiques de « régulation » mais dans la constitution de nouvelles formes sociales permettant une reprise de l'accumulation. D'autre part, abstraction faite des éléments de déséquilibres apparaissant au niveau mondial, les régulations monopolistes contiennent en germe leurs propres limites structurelles, puisqu'elles impliquent des transformations sociales ren-

FOUET (1978) sur les États-Unis, Y. BAROU (1978) sur le Royaume-Uni ou encore de C. SAUTTER sur le Japon et aux éléments de comparaison internationale du déroulement de la crise étudiés par R. BOYER, J. MISTRAL (1978).

62. Il suffit de se reporter aux interprétations qui ont été données antérieurement des grandes crises de 1848, 1873-1896, 1929-1930.

dant de plus en plus difficile l'extraction de la plus-value. Mais ce type de limite n'est pas un pur accident, car il est la conséquence logique de l'épuisement des formes institutionnelles progressivement mises en place pour surmonter la grande crise précédente de 1929-1930, qui avait été celle de l'accumulation intensive⁶³.

IV. Les années soixante-dix : l'ouverture d'une grande crise capitaliste

Il est temps de tirer de ces considérations historiques une caractérisation de la crise actuelle. On se propose de montrer par une analyse directe que cette dernière n'est pas la simple répétition de la crise de 1929, ni l'expression sous une forme inchangée des contradictions immanentes du mode de production capitaliste. Elle n'est pas non plus une simple récession dont la régulation monopoliste permettrait de sortir sans changement majeur dans la structure des économies capitalistes dominantes ou la division internationale du travail. Bien au contraire, selon la thèse avancée ici, les cinq dernières années marquent l'entrée dans une grande crise, dont la sortie suppose donc un réaménagement d'ensemble des formes structurelles progressivement constituées après la Seconde Guerre mondiale. La présente section se propose de rassembler les divers arguments en faveur de cette thèse. La vérification du fait que le processus de valorisation du capital bute sur les limites mêmes engendrées par le schéma d'accumulation caractéristique de l'après-guerre constitue une première étape dans la mise en évidence du caractère structurel de la présente crise ; même si l'on constate une certaine diversité selon les pays des facteurs de blocage de l'accumulation, les différences par rapport à la crise de 1929-1930 apparaissent manifestes. Le caractère infla-

63. C'est en ce sens qu'on pourrait parler d'une tendance à l'aggravation des crises (puisque chacune des grandes crises marque l'épuisement des contre-tendances et transformations structurelles apparues pour lutter contre les origines de la précédente) et non, au sens usuel du terme, d'une ampleur et d'une durée croissantes des dépressions.

tionniste et non cumulatif de la récession de 1974-1975 fournit un second indice du caractère original que revêt le déroulement — et non plus seulement l'origine — de la crise ainsi ouverte. De plus, l'absence de sortie endogène de la crise, cinq ans après son déclenchement, constitue une preuve supplémentaire du caractère structurel et pas simplement conjoncturel du blocage de l'économie mondiale. Enfin, la prolongation de la crise conduit à identifier l'ensemble des luttes qui visent à remettre en cause la forme précise qu'avaient prises l'organisation du rapport salarial, la nature des interventions de l'État et l'articulation de chaque économie capitaliste avec le marché mondial. C'est dire que la sortie de la crise ne résultera pas du jeu aveugle de déterminismes purement économiques, mais de la direction et de l'ampleur que prendront les luttes sociales et politiques menées aussi bien dans les métropoles capitalistes que dans les pays dominés. Tels sont les principaux points que l'on propose de soumettre à la discussion.

1. Les limites du régime d'accumulation de l'après-guerre

L'ensemble des évolutions sociales et politiques intervenues depuis la Seconde Guerre mondiale ont pour conséquence d'atténuer les tensions liées à la non-réalisation. L'unité contradictoire entre les processus de valorisation et de circulation se trouve alors particulièrement sensible à tous les facteurs affectant l'extraction de la plus-value. Dans ces conditions, les crises structurelles en accumulation intensive fondée sur la consommation de masse dérivent des limites que rencontre le processus de valorisation. Or précisément dès la fin des années soixante apparaissent un certain nombre de tensions, voire de blocages, liés à l'épuisement des conditions qui avaient permis jusqu'alors l'expansion sans précédent de l'accumulation au sein des économies capitalistes dominantes.

a) Des difficultés de valorisation du capital croissantes... mais inégales selon les formations sociales

Il convient de se souvenir que la tendance à la chute du taux de profit est une conséquence possible mais

non nécessaire des contradictions qui traversent le schéma d'accumulation de l'après-guerre. En effet, différentes transformations économiques ou sociales peuvent introduire, pour certains centres d'accumulation, des contre-tendances plus ou moins efficaces. On ne pourra parler de blocage que si les difficultés de valorisation concernent le système mondial saisi dans son ensemble. Compte tenu de la difficulté d'une analyse statistique menée à ce niveau⁶⁴, on considère successivement la dynamique des principales économies capitalistes.

Le cas français

En ce qui concerne la France, il est apparemment difficile de soutenir que la crise tient aux difficultés qu'aurait rencontrées à partir des années soixante le processus de valorisation du capital. Pour un ensemble très large de définition du taux de profit (avant ou après taxes, net ou brut, le capital étant apprécié au coût de formation ou au coût de renouvellement, etc.), il apparaît au contraire que le taux de profit sur la période 1968-1973 est supérieur à ce qu'il était au cours de la période 1956-1967⁶⁵ sans qu'il soit possible de déterminer avec précision s'il s'agit d'un trend ascendant permanent ou au contraire d'un changement ponctuel intervenu après 1968 (graphique 4). Par ailleurs, l'accumulation ne semble pas buter non plus sur un obstacle tenant à une instabilité financière accrue⁶⁶, selon une hypothèse souvent proposée pour les États-Unis par H. P. MINSKY (1975 et 1978) et reprise par M. AGLIETTA (1977). Il faut donc rechercher les contre-tendances qui ont permis à l'accumulation intensive centrée sur la consommation de se prolonger sans tension apparente jusqu'en 1973.

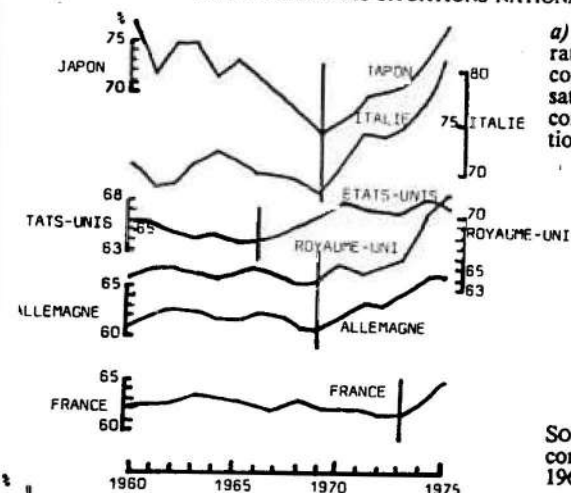
Une première série de facteurs tient à la *réorganisation des processus productifs* qui s'opère à partir du milieu des années soixante. D'une part, l'intensification des mouvements du capital de secteur et l'orientation de l'investissement (plus vers la recherche d'importants

64. Pour une analyse directe au niveau du capitalisme mondial, voir W. ANDREFF (1976).

65. Voir les divers travaux de B. GUIBERT (1975), B. LOISEAU, J. MAZIER, M.-B. WINTER (1976) et M. KING et J. MAIRESSE (1978).

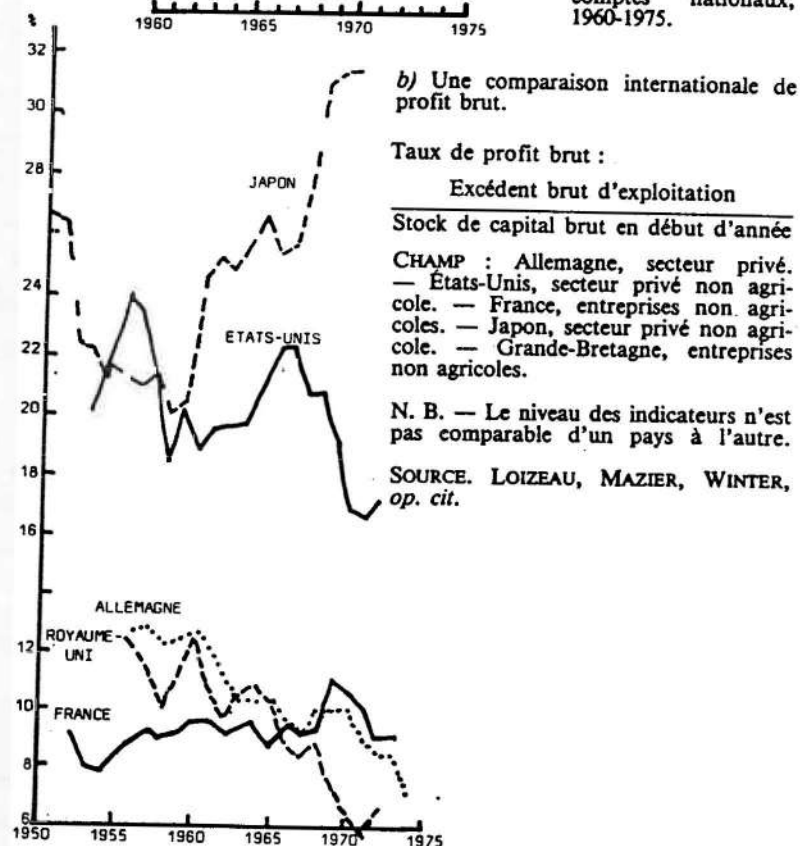
66. Pour quelques arguments en faveur de cette thèse on se reportera à R. BOYER, J. MISTRAL, 1978, p. 115 et s.

GRAPHIQUE 4. LE MOUVEMENT DU PROFIT COMME ORIGINE DE LA CRISE.
LA DIVERSITÉ DES SITUATIONS NATIONALES



a) Part de la rémunération des salariés corrigée de la salarisation croissante. Une comparaison internationale.

SOURCE. O. C. D. E., comptes nationaux, 1960-1975.



b) Une comparaison internationale de profit brut.

Taux de profit brut :

Excédent brut d'exploitation

Stock de capital brut en début d'année

CHAMP : Allemagne, secteur privé. — États-Unis, secteur privé non agricole. — France, entreprises non agricoles. — Japon, secteur privé non agricole. — Grande-Bretagne, entreprises non agricoles.

N. B. — Le niveau des indicateurs n'est pas comparable d'un pays à l'autre.

SOURCE. LOIZEAU, MAZIER, WINTER, op. cit.

gains de productivité que vers la simple extension des capacités de production) induisent une tendance favorable de la productivité apparente du travail, qui semble-t-il s'accélère à partir de 1967. Ce mouvement est encore renforcé lorsque, après 1968-1969, l'augmentation des salaires déclenche une spirale expansionniste dans laquelle croissance de la consommation, de la production, de la productivité des profits et de l'investissement vont de pair. D'autre part, une extension sans précédent du travail posté permet de limiter la chute du rapport de la valeur ajoutée au stock de capital avancé, mouvement dont H. BERTRAND (1976) a montré toute l'importance quand au soutien du taux de profit. Cela permet de comprendre a contrario comment l'arrêt de la réorganisation des procès de travail peut révéler le caractère éminemment coûteux en capital d'une évolution qui jusqu'alors semblait favorable (B. BILLAUDOT, 1977).

En second lieu, la régulation monopoliste a pour propriété de pouvoir reporter partiellement les tensions sur la rentabilité grâce à une *accélération de l'inflation*. Le mouvement commencé en 1968-1969 se prolonge en effet selon la logique antérieurement décrite, l'investissement prenant le relais de la consommation en un mouvement auto-entretenu qui a pour caractéristique de maintenir jusqu'en 1973 une remarquable stabilité du taux de partage salaire/profit (graphique 4). Pourtant, en régulation monopoliste ce mouvement est acquis grâce à une érosion continue de la monnaie, ce qui à terme peut conduire à l'un ou l'autre des deux blocages suivants : soit une baisse du taux de change vient sanctionner un usage du travail social non conforme aux normes de production et d'échange portées par le marché mondial ; soit la montée des prix est telle que le réinvestissement du cash-flow ne permet pas la poursuite de la production sur une échelle élargie. Dans les deux cas, on voit donc apparaître une limite à la résolution des problèmes de valorisation par l'inflation. En tout état de cause, cette limite ne semblait pas avoir été atteinte en France, tout au moins jusqu'en 1973.

Par contre, H. BERTRAND (1979) voit poindre au début des années soixante-dix deux « germes » au moins de tensions ou blocages dans ce qu'il appelle le régime central d'accumulation de l'après-guerre. D'une part, à partir de 1970 on enregistre une *montée de la composition-travail dans la section des biens d'équipe-*

ment, contrastant avec la quasi-stabilité des années soixante ; or une telle évolution a pour conséquence d'induire un processus *cumulatif* entraînant une chute du taux de profit⁶⁷. D'autre part, la reproduction du système repose sur une *internationalisation croissante* de la production (ce dont témoigne le fait que la section exportatrice prend le relais de la section nationale des biens de consommation).

Il est alors possible de tirer les premiers enseignements de ces analyses quant à l'origine de la crise. Le fait que le capitalisme français soit « entraîné » dans la crise mondiale n'est pas un accident, mais la conséquence nécessaire des transformations intervenues dans le régime d'accumulation ; en outre existaient à l'état embryonnaire les sources d'une évolution défavorable des conditions internes de valorisation. Mais il faut se demander ce que sont ailleurs ces mêmes processus.

Les autres pays capitalistes dominants

En fait, l'évolution du taux de profit ne manifeste aucune homogénéité, si bien que l'origine immédiate de la crise apparaît différente selon les pays.

— *Le Japon* présente le cas le plus paradoxal, puisque depuis le début des années 1960 et jusqu'en 1973 le profit semble manifester une nette tendance à la hausse (graphique 4). Tout comme pour la France, il faut faire intervenir une interprétation dans laquelle la crise trouve son origine soit dans l'accélération de l'inflation liée aux déséquilibres du schéma d'accumulation, soit dans l'incompatibilité de l'évolution interne par rapport aux tendances de l'économie mondiale.

— A l'opposé, *le Royaume-Uni et la R. F. A.* font effectivement apparaître une chute tendancielle du taux de profit (graphique 4). Le cas du capitalisme anglais est bien connu, au point que, quelle que soit leur problématique, tous les auteurs retiennent cette chute comme une caractéristique essentielle de la « crise permanente » qui caractérise ce dernier⁶⁸. Il semblerait

67. Contrairement au cas où la montée de la composition-travail intervient dans la section des biens de consommation, car c'est alors la déformation des prix qui permet d'ajuster la reproduction, sans mouvement cumulatif du taux de profit.

68. Telle est en effet la conclusion convergente des études de A. GLYN, B. SUTCLIFF (1972), de B. LOISEAU, J. MAZIER, M.-B.

même que, par référence aux tendances antérieures, la fin des années 1960 enregistre une accélération de cette chute du taux de profit. Très probablement, la forme que prennent les luttes des travailleurs, conjuguée avec la contrainte qu'exerce le marché mondial, explique aisément cette évolution : de fortes revendications salariales sont associées au freinage des mutations du processus de travail, si bien que les profits se trouvent laminés car les prix se forment sur la base des normes de production fondées au niveau mondial et non national. Bien que le rapprochement soit inattendu, on observe aussi une nette tendance à la baisse en R. F. A., due à la conjonction d'une chute de la part des profits dans la valeur ajoutée et d'une détérioration continue de la masse de capital nécessaire à l'obtention d'une unité de valeur ajoutée⁶⁹. Cependant, l'une des différences avec le cas anglais est peut-être que les niveaux de départ du taux de profit sont nettement plus élevés en R. F. A.⁷⁰, si bien qu'une tendance défavorable peut s'accompagner pendant un certain temps de la poursuite de l'expansion du capital, grâce à la prolongation des avantages acquis sur le marché mondial.

— Un troisième cas intermédiaire est celui des pays dans lesquels on n'observe pas de tendances de longue période à la chute du taux de profit, mais une chute assez brutale à la fin des années soixante. Pour l'Italie par exemple⁷¹, la part des profits dans la valeur ajoutée subit une brusque réduction vers la fin des années soixante, chute qui depuis lors n'a pas été résorbée. Dans ces conditions, il faut rechercher une explication non dans les tendances propres — en quelque sorte autonomes — des forces productives, mais très probablement dans l'orientation des luttes des travailleurs qui, à certaines époques cruciales, viennent limiter les possibilités de réorganisation du processus de travail et partant les possibilités d'extraction de la plus-value.

WINTER (1976), de Y. BAROU (1977), de M. KING, J. MAIRESSE (1978) et de T. A. CLARK, N. P. WILLIAMS (1978).

69. Cette baisse du taux de profit est confirmée par les plus récentes des études disponibles, telles celles de W. MÜLER-JENTSCH, H. J. SPERLING (1978) ou B. KEIZER (1978).

70. Bien que les comparaisons de niveau de taux de profit soient délicates, c'est ce que suggère l'étude de Y. BAROU, C. GABET et E. WARTEMBERG (1978).

71. Voir SYLOS-LABINI (1977).

La plupart des études disponibles sur le capitalisme américain convergent pour montrer que ce dernier aussi a moins souffert d'une *lente dégradation* des conditions de rentabilité que d'une *rupture* des conditions d'extraction de la plus-value au milieu des années soixante⁷². Il est par contre plus difficile de dégager une interprétation d'ensemble commune à toutes ces analyses. Chez les marxistes français, il est courant d'invoquer les limites sur lesquelles vient buter le néo-fordisme : vers 1966, les obstacles rencontrés dans l'organisation de la production appellent une accumulation intense destinée à restaurer les conditions d'une forte croissance de la productivité ; du fait de la faiblesse des profits disponibles, cette accumulation serait financée de façon massive par le recours à la création monétaire, évolution qui serait l'origine profonde de l'accélération de l'inflation qui intervient à partir de 1967⁷³. Pour certains radicaux tel WEISSKOPF (1978), une étude statistique rigoureuse des déterminants des mouvements du taux de profit conduirait à rejeter aussi bien la thèse d'un alourdissement de la composition organique du capital que celle d'une tendance à la sous-consommation comme origine de la crise actuelle. La détérioration du taux d'exploitation tiendrait moins à un renforcement de la position des travailleurs du fait de la vigueur de l'expansion qu'aux conséquences qu'exercerait une montée des prix agricoles et du prix des matières premières, beaucoup plus rapide que celle des prix des produits industriels du secteur des grandes sociétés. Très paradoxalement, on rejoindrait ainsi celles des thèses tiers-mondistes qui font dériver le blocage de l'accumulation aux États-Unis de la remise en cause du type d'articulation des métropoles capitalistes avec la « périphérie ».

En définitive, ces analyses confirment bien que l'expansion du capital s'accompagne à partir de la fin des années soixante de difficultés croissantes de valorisation... même si ces dernières sont variables selon les

72. En effet, des auteurs à la problématique aussi différente que W. D. NORDHAUS (1974), M. FELDSTEIN et L. SUMMER (1977), M. AGLIETTA (1977), T. E. WEISSKOPF (1978) s'accordent pour diagnostiquer une chute notable du taux de profit après 1966.

73. Selon cette interprétation, le financement monétaire des dépenses liées à la guerre du Vietnam ne serait pas l'origine déterminante de cette accélération de l'inflation, même si bien sûr ces dépenses ont contribué à l'entretien de ce mouvement.

pays. En ce sens, les années qui précèdent la crise actuelle sont différentes des années vingt : tendance à la détérioration du taux de profit dans un cas, forte augmentation de ce dernier dans l'autre. Il faut alors s'interroger sur les facteurs qui ont retardé puis précipité le déclenchement de la crise en 1974-1975.

Les interventions de l'État par l'intermédiaire de la fiscalité ont sans nul doute joué un rôle dans l'amortissement de la chute de la rentabilité. Ainsi au Royaume-Uni et aux États-Unis⁷⁴ une réduction quasi permanente du poids de la fiscalité pesant sur les sociétés a permis d'atténuer considérablement la chute du taux de profit avant taxes enregistrée à la fin des années soixante. Les tenants de la théorie du C. M. E. pourraient y voir une confirmation de leurs thèses ; pourtant, ce ne serait considérer qu'un aspect très partiel des contradictions sur lesquelles vient buter le régime d'accumulation. La stagnation durable de l'accumulation du capital anglais à l'intérieur des frontières du Royaume-Uni (mais non sa considérable expansion internationale) montre assez que de simples transferts publics ne peuvent résoudre le problème clé, celui de l'extraction de la plus-value. Pour la France d'ailleurs, les études menées en ce sens⁷⁵, très paradoxalement, font apparaître la faible ampleur relative des contributions du secteur public au soutien du taux de profit : les « béquilles du capital » si souvent invoquées par le C. M. E. seraient de bien piètres soutiens aux monopoles ! Ce sont donc d'autres facteurs qui ont permis la poursuite de l'accumulation à un rythme élevé jusqu'en 1973. Parmi ceux-ci, l'inflation joue un rôle majeur. Or les contradictions mêmes que suscite son accélération à partir de 1967-1968 semblent impliquer à terme un retournement des tendances antérieures.

b) *Le déclenchement de la crise : crise mondiale et crises nationales*

Une propriété de la régulation monopoliste est en effet de rendre possible une inflation permanente,

d'autant plus rapide que sont inconciliables *ex ante* les exigences du capital et les revendications des travailleurs. Le maintien du niveau du taux de profit résulte alors, pour une part, d'effets purement nominaux liés à l'accélération de l'inflation et non aux conditions réelles de rentabilisation du capital productif⁷⁶. De ce fait se trouve reportée dans le temps la nécessité de restaurer les bases réelles d'un relèvement durable des profits. L'accélération de l'inflation peut même bloquer la reproduction élargie du capital, en accroissant les prix des éléments rentrant dans la formation du capital plus rapidement que les profits nominaux. Cependant, jusqu'en 1973, aucune économie capitaliste ne vient buter sur cette limite. Par contre, une seconde caractéristique de la régulation monopoliste est de pouvoir prendre des formes précises, différentes selon l'histoire propre à chaque formation sociale. Ainsi s'accroissent les sources potentielles de divergence entre nations ; dans le même temps, la tendance à l'homogénéisation au niveau mondial des normes de production et d'échange exerce une contrainte de plus en plus stricte sur chacun des systèmes productifs nationaux. L'apparition dès la fin des années soixante de problèmes chroniques de balances des paiements manifeste le caractère contradictoire de ces deux séries d'évolution. En quelque sorte, si la logique de la régulation concurrentielle s'atténue *au sein* des économies dominantes, elle tend à réapparaître *au niveau mondial*. C'est ainsi que se manifestent les premiers signes d'un épuisement du régime d'accumulation de l'après-guerre. Pourtant, au niveau le plus apparent, c'est la flambée du prix des matières premières puis le quadruplement du prix du pétrole qui viennent cristalliser les germes de crise, apparus antérieurement. Les augmentations des coûts de production qui en découlent ont pour effet direct d'impliquer une chute du taux de profit. Si ce mouvement déclenche une crise générale, c'est que le relèvement de la rente pétrolière opère une ponction sur la plus-value, alors que précisément le système éprouve des difficultés à étendre celle-ci.

76. Ainsi pour les États-Unis les pratiques de comptabilisation des stocks ont-elles largement dissimulé la chute de la rentabilité effective enregistrée au début des années 1970. De la même façon en France, les appréciations sur stocks jouent un rôle non négligeable dans la montée du taux de profit retenu enregistrée de 1969 à 1973.

74. Les données fournies par T. E. WEISSKOPF (1978) pour les États-Unis, M. KING et J. MAIRESSE (1978) pour le Royaume-Uni et la France, ne laissent aucun doute sur l'ampleur de cette influence correctrice de la fiscalité.

75. Voir A. LEPORS (1977).

En effet, l'explication ne saurait s'arrêter au niveau du « choc pétrolier ». Pour prendre un exemple, le rôle du prix des matières premières n'a *en lui-même* rien de spécifique puisqu'on retrouve son influence dans l'interprétation des cycles conjoncturels de la fin du XIX^e siècle : de nos jours, tout comme de 1870 à 1913⁷⁷, les déséquilibres entre les capacités de production et la demande mondiale de matières premières expliquent pour une large part l'ampleur des mouvements à la hausse puis à la baisse du prix de ces dernières au cours du cycle. Dans la crise actuelle, le facteur nouveau est que ce mouvement vient se surimposer aux facteurs qui, antérieurement, avaient induit une chute du taux de profit, contrairement au cas de l'entre-deux-guerres où la crise trouvait son origine dans un niveau du taux de profit en quelque sorte trop élevé, si bien que l'augmentation des prix mondiaux des matières premières tendait plutôt à atténuer les déséquilibres du schéma d'accumulation. Ainsi peut-on interpréter que les augmentations intervenues à partir de 1972 aient eu un impact majeur dans le déclenchement de la crise du régime d'accumulation de l'après-guerre.

On peut trouver une confirmation indirecte de cette interprétation dans le fait que, contrairement à la crise de 1929-1930, le déclenchement de la récession apparaît lié aux difficultés de valorisation et pas seulement de réalisation. En effet, une étude du déroulement des enchaînements conjoncturels fait apparaître qu'en France la récession de 1974-1975 dérive non d'une chute initiale de la demande globale, mais bien d'une contraction de la production décidée par les capitalistes en réaction à la chute (effective ou prévisible) de la rentabilité. Ainsi s'explique que la récession touche de façon préférentielle le secteur des biens intermédiaires puis de l'équipement, alors que la poursuite d'une certaine croissance de la demande globale émanant des salariés permet un relatif maintien dans le secteur des produits de consommation. Le déroulement de la récession dans le secteur de l'équipement montre nettement l'antériorité de la chute de la production à la contraction des débouchés (graphique 5).

Mais les facteurs internes aux économies capitalistes dominantes ne sont pas les seuls à considérer dans la recherche des origines de la crise. En effet, les ten-

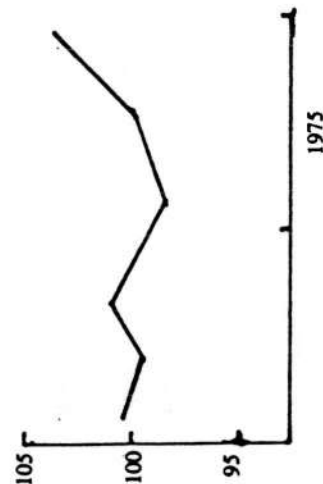
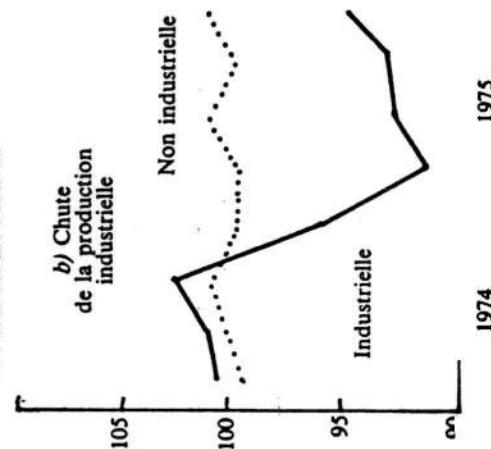
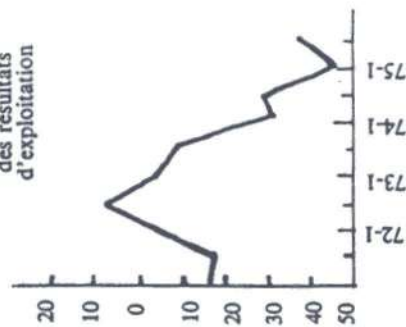
sions antérieurement apparues dans la division internationale du travail se trouvent exacerbées, mais non fondamentalement modifiées, par les conséquences de l'augmentation du prix du pétrole. Initialement, cette augmentation polarise les déficits entre d'une part les pays producteurs de pétrole et d'autre part les pays consommateurs ; *a priori* cela aurait dû favoriser le capitalisme américain au détriment des capitalismes japonais et européens⁷⁸. En fait, cinq ans plus tard, l'évolution effective apparaît tout autre : ce qui compta, en définitive, ce furent moins les richesses relatives en énergie et matières premières que *les possibilités d'une adaptation rapide des systèmes productifs nationaux aux tendances nouvelles de la demande mondiale*. Dans cette course au partage du marché mondial, les capitalismes japonais et allemand devaient supplanter le capitalisme américain, essentiellement du fait des caractéristiques de leur rapport salarial d'une part, des formes précises prises par la concentration et centralisation financières d'autre part⁷⁹. Ainsi s'explique que cinq ans après l'entrée dans la crise la polarisation des déficits retrouve la configuration qu'elle avait en 1973 : d'un côté de forts excédents commerciaux pour le Japon et l'Allemagne ; d'un autre côté un déficit durable de la balance des paiements américaine. Phénomène remarquable, le déficit global des pays capitalistes dominants vis-à-vis de l'O. P. E. P. a tendu à se résorber rapidement sous le double effet du ralentissement de la consommation de pétrole et du fort développement des achats liés à une industrialisation accélérée d'une fraction des pays de

78. Ce fut la conclusion quasi unanime de tous les prévisionnistes au début de l'année 1974. Cette unanimité conduisit, semble-t-il, certains marxistes à considérer que « l'arme du pétrole » avait constitué l'un des moyens pour l'impérialisme américain en vue de restaurer les bases de son hégémonie au niveau mondial.

79. Telle est maintenant l'interprétation la plus habituelle de l'évolution différentielle des économies dans la crise. Par exemple, les études de B. LAFAY (1976) insistent sur le rôle fondamental qu'a joué la vitesse d'adaptation aux « créneaux » du marché mondial comme facteur explicatif essentiel du dynamisme japonais et a contrario la « performance » très moyenne enregistrée par l'économie française de 1973 à 1977. Sous-jacentes à ces phénomènes d'adaptation se trouvent deux caractéristiques essentielles : le degré de mobilité de la force de travail et la forme d'organisation du capital financier (voir les travaux de A. BRENDER montrant les liens originaux noués au Japon entre les grands groupes industriels, l'appareil d'Etat et les fameuses maisons de commerce international).

77. Voir à ce sujet les analyses de W. A. LEWIS (1978).

LE CAS DE LA FRANCE

a) Stabilité
de la demande finale
(hors stocks)b) Chute
de la production
industriellec) Dégradation
des résultats
d'exploitation

moyenne

ordonnée est l'écart

relatives
à l'indice

l'O. P. E. P. Dans ces conditions, on ne saurait invoquer *la seule* action des pays producteurs de pétrole pour rendre compte de la rupture durable des tendances de la croissance intervenue depuis 1973... même si l'altération des termes de l'échange entre produits industriels d'une part, matières premières et énergie d'autre part, a effectivement impliqué une certaine réduction du taux de profit. Par contre, l'exacerbation des contradictions entre métropoles capitalistes continue à jouer un rôle essentiel dans le déroulement de la crise au niveau mondial.

Aussi tout comme lors de la crise de 1929-1930, le marché mondial a joué un rôle crucial dans la transmission et la généralisation de la présente crise, y compris à ceux des pays pour lesquels les limites de la révolution de l'accumulation intensive n'étaient pas encore atteintes. Ainsi peut-on interpréter l'origine de la crise pour les capitalismes français et japonais pour lesquels on observait jusqu'en 1973 des perspectives apparemment favorables à la poursuite de l'expansion du capital. A ce titre, on remarquera l'intérêt⁸⁰ de la conception adoptée ici, qui ne considère pas l'économie mondiale capitaliste comme totalement homogène mais au contraire tient compte de la spécificité des différentes formations sociales soumises à une même contrainte : celle qu'impose le marché mondial.

On se propose maintenant de mettre en évidence une seconde originalité de la crise ouverte en 1974.

2. Le caractère inflationniste et non cumulatif de la dépression

Au moment même du déclenchement de la récession au milieu de l'année 1974, il était courant parmi les économistes de douter du caractère essentiellement nouveau de la récession. Pour beaucoup, la prolongation de l'inflation en dépit de la chute rapide de la production ne tenait qu'à des phénomènes d'hystérésis dans l'adaptation du système de prix aux nouvelles conditions de

80. Mais aussi les limites, puisque le présent cadre d'analyse ne permet pas, en l'état actuel, de rendre compte de façon rigoureuse des limites rencontrées par le capital au niveau mondial.

production et de demande ; si en définitive l'inflation s'était maintenue, c'était à cause de la rapide interruption de la récession. Certains auteurs marxistes pronostiquèrent au contraire qu'allait s'amorcer une dépression cumulative pouvant conduire à terme à un ralentissement notable de l'inflation, voire à son élimination. Dans l'un et l'autre cas, c'était admettre que continuait à prévaloir une régulation de type concurrentiel, simplement affectée par quelques « viscosités » des processus d'ajustement.

Compte tenu des évolutions observées de 1974 à 1978, il est de plus en plus difficile de maintenir cette hypothèse d'une invariance de la régulation depuis la fin du XIX^e siècle ; qu'une nouvelle régulation de type monopoliste soit à l'origine des enchaînements conjoncturels observés apparaît au contraire de plus en plus vraisemblable. L'adoption de cette hypothèse fournit en définitive une explication logique de celles des caractéristiques de la crise actuelle qui sont originales : son caractère *durablement inflationniste* d'une part, *l'absence de dépression cumulative* d'autre part.

En effet, la poursuite de l'inflation au cœur de la récession résulte très directement de l'ensemble des caractéristiques de la régulation monopoliste. Un premier trait de cette dernière tient à la procédure originale de formation des prix des produits dans le secteur industriel et dans les services. Même si le cours des matières premières et des produits semi-transformés continue à être éminemment sensible aux déséquilibres entre les capacités de production et la demande mondiale (conformément au jeu de marchés concurrentiels), les prix des produits destinés à la consommation ou à la formation de capital ne baissent plus, eux, nécessairement lorsque se contractent les débouchés. Par contre, le fait que ces prix soient réactualisés lorsque changent les coûts de production introduit la possibilité directe d'un maintien, voire d'une croissance des prix alors même que chutent les ventes. Or précisément trois séries de facteurs contribuent à la croissance des coûts de production en dépit de la récession :

— La forme même des conventions salariales antérieurement conclues a pour effet de prolonger une *croissance du salaire nominal* qui, tout au moins à court terme, ne subit pas les conséquences défavorables que devraient a priori exercer la contraction de l'emploi et

l'extension du chômage. La situation est donc radicalement différente de celle qui caractérisait la régulation concurrentielle dans laquelle un délai très court (moins de six mois en général) séparait le retournement de la conjoncture industrielle de celui du salaire nominal.

— Pour la première fois dans l'histoire des économies capitalistes, la logique propre qui régit la *formation du salaire indirect* introduit une évolution contractuelle de cette partie du revenu salarial. Au cours de la crise, en effet, la part du revenu indirect dans les ressources totales des travailleurs n'a pas cessé de croître, renforçant encore le jeu de la nouvelle régulation du revenu salarial direct.

— En outre, *les obstacles que rencontrent les ajustements en baisse des effectifs salariés* s'accroissent encore à l'occasion de l'entrée dans la récession : l'action conjuguée de la stratégie des grandes firmes, les luttes des travailleurs pour la défense de l'emploi et les aides accordées par l'État contribuent à freiner notablement la réduction des effectifs qui aurait été rendue strictement nécessaire par la baisse de la production⁸¹.

De plus, l'absence d'un effondrement massif de la demande globale — grâce tout spécialement au maintien de la consommation des salariés, lui-même lié aux facteurs précédents — autorise la croissance des prix nominaux au sein même de la récession... ce qui aurait été rendu beaucoup plus difficile si s'était amorcée une dépression cumulative. Le tableau 2 déjà cité montre clairement comment ces évolutions introduisent une différence notable par rapport à la crise de 1929-1930 et plus généralement à l'ensemble des crises capitalistes antérieures.

Enfin, l'originalité des *mécanismes de la création monétaire* et des politiques monétaires effectivement suivies apparaît en pleine lumière à l'occasion de la crise : après une phase aiguë de tensions sur les trésoreries, le maintien d'un haut niveau de refinancement monétaire par l'institut d'émission permet d'éliminer tout risque de crise financière tenant à l'illiquidité soit des banques soit des entreprises industrielles. Cette évolution favora-

81. Comme l'ont montré d'autres travaux (R. BOYER, J. MISTRAL, 1978, chap. VIII), ce facteur différencie nettement la crise de 1929 et celle ouverte en 1974.

ble des conditions internes de la création monétaire est complétée et facilitée par une croissance massive des réserves monétaires internationales au cours de cette même période. Ainsi l'effet dépressionniste exercé par l'enchérissement du pétrole est-il contrebalancé par une extension considérable du crédit international. C'est là une différence importante par rapport à l'effondrement en chaîne du système monétaire et financier international de 1929 à 1933. En effet, les années 1974-1975 enregistrent, sur une vaste échelle, un renforcement de la coopération financière internationale entre grands groupes et banques centrales ; tout se passe comme si un ensemble de mouvements compensatoires venait très vite colmater toute possibilité de développement d'une crise financière mondiale. Il est d'ailleurs remarquable que le montant des réserves monétaires internationales s'accroisse d'un volume qui correspond approximativement au déficit pétrolier des principaux pays capitalistes consommateurs. Dans ces conditions se trouvent atténuées les tensions dépressionnistes qui sont traditionnellement associées à un déficit de la balance des paiements. Ainsi le caractère inflationniste de la crise actuelle résulte-t-il directement du *relèvement de la contrainte monétaire* (tant au niveau national qu'international) et pas seulement des transformations intervenues dans l'organisation du rapport salarial et des tendances à la monopolisation.

A l'aide de ces hypothèses générales, il est ainsi aisé de rendre compte de la poursuite de l'inflation en France de 1974-1975. Il est en outre possible d'interpréter la hiérarchie internationale des rythmes d'inflation par la diversité de la forme précise que la régulation monopoliste prend dans chaque formation sociale⁸².

Avant de montrer qu'un tel processus n'a pas pour propriété d'assurer une reprise en quelque sorte automatique de l'accumulation, c'est-à-dire de permettre une sortie « en douceur » de la crise, il faut revenir sur l'ensemble des facteurs qui rendent compte du caractère non cumulatif de la dépression. En effet, les mêmes déterminants qui rendent compte de l'inflation de crise sont susceptibles d'expliquer *l'interruption du processus cumulatif de chute de la production*, seconde différence majeure par rapport à la crise de 1929-1930. Outre les

82. Sur ces points, on se reportera respectivement aux chapitres VI et VII de l'ouvrage précité.

facteurs financiers tenant à l'organisation du crédit international déjà signalés, on explicitera trois des mécanismes qui contribuent à un tel retournement conjoncturel :

— La régulation monopoliste a pour propriété fondamentale de tendre à réduire les déséquilibres entre la dynamique de l'accumulation et celle de la demande sociale. Dans ces conditions, de *moindres désajustements dans le schéma d'accumulation*⁸³ nécessitent une réduction de l'activité dans chacune des deux sections beaucoup moins drastique que celle observée en 1929-1930, cas manifeste d'une accumulation intensive « déséquilibrée ».

— Le maintien d'un fort niveau de la consommation (tout spécialement en produits industriels) bloque toute spirale déflationniste du type de celle observée en 1929-1930. La comparaison qu'esquisse le tableau 2 (voir *supra*) est tout à fait explicite sur ce point : en particulier, *le relatif blocage des réductions d'emploi* observé en 1974-1975 exerce une influence déterminante sur le maintien du revenu salarial et donc de la consommation.

— Enfin, à travers la relance des dépenses publiques, le relèvement du salaire indirect et le soutien du crédit, l'État contribue à interrompre la récession entamée au milieu de 1974... même si comme on a eu l'occasion de le montrer antérieurement (section II.3), ce facteur est loin de suffire à expliquer le cours différent que prend la crise actuelle par rapport à celle de 1929-1930.

En conséquence, la chute initiale des stocks et la réduction de la formation de capital, enregistrées lors de l'entrée dans la récession, ne sont pas à l'origine d'un ajustement cumulatif en baisse de l'ensemble des grandeurs caractérisant le schéma d'accumulation : de moindres déséquilibres de ce schéma au cours de la période 1949-1973 que de 1920 à 1930 d'une part, le maintien de la consommation des salariés en 1974-1975 de l'autre évitent toute contraction massive de l'accumulation. Tout au plus la formation de capital productif est-elle sensiblement stagnante sur l'ensemble de la période 1974-1978⁸⁴.

83. Voir à ce sujet les éléments précédemment avancés en III.2.

84. C'est là une différence essentielle par rapport à la crise de 1929-1930. Pour ne citer qu'un exemple, aux États-Unis l'investissement *brut* et non pas simplement *net* tend à s'annuler de 1929 à

On mesure à nouveau les différences qui séparent la crise actuelle et la crise des années trente. Mais en outre la récession ouverte en 1974 n'est pas la simple répétition des récessions modérées antérieures, car il faut se demander si les facteurs mêmes qui ont évité des enchaînements catastrophiques ne contiennent pas en germe un certain blocage des conditions de sortie de la crise.

3. 1973-1978 : une non-sortie de la crise

Toute crise a pour effet de restaurer une cohérence entre des évolutions dont la divergence antérieure était à l'origine de l'arrêt du boom. Pourtant, le prolongement de la régulation monopoliste semble inhiber une partie des mécanismes qui lors des récessions modérées antérieures permettaient une reprise en quelque sorte automatique. Si l'on enregistre bien en 1975 un renversement de la chute de l'activité, les évolutions ultérieures n'ont pas permis de surmonter les obstacles qui étaient à l'origine directe de la crise, tout au moins jusqu'à présent. En effet, les problèmes de valorisation du capital ne sont nullement résolus par la récession. Au contraire, la reconduction des procédures antérieures de formation des prix et des salaires contribue dans la quasi-totalité des économies capitalistes concernées à déplacer le partage des revenus en faveur des salariés et non des capitalistes.

a) Une conséquence de la régulation monopoliste antérieurement constituée

Cette absence de redressement du taux de profit n'est pas un accident mais résulte d'un ensemble de mécanismes convergents dont on précisera les principaux. En premier lieu, la profondeur de la crise s'exprime dans le fait que la propriété de stabilisation du partage du revenu, antérieurement favorable à une restauration dynamique des profits, exerce maintenant au contraire un effet de blocage ; d'où le dilemme qui pèse sur les politiques salariales. D'un côté toute réduction du revenu salarial contracte le marché intérieur et

l'emploi, si bien que, si l'économie concernée n'est pas dominante sur le marché mondial, les ventes à l'étranger ne peuvent compenser la réduction de la demande interne ; en conséquence, la croissance de la productivité décline elle-même car l'adaptation de la main-d'œuvre qui se fait avec retard doit opérer sur des niveaux de production encore plus déprimés, etc. Ces politiques ne pourraient a priori réussir que dans celles des économies dans lesquelles d'une part le fractionnement de la classe ouvrière permet une grande malléabilité des procès de production, d'autre part de grands groupes multinationaux sont à même d'exercer une certaine domination sur le marché mondial. Aussi une telle politique réussit-elle pour ceux des capitalismes qui sont déjà dominants (cas de la R. F. A.) et échoue-t-elle pour les autres (cas du Royaume-Uni). D'un autre côté, la solution n'est pas nécessairement dans une augmentation massive des salaires nominaux. Une telle augmentation rend plus aigus les problèmes de valorisation du capital dans ceux des secteurs dans lesquels la croissance de la productivité rencontre des limites évidentes. Or précisément la crise a rendu patentes les difficultés que rencontrent les tentatives de restructuration des branches et de recomposition des procès de travail.

En outre, dans la mesure où elles induisent une augmentation des coûts de production hors de proportion avec l'évolution des prix mondiaux, ces augmentations de salaires se traduisent par une perte de part de marché par les producteurs nationaux, si bien que le taux de profit, loin d'être restauré, chute encore. La politique salariale revêt donc un caractère contradictoire. Cette contradiction est encore aggravée par le fait que depuis 1974, semble-t-il, les tendances de la productivité apparente du travail se sont légèrement infléchies en baisse. Or ce ralentissement hypothèque apparemment la possibilité d'une sortie par le haut de la crise actuelle. Sous ce vocable, on pourrait désigner une évolution dans laquelle le maintien des procédures antérieures de détermination des salaires (conduisant en particulier à la poursuite d'une forte croissance du salaire réel) induirait d'intenses efforts de productivité afin de restaurer de façon dynamique les taux de marge et donc le taux de profit. Cette solution aurait certes pour effet d'étendre le chômage et en ce sens de ne pas reconduire strictement le type de croissance qui était observé depuis 1950. Partant, la crise vient rappeler utilement que dans

1933. Lors de la crise actuelle, on n'observe rien de tel mais simplement un net ralentissement de la croissance du capital productif qui conduit effectivement à une réduction du taux d'accumulation.

les économies capitalistes aucun mécanisme proprement économique ne garantit de façon automatique le retour puis le maintien du plein-emploi. Si un *relatif* plein-emploi fut assuré jusqu'au milieu des années soixante, cela tient aux conditions tout à fait particulières liées à la période de reconstruction puis à l'épuisement progressif de l'ensemble des réserves de main-d'œuvre apparues du fait des bouleversements intervenus dans le monde paysan et dans le secteur des services « traditionnels ». Or un ensemble convergent de facteurs interdit semble-t-il qu'une accélération des gains de productivité conduise à ce type de sortie de la crise. Il est traditionnel d'invoquer surtout les raisons proprement technologiques tenant au ralentissement du rythme des inventions majeures, à la réduction relative des dépenses de recherche et de développement ou encore à l'augmentation des taux d'échec lors du passage de l'invention à l'innovation industrielle, etc. Or c'est probablement la rupture du schéma d'accumulation de l'après-guerre qui explique pour une large part le ralentissement des gains de productivité : ce dernier est la conséquence de la crise, et à son tour hypothèque une sortie par le haut de cette crise. En outre, on ne saurait négliger les limites que rencontre la réorganisation des procès de travail, la pression qu'exercent les travailleurs en s'opposant aux « restructurations » et les tendances défavorables que le ralentissement de l'extension des débouchés a sur la rapidité de transformation des normes de production. Ainsi, en dépit des tentatives nombreuses et multiformes d'augmentation de la productivité par les divers capitalistes, observe-t-on une certaine décélération de sa croissance, appréciée au niveau global (tableau 3). Ce facteur est loin de restaurer les conditions d'une reprise de l'expansion du capital.

b) Une restauration très partielle du profit

En effet, dans aucun pays le déroulement de la crise de 1973 à 1978 n'a véritablement assuré des conditions de valorisation du capital adéquates à une reprise de l'accumulation (tableau 3) :

— Seul le *capitalisme américain* enregistre, semble-t-il, un certain relèvement des profits dans la récession, voire au début de la reprise.

TABLEAU 3. UN INDICE DE LA « NON-SORTIE » DE LA CRISE :
L'ABSENCE DE RESTAURATION DES PROFITS
(Une comparaison
des mouvements de la productivité et du salaire réel
de 1974 à 1978)

a) Un ralentissement de la productivité...

ECART EN MOINS DE LA PRODUCTIVITÉ
PAR RAPPORT A LA TENDANCE 1974-1978
(Moyenne annuelle en points de pourcentage)

	ECART TOTAL	ECART IMPUTABLE A DES FACTEURS CONJONCTURELS	ECART IMPUTABLE A D'AUTRES FACTEURS
		dont :	
États-Unis	2	1	1
Japon	5,25	1,50	0,75
Allemagne	1,50	1	0,50
France	1	0,75	0,25
Royaume-Uni*	2,75	0,75	2
Italie	4	1,50	2,50

b) ... souvent supérieur à celui du salaire réel

	ECART ENTRE SALAIRE RÉEL ET PRODUCTIVITÉ (base 100 en 1967-1972*)		PERTES DUES AUX VARIAT. DES TERMES DE L'ÉCHANGE (1972- 1974) ^c	DÉCÉLÉ- RATION DE LA CROIS- SANCE DE LA PRODUC- TIVITÉ ^d	DÉCÉLÉ- RATION DE LA CROIS- SANCE DES SALAIRES RÉELS ^e
	1977 ^b	1978 ^b			
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
États-Unis	— 4	— 2,25	— 1,3	1,2	1,8
Japon	7	4	— 3,8	5,4	2,6
Allemagne	3	2	— 2,0	1,0	2,1
France	4,50	3,50	— 2,7	1,6	0,6
Royaume-Uni	4	3,50	— 5,0	1,8	1,9
Italie	13	12,25	— 5,0	3,5	3,9

a) Écart des salaires et traitements réels par rapport au revenu national ajusté, 1967-72 = 100 (à l'exclusion des variations des termes de l'échange en 1967-72).

b) Premières estimations.

c) Effet des variations des termes de l'échange sur le revenu de 1972 à 1974 (en % du P. I. B.) ; pour le Japon, la variation des termes de l'échange porte sur la période 1972-75.

d) Accroissement de la productivité (1962-72 à taux annuel) moins l'accroissement de la productivité (1972-77 à taux annuel).

e) Accroissement des salaires réels (1962-72 à taux annuel) moins l'accroissement des salaires réels (1972-77 à taux annuel).

SOURCE. Perspectives économiques de l'O. C. D. E., décembre 1978.

Cependant, ce mouvement apparaît éminemment fragile puisqu'il est obtenu grâce à une réduction de la croissance du salaire réel et non par une accélération de la productivité. Au contraire, le phénomène majeur est aux États-Unis celui d'une nette reprise des embauches⁸⁵ associée à une quasi-stabilisation de la productivité⁸⁶.

— *L'Allemagne, l'Italie et le Royaume-Uni* partagent une évolution commune, en fait défavorable, puisque sur la période 1974-1978 se prolongent les tendances antérieures à la chute du taux d'exploitation : face à la décélération de la productivité, la croissance des salaires réels se ralentit aussi, mais à un degré moindre. L'entrée dans la crise accentue donc les problèmes de valorisation du capital au lieu de les résoudre comme c'était traditionnellement le cas dans les crises du capitalisme concurrentiel. On enregistre une évolution voisine pour la France dans la mesure où les années 1977-1978 n'ont que très partiellement compensé la chute de la part des profits dans la valeur ajoutée, consécutive à la récession de 1974-1975. Bien que soient apparues de nettes divergences d'évolution entre secteurs ou branches — conséquence habituelle des crises —, il est clair que les années 1976-1977 n'ont pas effacé la chute du taux de profit global⁸⁷.

— Un troisième cas apparemment atypique est celui du Japon. Pour ce pays, la croissance de la part des salaires dans le revenu total observée de 1973 à 1977 s'inscrit en rupture par rapport à la tendance à la hausse du taux de profit apparue de 1960 à 1972 (graphique 4). En un sens, ce mouvement est correcteur puisqu'il contribue à résorber un déséquilibre du schéma d'accumulation qui n'est pas sans rappeler celui qui avait marqué la crise de 1929 aux États-Unis et en France. En quelque sorte, le relatif retard de l'instauration de la régulation monopoliste expliquerait la forme très particulière que prend la crise pour le capitalisme japonais.

85. Encore faut-il noter que pour une large part ces embauches correspondent à des emplois à temps partiel et (ou) dans les services.

86. En un sens, cette évolution de 1973 à 1978 s'inscrit dans la continuité du ralentissement de la productivité intervenu au milieu des années soixante.

87. Point que confirment diverses études, en particulier celle menée par l'I. N. S. E. E. en 1978.

Pour l'ensemble des pays capitalistes dominants, à l'exception du Japon, le déroulement de la crise ouverte en 1974 n'a donc pas eu jusqu'à présent pour effet de résorber les contradictions antérieurement apparues.

c) La relative inefficacité des politiques économiques traditionnelles

Ce blocage quasi général des mécanismes d'extraction de la plus-value rend compte des limites étroites qui s'imposent auxdits « choix de politique économique ». A travers de multiples hésitations et des changements brutaux d'orientation, ces politiques, tantôt expansionnistes, tantôt restrictives, ont pour l'essentiel cherché à consolider le schéma d'accumulation antérieur sans lui trouver de nouvelles bases. Le soutien du crédit, l'ampleur des subventions accordées à l'investissement et à l'embauche⁸⁸, le lancement de programmes de dépenses publiques restreignent la chute à court terme du taux de profit... mais entravent partiellement la recomposition du système productif, seule possibilité d'une restauration durable du taux de profit. Ainsi s'explique l'une des originalités majeures des enchaînements conjoncturels observés depuis 1973 : en dépit de l'acceptation de déficits massifs des budgets publics, loin de se résorber conformément à l'attente de l'école keynésienne orthodoxe, ces derniers se sont maintenus en permanence depuis cinq ans sans déclencher de nette reprise de l'activité⁸⁹. On dispose là d'une preuve supplémentaire de l'hypothèse antérieurement avancée qui attribue l'efficacité des politiques keynésiennes à la stabilisation intervenue *par ailleurs*⁹⁰ dans le régime d'accumulation intensive centré sur la consommation de masse, progressivement constitué après la Seconde Guerre mondiale. Mais les facteurs de blocage et de

88. Ainsi observe-t-on dans la plupart des économies capitalistes une remontée de la fraction des interventions publiques destinée à soutenir l'accumulation et le profit... ce qui peut apparaître comme une confirmation des thèses du C. M. E. Pourtant, comme on l'a déjà montré, l'action de l'État dans la crise dépasse nettement le cadre limité du strict soutien aux profits monopolistes.

89. Ce que montrent les statistiques les plus récentes rassemblées dans *Perspectives économiques* de l'O. C. D. E., décembre 1978, p. 20 et 24.

90. Ce qui ne signifie pas que l'État n'ait pas joué un rôle crucial dans la constitution des formes sociales et politiques qui ont permis ce régime d'accumulation (voir III.3).

« non-sortie » ne sont pas qu'internes aux économies capitalistes dominantes.

d) La non-résorption des déséquilibres au niveau mondial

Au niveau international apparaît en effet une « inhibition » analogue des mécanismes qui traditionnellement permettaient une sortie endogène des récessions modérées. Certes, une relative concertation monétaire à l'échelle internationale (tout spécialement celle portée par les grands groupes financiers) évite que les premiers symptômes d'instabilité observés au milieu de 1974 déclenchent une crise financière générale ; pourtant ces arrangements ne parviennent ni à restaurer pleinement le dollar dans sa fonction de monnaie internationale ni à lui trouver un substitut acceptable. De la même façon, le passage aux taux de change flexibles ne constitue pas le moyen d'un ajustement sans heurt de la place de chaque nation dans la division internationale du travail. Bien au contraire, la prépondérance d'impératifs financiers de courte période⁹¹ conduit à une évolution des taux de change engendrant une double série de cercles vicieux et de cercles vertueux : surajustement du taux de change pour ceux des pays qui sont déjà dominants sur le marché mondial, sous-ajustement pour les autres⁹². Cette dynamique des taux de change constitue l'indice d'une désorganisation beaucoup plus fondamentale quant aux mécanismes régissant la division interna-

tionale du travail. En outre, il n'est pas inutile de rappeler que la sortie de la crise de l'entre-deux-guerres a été atteinte non par un simple réaménagement des formes institutionnelles de l'économie internationale mais par un réajustement brutal de la place de chacune des économies nationales, réajustement dans lequel l'approfondissement de la crise puis les bouleversements que provoque la Seconde Guerre mondiale jouent un rôle majeur. Le monde capitaliste se trouve de nos jours dans une situation tout aussi cruciale, même si depuis lors les contradictions apparues au niveau mondial ont une expression différente. Certes, les mécanismes qui sont à l'œuvre ne sont pas totalement erratiques puisqu'ils résultent d'une logique bien précise de mise en valeur au niveau international du capital financier et qu'en outre les mouvements observés tendent à résorber ne fût-ce que très partiellement les déséquilibres accumulés. Cependant, ils ne suffisent pas semble-t-il pour opérer la réorganisation nécessaire de l'économie mondiale dans des délais suffisamment brefs pour que la récession de 1974-1975 apparaisse comme un simple « accident ». Ce n'est donc *pas seulement la régulation* à l'échelle internationale qui est défaillante, c'est plus essentiellement la modalité même d'articulation des diverses économies capitalistes qui se trouve en jeu.

Aussi n'est-il pas surprenant d'observer que cinq ans après l'entrée dans la crise aucun des indices statistiques disponibles n'autorise à conclure à une reprise du mode de développement observé jusqu'au début des années soixante-dix. L'absence de relèvement notable des profits (tableau 3), la poursuite d'une contraction relative (mais non absolue) de l'accumulation⁹³ témoignent du blocage des formes antérieures et de l'expansion du capital. Il est significatif de remarquer qu'aucune des économies n'a retrouvé la croissance tendancielle des années 1960-1973 à l'exception de l'économie américaine⁹⁴ dont on connaît la situation particulière (rôle du dollar comme monnaie internationale) et pour

91. Du fait de l'homogénéisation des mouvements de capitaux au niveau mondial, l'évolution de courte période des taux de change est directement conditionnée par une tendance à l'égalisation du rendement de ces divers placements financiers à court terme. Or les mouvements correspondants n'ont pas pour propriété nécessaire de conduire à un ajustement de la division internationale du travail, favorable à une reprise de l'accumulation... ne serait-ce que parce que cette reprise suppose des changements structurels, économiques et sociaux, dont les délais de mise en œuvre sont considérables et notablement plus longs que ceux qui conditionnent les mouvements de capitaux.

92. C'est ce que montrent clairement les plus récentes tentatives de mesure des positions concurrentielles relatives des diverses économies capitalistes. Les *Perspectives économiques* de l'O. C. D. E. de décembre 1978 illustrent l'ampleur des écarts entre l'évolution des taux de change selon la théorie de la parité des pouvoirs d'achat et les taux de change effectifs. De façon significative, une même rupture des régularités antérieures était intervenue de 1930 à 1935 (voir B. M. ROWLAND, 1976).

93. Phénomène surtout net pour le Japon, et à un moindre degré pour la R. F. A. et la France (voir les *Comptes de la nation* 1977, I. N. S. E. E., 1978, rapport, p. 8).

94. Ce que traduit le fait que depuis 1974 il n'y a pas eu rattrapage de la croissance comme c'était le cas après les récessions antérieures (voir par exemple les *Principaux indicateurs économiques* de l'O. C. D. E., septembre 1978).

laquelle la « reprise » apparaît précaire, tout spécialement du fait du blocage de la progression de la productivité, base essentielle du régime d'accumulation antérieur.

En résumé, la récession ouverte en 1974 ne désigne pas un simple accident conjoncturel comparable à ceux qui ont rythmé la croissance enregistrée de 1950 à 1973 : l'absence de reprise « endogène » constitue un indice majeur en faveur de cette thèse. Ces éléments rejoignent les caractérisations plus fondamentales antérieurement fournies de la crise à partir du régime d'accumulation et la forme de la régulation. Ainsi au-delà de la non-restauration des divers indicateurs *quantitatifs* enregistre-t-on un ensemble de *changements qualitatifs*, pour l'instant contradictoires, mais qui visent à dépasser des obstacles ayant conduit à la crise. Tel est précisément l'indice essentiel du fait que la situation actuelle désigne probablement une grande crise du capitalisme.

4. Prolongation de la crise et remise en cause des formes institutionnelles antérieures

La relative incapacité de la régulation monopoliste, telle qu'elle avait été constituée, à restaurer les conditions d'une reprise de l'accumulation a en effet suscité un ensemble de mouvements sociaux et politiques remettant en cause la plupart des formes qui avaient été à l'origine du mode antérieur d'expansion.

— C'est d'abord l'organisation du rapport salarial qui a fait l'objet des affrontements les plus vifs. Le caractère durable de la crise a incité les capitalistes à revenir sur la forme même des conventions salariales : selon les rapports de forces respectifs entre organisations des travailleurs et patronat ont été tentées diverses « politiques des revenus » dont l'objectif était de rompre toute liaison entre l'évolution de la productivité et celle du salaire réel. Qu'elles prennent la forme d'une limitation autoritaire de la progression des salaires (cas du Royaume-Uni) ou de politiques apparemment plus favorables destinées à assurer le maintien du pouvoir d'achat (objectif affiché du plan Barre), ces politiques ont en commun de revenir sur l'un des acquis essentiels

obtenus par les travailleurs, et qui fut à l'origine de la stabilité sans précédent du régime d'accumulation. En outre, et c'est peut-être encore plus fondamental, l'ensemble des pratiques patronales et des interventions de l'État vise à accentuer la mobilité de la force de travail. Les diverses modalités de précarisation de l'emploi (développement de l'intérim, de la sous-traitance, du travail à temps partiel, etc.), en nette progression depuis la fin des années soixante, se renforcent encore dans la crise. Or c'est précisément le relatif blocage des réductions d'emploi qui a limité l'ampleur de la récession. Pour sa part, la précarisation des emplois, selon qu'elle touche une fraction réduite ou importante des travailleurs, peut exercer des effets opposés dans l'un et l'autre cas. A cet égard, un retour effectif à une régulation concurrentielle du revenu salarial renforcerait la crise plus qu'il ne permettrait d'en sortir.

— Ensuite, un gonflement considérable du budget social suscite diverses tentatives de réformes de la Sécurité sociale qui fondamentalement visent à redéfinir une forme de la couverture sociale plus adéquate aux conditions nouvelles de l'accumulation et recherchent souvent un alourdissement de la contribution des travailleurs et (ou) une réduction des prestations. Or, sur ce point encore, le maintien de la progression du salaire indirect a joué un certain rôle dans l'arrêt rapide de la récession de 1974. On conçoit dès lors l'ampleur des contradictions sur lesquelles peuvent buter des réformes qui bouleverseraient l'organisation antérieure. Si comme lors des grandes crises antérieures c'est le rapport salarial qui est le premier concerné, les autres formes structurelles sont elles-mêmes « attaquées » par une prolongation de la crise.

— Si l'on devait se fier à la lettre des discours politiques, il faudrait conclure à une remise en cause des formes antérieures d'organisation de la concurrence. Sous les vocables de « retour au marché » ou de « restauration de la concurrence », il semblerait que soit visée la forme oligopolistique ou monopolistique qu'avait prise cette dernière... depuis près d'un siècle ! De fait, ces changements résultent pour une large part de l'exacerbation de la concurrence au niveau mondial, ce qui tend à rendre inadéquates celles des formes d'organisation de la concurrence qui avaient une base spécifiquement nationale. Ainsi les politiques inspirées

par le retour au marché désignent-elles en fait la stratégie des grands groupes financiers déjà largement multinationaux, exigeant une nouvelle répartition du profit en leur faveur au détriment des capitaux moins ou peu internationalisés. En outre, les procédures de libération des prix ne désignent nullement la fin des prix « administrés », mais le simple réaménagement des procédures qui président à leur détermination. Sur ce point donc la crise n'introduit pas un retour en arrière mais au contraire, au-delà des apparences, un renforcement des formes monopolistes de concurrence.

— *L'appareil d'État* est lui-même soumis à un ensemble d'influences contradictoires qui conduisent à mettre à l'ordre du jour un réaménagement de l'ensemble de ses relations avec la société civile. Pour se limiter au strict domaine de la reproduction économique (et ce n'est pas l'essentiel du rôle de l'État), on assiste depuis 1975 à diverses tentatives de remises en cause des tendances antérieures concernant les dépenses publiques, toutes orientées vers la restauration des conditions de valorisation du capital. Sous les attaques de « l'État keynésien » ou de « l'État du welfare » s'exprime la nécessité d'une moindre importance accordée aux problèmes « de réalisation » au profit de la considération quasi exclusive des impératifs de la « compétitivité » internationale. Au-delà des déclarations aux fins idéologiques marquées, il s'agit moins pour la fraction du capital hégémonique de retourner à l'état libéral du XIX^e siècle que d'adapter strictement ses objectifs et ses moyens à l'intensification des luttes pour un nouveau partage du marché mondial⁹⁵.

— Enfin, le quatrième et dernier support de la régulation monopoliste se trouve lui-même remis en cause par l'approfondissement des tendances apparues au niveau de *l'économie mondiale*. Ainsi observe-t-on un retour en arrière par rapport aux formes structurelles qui pour la

première fois depuis un siècle avaient permis l'instauration progressive du libre-échange (toujours approximatif d'ailleurs) : éclatement de la fixité des taux de change, remise en cause du dollar comme monnaie mondiale, dépérissement relatif des institutions monétaires internationales officielles, etc., car fondamentalement ces modalités de mise en correspondance des divers espaces nationaux entrent en contradiction avec les tendances qui apparaissent dans la division internationale du travail. On citera trois de ces tendances apparues ou renforcées depuis l'entrée dans la crise. Les relations économiques entre les États-Unis d'une part, l'Europe et le Japon d'autre part, ont enregistré un changement majeur, ce dont témoignent de façon patente le renversement des soldes commerciaux et le basculement des flux de capitaux entre ces zones. Mais cela a pour conséquence de rendre encore plus difficile la restauration du dollar comme monnaie mondiale, aggravant ainsi les aspects monétaires de la crise. En second lieu, l'articulation des centres impérialistes avec le tiers monde continue à enregistrer les conséquences du déplacement d'une partie des processus industriels hors des métropoles ; par ailleurs, la tendance à la stagnation des aides sur fonds publics et au contraire l'extension du crédit bancaire privé à ces pays marquent une étape dans la constitution du capital financier au niveau mondial. Enfin, et c'est peut-être l'un des traits majeurs de la présente crise que retiendront les historiens, s'amorce un redécoupage considérable de l'espace économique mondial : la pénétration par les capitaux européens et américains du COMECON dès le milieu des années soixante se prolonge et s'amplifie de nos jours par un nouveau découpage de l'espace en Asie dont un signe est la pénétration récente de la Chine par les capitaux japonais, américains et très partiellement européens. Autant d'indices qui permettent de conclure que les formes d'organisation de l'économie mondiale des années soixante ont manifestement atteint leurs limites et que par conséquent le capitalisme sortira de la crise fondamentalement différent quant à la division internationale du travail et aux formes institutionnelles régissant l'échange international.

En résumé, l'ampleur des bouleversements qui sont

95. C'est ainsi que l'on peut interpréter les différences qui séparent les déclarations politiques générales de R. Barre de celles destinées au monde patronal. Si dans le premier contexte il s'agit de revenir « aux principes du libéralisme », dans l'autre (cf. n° de septembre 1978 de *L'Expansion*) il est simplement proposé de réaménager les interventions de l'État compte tenu de la perspective d'une crise de longue durée, dont la sortie nécessitera un changement de l'ensemble des structures économiques et formes institutionnelles.

en jeu concernant les formes institutionnelles progressivement constituées après 1945 et le caractère pour l'instant contradictoire de leurs conséquences quant à une restauration des conditions de valorisation du capital désignent bien une *grande crise du capitalisme*. Cette conclusion rejoint donc les analyses menées par ailleurs sur les limites du schéma d'accumulation de l'après-guerre, l'origine de la crise actuelle et le caractère inflationniste et non cumulatif de la récession de 1974.

On se propose de dégager maintenant l'intérêt, mais aussi les limites évidentes, de la problématique qui a permis de dégager ce résultat central.

V. Quelques conclusions

Le présent article avait pour but d'esquisser une mise en rapport de l'histoire et de la théorie des crises. Son hypothèse centrale est que, si les lois du mode de production capitaliste ont un noyau invariant, le développement même des sociétés capitalistes peut donner une expression différente selon les époques au réseau de contradictions qu'elles expriment. En un sens, l'altération progressive de la nature des crises suggère que l'histoire du capitalisme n'est pas la simple réalisation des principes immanents du M. P. C., puisqu'à travers la constitution de diverses formes structurelles (ou institutionnelles) opère un moment dialectique fait de tentatives de dépassements et, en fait, de déplacement de ces contradictions : *les grandes crises* marquent les moments clés de ce processus, où apparaît une certaine indétermination quant à l'issue des transformations sociales et économiques. Si l'on devait parler d'une tendance à l'aggravation des crises, il faudrait invoquer moins l'effet de déterminismes invariants jouant de façon monotone au cours du temps que le fait que les tentatives de dépassement des contradictions par la constitution de nouvelles formes institutionnelles et le redécoupage de l'espace mondial induisent une extension et un approfondissement de la logique capitaliste. Aussi, sans nier l'invariance des principes les plus abstraits d'interprétation des crises, s'est-on attaché à proposer une périodisation montrant comment dans et par

l'histoire se constitue un ensemble de formes structurelles qui est à l'origine de la succession de divers régimes d'accumulation — soutenus à chaque étape par un type précis de régulation. La dynamique se déroule alors sur les bases ainsi établies jusqu'à ce que le système vienne buter sur l'impossibilité d'une reproduction dynamique sans remise en cause des formes structurelles antérieures : les grandes crises sont alors un épisode crucial où un ensemble de processus, souvent chaotiques et contradictoires, est à l'œuvre pour dépasser les contradictions antérieurement apparues dans le sens, soit d'une abolition des rapports capitalistes, soit d'un approfondissement de ces derniers. Selon cette interprétation, les grandes crises constituent plus qu'une simple exacerbation des crises cycliques, et ne s'y réduisent pas, même si certains déterminismes sont communs.

Il convient cependant de signaler quelques-unes des difficultés de mise en œuvre de ce cadre d'analyse et des limites théoriques qui le caractérisent. L'une des faiblesses du présent travail tient sans nul doute à ce qu'il fut entrepris en considérant comme acquise la théorie des crises... hypothèse que les difficultés d'interprétations rencontrées dans l'analyse historique devaient révéler comme injustifiée. En second lieu, bien que de nombreux matériaux empiriques aient été utilisés, une poursuite de ces travaux devrait viser à assurer une interaction plus étroite entre les hypothèses théoriques sur les crises et la nature des enchaînements observés dans l'histoire du capitalisme. Enfin, et cette limite est peut-être la plus importante, le texte actuel traduit implicitement l'adoption d'une conception très historiciste. En effet, tout se passe comme si une logique récurrente se déployait sans changement au cours de périodes plus ou moins longues, interrompues par certains seuils (les grandes crises), dont la caractérisation est tirée de l'observation historique. La question est ouverte de savoir si ce trait constitue une faiblesse ou au contraire l'un des intérêts de ce travail.

En dépit de ces limites évidentes, l'application de cette problématique autorise la caractérisation suivante de la crise actuelle.

1. L'exceptionnel développement des métropoles capitalistes enregistré depuis la Seconde Guerre mondiale a tenu au dépassement des contradictions rencontrées par l'accumulation intensive de l'entre-deux-guerres et à la

constitution d'un régime d'accumulation qui n'a pas de précédent dans l'histoire. A grands traits, ce dernier peut être défini comme un régime d'accumulation intensive centré sur la consommation de masse.

2. L'instauration de ce dernier ne correspond pas à la réalisation de tendances immanentes du mode de production capitaliste, même si sa logique correspond bien à une conquête par le capital des éléments concourant à la reproduction de la force de travail, qui par le passé était surtout assurée par les modes de production précapitalistes. En fait, le nouveau cours que prend la dynamique des économies capitalistes après 1945 résulte d'une interaction dialectique entre les tendances longues à la monopolisation et la nature, l'orientation et l'intensité des luttes de classe.

3. Ce régime d'accumulation n'a pu être maintenu pendant plus de vingt ans que grâce à une codification bien précise du rapport salarial (qui affranchit notablement la vente de la force de travail des principes concurrentiels antérieurs), des formes de la concurrence (la concentration et la centralisation financière conduisant à une expression différente des contraintes pesant sur la mise en valeur du capital), de l'appareil de l'État (dont le rôle dans la gestion de la contrainte monétaire et la constitution des nouvelles formes du rapport salarial est essentiel), enfin de l'articulation des métropoles dominantes vis-à-vis du marché mondial.

4. Grâce à la constitution de ces formes structurelles a pu se dégager une régulation monopoliste, distincte de la régulation concurrentielle antérieure. Ainsi s'explique que la croissance des économies capitalistes se soit accélérée et que se soit atténuée l'ampleur des dépressions... au point que le terme de « récession » se substitue à celui de « crise ». Mais le processus même qui affecte les crises cycliques introduit d'autres sources de tensions et de déséquilibres, base d'un nouveau type de grande crise.

5. C'est la conjonction de cet ensemble de formes structurelles, du régime d'accumulation et d'un type donné de régulation monopoliste qui entre en crise latente dès la fin des années soixante, ouverte en 1974. Le système bute alors sur des difficultés croissantes de

valorisation du capital, difficultés dont le caractère structurel dépasse le « pouvoir de régulation » des formes structurelles antérieurement constituées. En ce sens, la crise ouverte en 1974 ne désigne pas un simple déséquilibre accidentel et passager que de « sages » politiques économiques pourraient éliminer. Elle n'est pas non plus la simple reproduction d'aucune des grandes crises antérieures. En particulier, la crise n'est nullement la répétition de celle de 1929-1930, puisqu'elle résulte de l'épuisement des formes structurelles qui avaient précédemment permis de dépasser le blocage de l'accumulation intensive intervenu entre les deux guerres.

En conclusion selon l'interprétation proposée, le système capitaliste mondial se trouve aujourd'hui dans une crise majeure dont la sortie dépend non de simples déterminismes économiques, mais de la constitution d'un ensemble de formes (du rapport salarial, de la concurrence entre capitaux, de l'organisation de l'appareil d'État et de la constitution de l'espace mondial) permettant la reprise de l'accumulation. Dans ces conditions, le type de sortie — capitaliste ou non capitaliste — dépendra d'un processus long et contradictoire sur lequel les luttes sociales et politiques au sein des métropoles capitalistes comme des pays dominés exerceront une influence déterminante.

BIBLIOGRAPHIE

- ABEL W. (1973), *Crises agraires en Europe (XIII-XX^e siècles)*, Flammarion, Paris.
- A. C. S. E. S. (1976), *La Crise mondiale du capitalisme*, département d'économie de Vincennes.
- AGLIETTA M. (1977), *Régulation et Crise du capitalisme*, Calmann-Lévy, Paris.
- AGLIETTA M., FOUET M. (1978), « Les Nouvelles Perspectives du capitalisme américain », *Économie et Statistique*, février.
- AKERMAN J. (1944), *Structures et Cycles économiques*, P. U. F., Paris, 3 tomes, trad. franç. 1955 et 1957.
- AMIN S., FAIRE A., HUSSEIN M., MASSIAH G. (1975), *La Crise de l'impérialisme*, Éditions de Minuit, Paris.

- ANDRÉ C., DELORME R. (1978), *L'Évolution des dépenses publiques en longue période (1872-1971) et le Rôle de l'État en France*, rapport C. O. R. D. E. S.-C. E. P. R. E. M. A. P.
- ANDREFF W. (1976), *Profits et Structures du capitalisme mondial*, Calmann-Lévy, Paris.
- ARRIGHI G. (1978), « Towards a Theory of Capitalist Crisis », *New Left Review*, septembre-octobre.
- BACON R., ELTIS W. (1978), *Britain's Economic Problem : too few producers*, MacMillan.
- BARAN P.A., SWEEZY P.M. (1966), *Le Capitalisme monopoliste*, Maspero, trad. franç. 1969 ; *Monthly Review Press*.
- BAROU Y. (1978), « Contrainte extérieure et Déclin industriel au Royaume-Uni », *Économie et Statistique*, février.
- BAROU Y., GABET C., WARTENBERG E. (1978), « Croissance interne et Compétitivité internationale », *Économie et Statistique*, novembre.
- BARRE R. (1978), « Mon libéralisme », entretien avec J. BOISSONAT, *L'Expansion*, septembre.
- BASLE M., MAZIER J., VIDAL J.-F. (1978), *Croissance sectorielle, Accumulation et Emploi en longue période*, rapport pour l'action programme « Croissance Emploi » de la D. G. R. S. T., octobre.
- BENASSY J.-P., BOYER R., GELPI R.-M., LIPIETZ A., MISTRAL J., MUNOZ J., OMINAMI C. (1977), *Approches de l'inflation : l'exemple français*, rapport C. O. R. D. E. S.-C. E. P. R. E. M. A. P., décembre.
- DE BERNIS (G. DESTANNE) (1977), *Relations économiques internationales*, Dalloz, Paris.
- DE BERNIS (G. DESTANNE) (1977), « Régulation et équilibre dans l'analyse économique », dans *L'Idée de régulation dans les sciences*, LICHNEROWICZ A., PERROUX F., GADOFFRE G., éd. Maloine.
- DE BERNIS (G. DESTANNE) (1978), « Les Firmes transnationales et la Crise », dans *L'Occident en désarroi*, Dunod, Paris.
- BERTRAND H. (1976), « Quelques réflexions sur l'évolution économique en France et à l'étranger de 1950 à 1974 », *Statistiques et Études financières*, n° 25.
- BERTRAND H. (1979), « Le Régime central d'accumulation de l'après-guerre et sa crise : une analyse en sections », *Critiques de l'économie politique*, nouvelle série, n° 7-8.
- BERTRAND H. (1978), « Une nouvelle approche de la croissance française de l'après-guerre : l'analyse en sections productives », *S. E. F.*, n° 35.
- BILLAUDOT B. (1975), « La Crise du capitalisme, sa dimension économique, ses causes, son développement », *Critique socialiste*, novembre.
- BILLAUDOT B. (1977), *L'Accumulation intensive du capital*, thèse, Paris I.
- BOIS G. (1976), *Crise du féodalisme*, Éditions de l'École des hautes études en sciences sociales.
- BOUVIER J. (1974), « Les Crises économiques : problématique des crises économiques du XIX^e siècle et analyses historiques : le cas de la France », dans *Faire de l'histoire*, par J. LE GOFF et P. NORA, Gallimard.
- BOUVIER J. (1974), « Capital bancaire, Capital industriel et Capital financier dans la croissance française du XIX^e siècle », *La Pensée*, novembre-décembre.
- BOUVIER J., FURET F., GILLET M. (1965), *Le Mouvement du profit en France au XIX^e siècle*, Mouton.
- BOYER R. (1975), *Modalités de la régulation d'économies capitalistes dans la longue période : quelques formalisations simples*, note ronéotypée C. E. P. R. E. M. A. P.
- BOYER R. (1978), « L'Évolution des salaires en longue période », *Économie et Statistique*, septembre.
- BOYER R., MISTRAL J. (1978), *Accumulation, Inflation, Crises*, P.U.F., Paris.
- DE BRUNHOFF S., CARTELIER J. (1974), « Une analyse marxiste de l'inflation », *Chroniques sociales* ; repris dans *Les Rapports d'argent*, P. U. G., 1979.
- CAPIAN A. (1973), *Aspects internationaux de l'accumulation cyclique du capital (1870-1970)*, thèse, Paris I.
- CLARK T. A., WILLIAMS N. P. (1978), « Measures of Real Profitability », *Bank of England Quarterly Bulletin*, décembre.
- C. O. R. D. E. S. (1977), *Rapport*, n° 22/1976 ; *Approches de l'inflation : l'exemple français*, par BENASSY J.-P., BOYER R., GELPI R.-M., LIPIETZ A., MISTRAL J., MUNOZ J., OMINAMI C., décembre.
- CORLAT B. (1977), *Crise capitaliste et Gestion étatique des forces de travail*, Colloque de Trento, juin.
- CROUCH C., PIZZORNO A. éd. (1978), *The Resurgence of Class Conflict in Western Europe since 1968*, vol. 1, *National Studies*, MacMillan.
- DAY R. B. (1976), « The Theory of the Long Cycle : Kondratief, Trotsky, Mandel », *New Left Review*, septembre-octobre.
- DOBB M. (1963), *Studies in the Development of Capitalism*, Routledge Paperback.
- DOCKES P., ROSIER B. (1978), « Crise et Transformation du capitalisme », dans *L'Occident en désarroi*, Dunod, Paris.
- DUMENIL G. (1977), *Marx et Keynes face à la crise*, Economica.
- DUMENIL G. (1978), *Dix neuf cent soixante-quatorze*, note ronéotypée, août.
- EDELMAN B. (1978), *La législation de la classe ouvrière*, Bourgeois, Paris.
- EMMANUEL A. (1974), *Le Profit et les Crises*, Maspero, Paris.
- FAIRE A. (1979), « Quelques vrais et faux débats sur la crise », *Critiques de l'économie politique*, nouvelle série, n° 7-8.
- FELDSTEIN M., SUMMERS L. (1977) « Is the Rate of Profit Falling ? », Harvard Institute of Economic Research, *Discussion paper*, mai.
- FLAMANT M., SINGER J. (1968), *Crises et Récessions économiques*, P. U. F., collection « Que sais-je ? », n° 1295.
- FONTVIEILLE L. (1976), « Évolution et Croissance de l'État français : 1815-1969 », *Cahiers de l'I. S. M. E. A., A. F.*, n° 13.
- FRIDENSON P. (1972), *Histoire des Usines Renault. I. Naissance de la grande entreprise, 1898/1939*, Seuil, Paris.
- FRIDENSON P. éd. (1977), « 1914-1918 : l'autre front », *Cahiers du Mouvement social*, n° 2.

- GALBRAITH J. K. (1961), *La Crise économique de 1929*, Payot, trad. franç.
- DE GAUDEMAR J.-P. (1978), « La Crise comme laboratoire social : l'exemple des disciplines industrielles », *Ruptures d'un système économique*, Dunod.
- G. E. P. I. (1974), « La Crise de l'énergie et le Nouvel Équilibre mondial, 1974-1980 », *C. F. C. E.*, juin.
- G. E. P. I. (1975), « La Crise de l'échange international : avenir possibles de l'économie mondiale jusqu'en 1980 », *C. F. C. E.*
- GIRAUD P.-N. (1977), « Rentabilité du capital, Stagnation, Crises », *Annales des mines*, juin-juillet.
- GLYN A., SUTCLIFF B. (1972), *British Capitalism, Workers and the Profits Squeeze*, Penguin.
- GOUX Ch. (1978), *Sortir de la crise*, Flammarion, Paris.
- GRANOU A. (1972), *Capitalisme et Mode de vie*, Cerf.
- GRANOU A. (1977), *La Bourgeoisie financière au pouvoir*, Maspero, Paris.
- GREVET P., (1976), « Besoins populaires et Financement public », Éditions sociales.
- GROU P. (1977), *Monnaie, Crise économique : éléments d'interprétation*, P. U. G.
- GUIBERT B. (1975), « L'Enjeu de la crise », *Les Temps modernes*, avril.
- HANSEN A. (1964), *Business Cycle and National Income*, George Allen and Unwin (1951), nouvelle édition.
- HARDY-HEMERY O. (1970), « Rationalisation aux mines d'Anzin (1927-1938) », *Le Mouvement social*, juillet-septembre.
- HATZFELD H. (1971), *Du paupérisme à la Sécurité sociale*, A. Colin.
- HEFFER J. (1976), *La Grande Dépression : les États-Unis en crise (1929-1933)*, « Archives », Gallimard.
- HILFERDING R. (1910), *Le Capital financier*, trad. franç. (1970), Éditions de Minuit.
- I. N. S. E. E. (1978), *Pour les sociétés industrielles, 1976 n'a pas effacé la crise*, Collection de l'I. N. S. E. E., E 53, avril.
- JANOSY F. (1972), *La Fin des miracles économiques*, Seuil, Paris.
- KEIZER B. (1978), « Les Choix de la République fédérale d'Allemagne », *Économie et Statistique*, juillet-août.
- KINDLEBERGER C. P. (1973), *The World in Depression, 1929-1939*, University of California Press.
- KINDLEBERGER C. P. (1978), *Manias, Panics and Crashes : a History of Financial Crisis*, Basic Books.
- KING M., MAIRESSE J. (1978), *Profitability in Britain and France, 1956-1975 : A Comparative Study*, International Seminar in Macroeconomics, 11-12 septembre, Paris.
- KONDRATIEF N. D. (1935), « The Long Waves in Economic Life », *Review of Economic Statistics*, novembre ; reprinted *Lloyds Bank Review*, juillet 1978.
- KUCZYNSKI J. (1946), *A Short History of Labour Conditions under Industrial Capitalism*, vol. IV, *France 1700 to the Present Day*, F. Muller, London.
- LABROUSSE E. éd. (1976), *Histoire économique et sociale de la France*, 2^e vol., P. U. F., Paris.
- LAFONT J., LEBORGNE D. (1974), « L'Artisanat du bâtiment : un monde en transition », *Économie et Statistique*, n° 55 et 56, avril-mai.
- LAFONT J., LEBORGNE D. (1977), *L'Immobilier et l'Inflation*, note ronéotypée C. E. P. R. E. M. A. P.
- LÉNINE (1916), *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme*, Éditions du Progrès, Moscou.
- LEWIS W. A. (1978), *Growth and Fluctuations, 1870-1913*, George Allen and Unwin.
- LE PORS A. (1977), *Les Béquilles du capital*, Seuil, Paris.
- LE ROY LADURIE E. (1976), « La Crise et l'Histoire », *Communications*, n° 25.
- LIPIETZ A. (1979), *Crise et Inflation : pourquoi ?*, Maspero.
- LOISEAU B., MAZIER J., WINTER M.-B. (1976), « Répartition, rentabilité et accumulation du capital : un essai de comparaison internationale », *Statistiques et Études financières*, série orange, n° 35.
- MAGALINE A. D. (1975), *Lutte de classes et dévalorisation du capital*, Maspero, Paris.
- MANDEL E. (1976), *Le Troisième Age du capitalisme*, Union générale d'éditions, 10/18.
- MANDEL E. (1978), *La Crise, 1974-1978*, Flammarion, Paris.
- MAKOTO I. (1978), « The Formation of Marx's Theory of Crisis », *Science and Society*, été.
- MARX K. (1867-1879), *Le Capital*, Éditions sociales (1969), Paris.
- MATTICK P. (1972), *Marx et Keynes : les limites de l'économie mixte*, Gallimard, trad. franç.
- MATTICK P. (1976), *Crises et théories des crises*, Champ libre, trad. franç.
- MINSKY H. P. (1975), *John Maynard Keynes*, Columbia University Press.
- MINSKY H. P. (1977), *The Financial Instability Hypothesis. A Restatement*, Western Social Science Association.
- MORSEL H. (1977), *La Grande Crise du monde capitaliste. Histoire économique et sociale du monde*, P. LÉON éd. t. V, p. 295-342, A. Colin, Paris.
- MULLER-JENTSCH W., SPERLING H. J. (1978), « Economic Development, Labour Conflicts and Industrial Relations System in West Germany », in CROUCH C., PIZZORNO A. éd., *The Resurgence of Class Conflict in Western Europe since 1968-1978*.
- NEGRI A. (1972), *La Classe ouvrière contre l'État*, Éditions Galilée, trad. franç. 1978.
- NORDHAUS W. D. (1974), « The Falling Share of Profits », *Brookings Papers on Economic Activity*, n° 1.
- O. C. D. E. (1978), *Perspectives économiques*, n° 24, décembre.
- O'CONNOR J. (1973), *The Fiscal Crisis of the State*, St Martin's Press.
- OKISHIO N. (1961), « Technical Change and the Rate of Profit », *Kobe University Review*.
- ORLEAN A. (1978), *Une analyse de l'hyper-inflation allemande*, note ronéotypée, à paraître.
- OZANNE R. (1959), « Impact of Unions on Wage Levels and Income Distribution », *Quarterly Journal of Economics*, mai.

- PALLOIX C. (1978), « Procès de production et crise du capitalisme », dans *Ruptures d'un système économique*, Dunod, Paris.
- PHELPS BROWN (1973), « Levels and Movements of Industrial Productivity and Real Wages Internationally Compared, 1860-1970 », *Economic Journal*, mars.
- ROEMER J. E. (1977), « Technical Change and the "Tendency of the Rate of Profit to Fall" », *Journal of Economic Theory*, décembre.
- ROEMER J. E. (1978), « The Effect of Technological Change on the Real Wage and Marx's Falling Rate of Profit », *Australian Economic Papers*, juin.
- ROWLAND B. M. (1976), *Balance of Power or Hegemony: the Interwar Monetary System*, Lehrman Institute.
- RUEFF J. (1925), « Les Variations du chômage en Angleterre », *Revue politique et parlementaire*, 10 décembre.
- RUEFF J. (1931), « L'Assurance chômage, cause du chômage permanent », *Revue d'économie politique*.
- RUEFF J. (1975), « Pourquoi la crise ? », *Le Monde*, 17 et 18 juin.
- RUEFF J. (1976), « La Fin de l'ère keynésienne », *Le Monde*, 19 et 20 février.
- RUSTOW M. J. (1978), « The Economic Crisis of the Weimar Republic and how it was overcome — a Comparison with the Present Recession », *Cambridge Journal of Economics*, décembre.
- SALAMA P. (1976), « Vers un nouveau modèle d'accumulation », *Critiques de l'économie politique*, n° 16-17.
- SARTRE L. (1937), *Esquisse d'une théorie marxiste des crises périodiques*, Marcel Rivière, Paris.
- SAUTTER Ch. (1978), « Croissance et Stratégie internationale du Japon », *Économie et Statistique*, février.
- SAUVY A. (1975), *Histoire économique de la France entre les deux guerres*, 4 tomes, Fayard, Paris.
- SHERMAN H. (1979), *A Marxist Theory of the Business Cycle*, à paraître : *Review of Radical Political Economics*.
- STEINDL J. (1943), « Maturity and Stagnation in American Capitalism », *Monthly Review Press*, nouvelle édition 1976.
- STERNBERG F. (1950), *Le Conflit du siècle*, Seuil, trad. franç. 1956.
- SWEETZ P. M. (1940), *The Theory of Capitalist Development*, chap. VIII et X, Modern Reader, nouvelle édition 1968.
- SWEETZ P. M. (1978), « The Present Stage of the Global Crisis of Capitalism », *Monthly Review*, avril.
- SYLOS-LABINI (1977), « La Chute des profits et la Récente Évolution de l'économie française », *Revue d'économie industrielle*, n° 1, 3^e trimestre.
- TEMIN P. (1976), *Did Monetary Forces cause the Great Depression ?* W. W. Norton.
- VARGA E. (1935), *La Crise économique, sociale et politique*, Éditions sociales, réédition, 1976.
- VEGARA-CARRIO J. (1974), *On the Trend Towards a Declining Rate of Profit*, Université de Barcelone.
- VILAR P. (1960), *Croissance économique et Analyse historique*, Première conférence internationale d'histoire économique, Mouton.
- WALLERSTEIN I. (1974), *The Modern World-System*, Academic Press.
- WEISSKOPF T. E. (1978), *Sources of Profit Rate Fluctuations in the Postwar U. S. Economy: an Empirical Test of Alternative Marxist Theories of Economics Crisis*, University of Michigan, octobre.
- WOLFF R. D. (1978), « Marxian Crisis Theory: Structure and implications », *Review of Radical Political Economy*, printemps.